

13<sup>e</sup> année - Nouvelle série

**c.m.**  
revue mensuelle

N° 100

Janvier 1982

Pierre Joye

**UNE CRISE  
MONDIALE**

Rosine Lewin

**LE MOC EN QUÊTE  
D'EFFICACITÉ  
POLITIQUE**

J.-P. Vankeerberghen

**POLOGNE :  
LA FAILLITE  
D'UN MONOPOLE**

Deux documents :

**W. JARUZELSKI  
P.C.I.**

Jacques Aron

**RÉNOVATION  
URBAINE  
ET SPÉCULATION**

Pierre Beauvois

**SIDÉRURGIE :  
LEÇONS D'UNE  
ANNÉE NOIRE**



**cahiers  
marxistes**

## Sommaire

---

Pierre Beauvois	
<b>Sidérurgie :</b>	
<b>les leçons d'une année noire</b>	p. 1
Rosine Lewin	
<b>Le MOC en quête d'efficacité politique</b>	p. 22
<b>Des chrétiens au PS ?</b>	
<b>A propos d'un colloque de l'Institut Vandervelde</b>	p. 28
Pierre Joye	
<b>Une crise mondiale</b>	p. 33
Jean-Paul Vankeerberghen	
<b>Pologne : la faillite d'un monopole</b>	p. 44
Documents :	
Déclaration de W. Jaruzelski	
instaurant la loi martiale, le 13 décembre 1981	p. 55
Ouvrir une nouvelle phase de la lutte	
pour le socialisme (Résolution de la direction du PCI)	p. 58
Jacques Aron	
<b>Rénovation urbaine et spéculation foncière</b>	p. 64
En revues	p. 69

---

*Dessins de Jo Dustin.*

### Comité de patronage :

Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve •

### Comité de rédaction :

Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Augustin Duchateau, Pierre Ergo, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Christine Renard, Claude Renard, Christian Vander-motten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

**Rédacteur en chef :** Rosine Lewin

**Secrétaire de rédaction :** Pierre Ergo

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

## Sidérurgie : les leçons d'une année noire

Avec la formation de la nouvelle coalition gouvernementale, l'année 1982 n'augure rien d'enthousiasmant pour le secteur de l'acier wallon. Outre le renforcement des courants conservateurs et réactionnaires au pouvoir, les affinités européennes d'un Tindemans ne peuvent qu'être l'occasion d'une avalisation sans la moindre réserve des stratégies développées par Davignon à usage de la sidérurgie wallonne. Les liaisons politiques du vicomte avec le PSC, les traditions familiales du commissaire européen qui en font d'une part un homme de la Société Générale et d'autre part un proche parent des Boël, dont l'engagement au PRL est connu, accéléreront à coup sûr le processus de destruction des divisions liégeoises, carolorégiennes et boraines.

Confrontés à la crise de l'acier, les communistes wallons ont élaboré des projets industriels alternatifs pour sauver l'outil et relancer le secteur de la construction mécanique. Le but poursuivi était de donner aux travailleurs et aux militants syndicaux de base, une perspective autre que celle de la lutte défensive, le dos au mur.

Parce qu'il n'est pas simple de faire comprendre une politique industrielle sectorielle, parce que trop peu de militants se sont efforcés d'en saisir les orientations et de les expliquer à la base, parce que d'autres enfin continuent à pratiquer l'autosatisfaction en clamant des slogans, l'analyse proposée par le bureau wallon du PCB et déposée sous forme de proposition de loi et de décret par Robert Dussart, alors sénateur, est restée sans suite sérieuse dans les luttes des travailleurs des bassins wallons.

A la veille du 24<sup>e</sup> congrès du PCB, à la veille probable d'échéances dramatiques pour la région wallonne, l'un des promoteurs de ces projets d'alternatives industrielles se permet, est-ce un luxe, de réexpliquer les thèses proposées, à la lumière des données politiques, économiques, financières de l'année 1980 qui confirment de façon souvent éclatante les orientations initialement formulées.

A notre sens, la sidérurgie wallonne existera encore dans dix ans, si le parti communiste et, au-delà du PC, le mouvement ouvrier wallon,

au sens large, s'emparent de ces thèses, les affinent, les complètent pour en faire un vaste débat politique au sein des forces politiques progressistes, dans les appareils syndicaux et notamment au sein du Conseil régional wallon.

## UNE SOLUTION WALLONNE A USAGE BELGE

Les deux dernières décennies ont vu se développer au Japon, dans le Tiers monde mais aussi en Europe occidentale les sidérurgies maritimes.

Le gonflement des prix du pétrole, joint à la dépendance croissante sinon exclusive des minerais suédois, africains, australiens et sud-américains ont naturellement favorisé des entreprises comme Sidmar, Fos-sur-Mer, Usinor-Dunkerke. D'autant que, plus récentes, ces nouvelles entreprises ont largement intégré les progrès technologiques survenus dans les modes de production et de contrôle de qualité de l'acier. Cette sidérurgie maritime est naturellement devenue plus compétitive à l'exportation des semi-finis. Au niveau des entreprises belges, fortement orientées sur cette exportation, Sidmar apparaît donc privilégié par rapport aux entreprises du sud du pays.

L'idée de battre les sidérurgies maritimes sur un terrain qui leur est favorable est d'autant plus difficile à admettre que les nouveaux producteurs d'acier du Tiers monde disposent des mêmes avantages géographiques et technologiques et qui plus est, des bas salaires.

Sauver l'acier wallon est une nécessité sociale, s'inscrit de surcroît dans l'optique du maintien de l'indépendance dans l'élaboration des produits de base, de la valorisation des investissements effectués dans ce secteur depuis la reconversion vers l'acier à l'oxygène, l'agglomération et la préparation des charges et la coulée continue, l'utilisation des compétences humaines et du potentiel de recherche acquis de longue date.

Une politique industrielle adaptée à la situation de l'acier wallon devrait nécessairement rompre avec la stratégie des holdings belges qui pariaient manifestement sur Sidmar et sur l'ARBED et contre les bassins liégeois et carolorégiens quant aux investissements (voir tableau p. 16). De 1976 à 79, l'effectif de Sidmar s'est accru de 250 emplois tandis que les divisions wallonnes en perdaient simultanément 8.750. Les aides publiques, les derniers gouvernements soutenant la politique des holdings, devaient elles aussi se distribuer avec disparité puisque le plan 79-84 accorde 59,5 milliards d'aides aux divisions wallonnes et 17,4 pour celles de Flandre. Ramenée à la production, l'aide pour les premières est de 4.956 F/tonne, pour les seconds de 6.960 F/tonne. Les axes essentiels de cette rupture devraient schématiquement être les suivants :

a) substituer au pouvoir patronal un pouvoir dominé par les intérêts publics et contrôlés par les organisations syndicales et les élus directs des travailleurs ;

b) obliger les holdings à poursuivre les investissements conformément aux accords d'Hanzinelle et à leur prolongement par le plan Claes ;

c) réduire la dépendance de la sidérurgie wallonne vis-à-vis des marchés extérieurs en relançant la consommation intérieure et particulièrement celle concernant le secteur de la construction, des transports en commun, comme en maximalisant la consommation d'acier wallon par les transformateurs de la région;

d) préparer un vaste plan de relance de la construction d'équipements industriel et domestique au travers des firmes restantes des constructions mécaniques et électriques, afin non seulement d'exporter des produits à plus hautes valeurs ajoutées intégrant une large quantité d'acier, mais de recréer un secteur en voie d'extinction. Ce secteur est celui de la recherche et du développement, de l'engineering industriel orienté à la fois vers la conception, la création d'équipements destinés à la modernisation de la sidérurgie, aux secteurs de la chimie, à la construction d'usines clés sur porte, comme aux commandes publiques (matériel roulant, épuration des eaux de surface, la politique d'URE, le retour au charbon).

Le point d) mettait en évidence la nécessité d'une intégration verticale entre la sidérurgie, les constructeurs d'équipements et l'engineering. L'idée de base était que la relance de l'emploi dans l'aval sidérurgique ne pouvait être réalisée qu'en reconquéant les créneaux perdus au profit des mécaniciens ouest-allemands (Siemag, Demag, Mannesman, etc.), français et autrichiens, qui étaient depuis de nombreuses années les principaux bénéficiaires des commandes en équipements lourds des entreprises belges. Regagner des compétences dans le secteur de la grosse mécanique supposait une politique volontariste que seul le secteur public pouvait mener en rassemblant au sein d'un grand bureau d'études toutes les compétences restantes, éparpillées et sous-utilisées dans quelques entreprises familiales ou liées aux holdings et, dans la plupart des cas, passées à la mixité et confrontées à des processus de démantèlement. En outre, il importait de lier cet engineering public aux mécaniciens restants, dans le cadre d'une politique de répartition des compétences, des produits, des recherches et de mettre en place des structures de gestion susceptibles d'assumer une vaste politique de redéploiement technologique.

Les premiers marchés de ce secteur intégré à la sidérurgie pouvaient être garantis par une cinquantaine de milliards de commandes définies dans les plans de modernisation des aciéries, hauts-fourneaux et cokeries belges. L'expérience acquise devait permettre par la suite de sortir sur les marchés extérieurs et de suivre les commandes d'équipement d'autres secteurs belges.

On notera que cette problématique de l'AWIR (Agence wallonne d'ingénierie et de recherche) était née en 1975 dans les milieux de l'Office de Promotion Industrielle, mais sans cesse torpillée par les divers gouvernements.

Ce redéploiement vers les équipements industriels apportait des perspectives non seulement pour une relance du commerce extérieur, notamment vers les pays en voie de développement, pour une compression de nos importations d'équipements mais c'était aussi la solution pour reclasser le personnel dégagé et à dégager dans les phases futures de la restructuration de la sidérurgie wallonne.

Cette politique alternative proposée par le parti communiste n'était pas le fruit d'un rêve de techniciens en chambre — cela s'est dit — mais la transposition au niveau wallon de la politique de l'acier pratiquée bien avant nous par l'Autriche, dans le cadre d'un vaste secteur nationalisé comprenant la sidérurgie, les constructions métalliques, les non-ferreux. Naturellement privée de sidérurgie maritime, l'Autriche a pu conserver une activité sidérurgique importante en développant le vaste complexe d'engineering et de construction d'équipement VOest, lequel vient de rafler plusieurs commandes importantes pour nos divisions wallonnes. Le faible taux de chômage (1,6 %) de l'Autriche n'est certes pas étranger à cette politique industrielle qui ne tient pas au seul fait de la nationalisation, mais aussi à cette intégration verticale du secteur de l'acier et au maintien de l'avance technologique. Telle reste la solution wallonne au secteur de l'acier. Elle est wallonne parce qu'elle vise à substituer à une course (perdue d'avance) au tonnage exporté de semi-finis, une politique de restauration du potentiel industriel et créatif qui reste une condition primordiale de survie dans la vaste problématique de la division internationale du travail. Parce qu'elle vise à remplacer une politique de dilution des coûts de production (salaires et matières premières importées) par un plus haut taux de valeur ajoutée. Cette solution reste aussi wallonne puisque le rapport de force politique à l'échelle de la Wallonie permet sa réalisation à court terme.

Cette solution wallonne ne peut enfin que rencontrer les intérêts des travailleurs tant bruxellois que flamands simplement par l'examen des données chiffrées suivantes (1).

La sidérurgie wallonne étend ses retombées au-delà des besoins d'implantation : le niveau de vie de 300.000 Belges dépend de l'activité de Cockerill, du Triangle, de Boël et de Clabecq. 20 % du trafic de marchandises d'Anvers est dû au va et vient des matières premières importées et des semi-finis produits dans ces divisions. L'acier wallon consomme 50 à 60 % du charbon de Campine, absorbe l'essentiel des ferro-alliages produits par Sadaci à Gand, et assume 35 % du trafic des marchandises de la SNCB — sans se préoccuper de la langue maternelle des conducteurs de locomotives et des cheminots occupés entre Anvers et Charleroi, Liège et La Louvière. Il en est de même pour le transport fluvial et routier. Reste à noter que la sidérurgie wallonne paye annuellement 700 millions de primes d'assurances et 2,4 milliards d'intérêts bancaires à des sociétés dont les sièges sociaux sont rarement localisés au Sud du pays. Elle consomme, à elle seule, près de 10 % de la production d'électricité basse tension et haute tension du pays.

D'autre part, l'activité des laminoirs à tôle forte de Clabecq comme de Cockerill est principalement destinée aux chantiers navals du bassin de l'Escaut, dont ceux de Boel et Cockerill Yard ne sont naturellement pas à exclure. Ces interpénétrations économiques, que l'on pourrait multiplier, illustrent assez clairement qu'une fermeture totale des bassins wallons provoquerait des compressions de l'emploi dans de nom

---

(1) Interview du ministre Claes dans *Combat* (18-6-81).

breux secteurs du secondaire et du tertiaire et ce sans sélectivité linguistique.

### CONFIRMATION... A LA LUEUR DU DISCOURS PATRONAL !

Conçu fin 1979, notre projet politique alternatif concernant le secteur de l'acier méritait d'être confronté aux données patronales relatives à l'exercice 1980 ainsi qu'à d'autres publications traitant de la crise de la sidérurgie belge. Nous avons cru utile, bien que cela soit long, d'analyser ce discours patronal pour mieux cerner les responsabilités du capotage en cours des bassins wallons, et les solutions à avancer.

Les constats de détérioration du secteur sidérurgique ne manquent pas. Ils sont suffisamment fréquents pour qu'on se borne à les résumer. Le tableau ci-après énumère les pertes d'emplois dans les divers pays de la CEE. Notre pays, avec la France et le Luxembourg est dans le peloton de tête des plus touchés, derrière la sidérurgie anglaise, victime de la gestion Thatcher. La RFA comme les Pays-Bas limitent plus les dégâts tandis que les petites divisions italiennes progressent.

Le discours explicatif patronal part de la ventilation du marché mondial, constate au passage la modification des parts des producteurs de la CEE et des USA dans l'assiette globale, puis déplore l'effondrement du prix de vente de l'acier en Europe.

### TABLEAU I

#### L'évolution de la main-d'œuvre et de la productivité dans la sidérurgie C.E.E. s'établit comme suit :

	31-12-1974 (x 1.000)	31-12-1980 (x 1.000)	Emploi		Variation en %	Productivité Accroissement en % 1975-1980
				Différence		
B	64	45	—	18.518	— 29,1	+ 50,3
F	158	105	—	52.933	— 33,5	+ 47,1
L	23	15	—	8.603	— 36,6	+ 44,7
D	232	197	—	34.637	— 14,9	+ 24,7
NL	25	21	—	4.077	— 16,3	+ 19,2
I	96	100	+	4.344	+ 4,5	+ 13,6
GB	194	114	—	80.747	— 41,5	— 12,8
C.E.E/9	792	600	—	192.491	— 24,3	+ 26,3

Après avoir énuméré une série de facteurs négatifs propres à l'augmentation des coûts de production (transport, énergie, crédit, etc.) et après avoir immédiatement postulé que ces facteurs négatifs transnationaux n'étaient pas maîtrisables ni perfectibles, tout le discours porte sur la nécessité de compresser les coûts salariaux.

Cette démonstration qui est faite également au travers du Bulletin annuel du groupement des Hauts Fourneaux et aciéries comme dans les publications de la Banque Bruxelles-Lambert joint au postulat « seuls les salaires sont compressibles », le refus de lier la sidérurgie au reste

des entreprises qui en vivent, en amont comme en aval. C'est là un tour de force qu'accomplissent depuis quelques années les responsables des holdings belges placés aux manettes de commandes des aciéries et laminoirs. Est ainsi gommé le rôle particulièrement pesant de la Société Générale dans les autres secteurs économiques qui réalisent, hors sidérurgie, de respectables profits grâce à un secteur porté à bout de bras par les finances publiques.

**TABEAU II**

**Compression de la part CEE du marché (en %)**

Production mondiale d'acier		URSS	CECA	USA	Japon	Autres
76	679	21,4	19,7	17,5	15,8	25,6
77	677	21,7	18,6	17,1	15,1	27,5
78	718	21	18,5	17,7	14,2	28,6
79	748	19,9	18,7	17	15	29,4
80	714	21,2	17,9	14,4	15,5	31

**1. Le marché**

Le tableau II ventile l'évaluation du pourcentage du marché mondial de l'acier. Si l'URSS et le Japon conservent pratiquement inchangée la part qu'ils avaient en 1976 dans une production globale légèrement croissante, les pertes subies par la CECA (4 % pour les Neuf, mais 8 % pour la Belgique) et par les USA, vont en ordre principal aux nouveaux producteurs (Corée du Sud, Brésil, Espagne, Vénézuéla, etc.) Pour l'essentiel, ces pays se sont dotés de complexes sidérurgiques avec l'aide des grands assembleurs liés aux monopoles de l'acier. Le « clé sur porte » japonais a bien fonctionné depuis 1970, comme celui de la RFA. Mais les bureaux d'ingénierie des holdings belges comme certains constructeurs d'équipements (ACEC...) n'ont pas été absents des grands projets pour la sidérurgie du tiers monde, même si les retombées pour l'économie régionale ont été minimes. Cette nouvelle étape dans la division internationale du travail devrait, outre qu'elle ferait disparaître certains marchés lointains, — les anciens consommateurs devenant des producteurs — amener de nouvelles quantités d'acier sur les marchés occidentaux. La production d'acier des pays en voie de développement ne pouvait être absorbée par des besoins nouveaux. Dans la plupart des cas, cette production locale d'acier venait se substituer aux exportations européennes ou américaines consommées par les filiales des multinationales occidentales. De plus, bon nombre des pays producteurs d'acier (Corée du Sud, Brésil, etc.) pratiquant une politique de blocage des salaires, voire de paupérisation des masses, il est clair qu'était d'office exclue la perspective d'une croissance sensible de la consommation d'acier sur le marché intérieur des nouveaux producteurs. En d'autres termes, les ventes d'équipements sidérurgiques par les ingénieries occidentales et japonaises ne répondaient que rarement à une extension locale des besoins d'acier. D'autre part, lorsque de nouvelles capacités de production étaient acquises par des pays pratiquant une politique d'indépendance vis-à-vis de la stratégie des



monopoles étrangers, la nécessité de se procurer des devises pour payer les équipements, amenaient les gouvernements progressistes à accepter une réexportation importante de l'acier produit vers les USA ou l'Europe occidentale.

La faible croissance du marché mondial de l'acier, donc le renforcement des tensions entre nouveaux producteurs et ceux traditionnellement implantés, ne peut que s'aggraver dans la mesure où d'une part la stratégie monopoliste continue à bloquer toute évolution du pouvoir d'achat dans le tiers monde et d'autre part où la politique de compression du niveau de vie, menée par la plupart des pays occidentaux est largement à la base d'une chute de l'activité dans deux secteurs consommant beaucoup d'acier : la construction et l'automobile.

A ce sujet, le rapport des Hauts fourneaux constate lui-même que « l'activité a été réduite pour la première fois depuis 1975 dans les entreprises fabriquant des biens de consommation durable ». C'est le cas dans l'industrie automobile qui absorbe 15 % des livraisons d'acier de la CEE et qui connaît avec le secteur de la construction belge un dangereux fléchissement de la demande.

Aussi, devant faire face à une concurrence de nouveaux producteurs (Espagne, Brésil, Corée du Sud) les sidérurgistes de la CEE ont perdu 11 % de leurs commandes par rapport à 1979.

D'autre part, les plaintes pour dumping, de mars 1980, de l'US Steel et d'autres mesures protectionnistes prises par les USA ont fait reculer de 38 % les ventes européennes sur le marché américain.

La politique de soutien inconditionnel aux régimes néocolonialistes menée par la Belgique en particulier, conduit à des « retours de manivelles » déplaisants lorsque les potentats musclés sont évincés par des soulèvements populaires tel celui de l'Iran. Le boycott iranien imposé pendant l'année 80 aux aciers belges a fait chuter de 592.000 t à 361.000 t les exportations sidérurgiques vers les pays du Proche et du Moyen Orient.

la régression des débouchés commerciaux, tant internes qu'externes, dérive donc des décisions et stratégies patronales, qu'il s'agisse du refus de la CEE de répondre, pour cause d'atlantisme, aux ukases commerciaux des USA, ou qu'il en aille de la stagnation délibérée de la consommation dans le tiers monde, de la compression de celle des populations belge, anglaise, ouest-allemande, etc.

## 2. Les prix.

Le second constat patronal tient dans l'affirmation d'une stagnation du prix de l'acier. De 1974 à 1979, l'indice des prix de détail est passé de 100 à 147, celui des prix de gros de 100 à 119, celui de l'acier de 100 à 102. En 1980, le prix moyen des produits sidérurgiques était à l'indice 108 par rapport à 1979, celui des prix de gros à 123.

le rapport du groupement des Hauts fourneaux se limite à constater la concurrence désordonnée, la désorganisation du marché, mais aussi les « dissensions graves entre sidérurgistes allemands, remettant en cause les engagements envers la commission européenne et le règles de fonctionnement d'Eurofer ».

La version patronale admet aussi que les prix européens sont parfois inférieurs à ceux pratiqués par les Japonais et les Américains sur

leur marché intérieur. Faire ces constats c'est reconnaître l'incapacité des autorités européennes de mener une politique de défense, au sens capitaliste du terme, des sidérurgistes européens et, par exemple leur garantir une sécurité des prix à l'intérieur de la CEE. Sinon c'est admettre que les autorités de la CEE acceptent volontairement la dégradation du marché, des prix en particulier, en sachant que des producteurs sont plus à même de résister à cette situation qui par contre permettra l'élimination de certains concurrents.

A l'analyse, cette stagnation des prix n'est pas un écueil pour le monde patronal. Pour les sidérurgies intégrées verticalement, c'est-à-dire pour les groupes qui contrôlent non seulement la production mais les entreprises de transformation grosses consommatrices d'acier (chaudronnerie, tréfilerie, construction et génie civil, construction mécanique, automobile, électro-ménager), il est clair que les pertes enregistrées dans la sidérurgie se retrouvent en profit supplémentaire dans les divisions de l'aval. L'opération apparaît donc comme un transfert de bénéfice d'un sous-secteur vers un autre. C'est particulièrement le cas pour la sidérurgie ouest-allemande qui est assurée de placer la moitié de sa production dans son aval des fabrications métalliques.

D'autre part, tous les holdings concernés par la sidérurgie ont créé des structures commerciales distinctes des sociétés de production qui disposent d'un quasi monopole dans la vente des produits sidérurgiques et qui travaillent souvent à la commission. Le niveau des prix concerne peu ce type d'activité qui reste particulièrement lucratif en cette période de crise.

En fait, les pertes dues au prix de l'acier sont utilisées par les gestionnaires privés du secteur production pour réclamer des aides ; tandis que les pouvoirs publics soutiennent à grand coup aciéries et hauts fourneaux, les mêmes gestionnaires privés font des profits miraculeux dans les entreprises de commercialisation.

En mai, c'est le journal *La Cité* qui constatait que les bénéfices nets de la « Frère-Bourgeois commerciale » étaient passés de 40,6 millions en 1979 à 91 millions en 1980 (2). Outre le fait que cette société commercialise la production carolorégienne, J. Schoonbroodt notait que A. Frère restait fort désireux de garder, avec 51 % du capital, l'indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics dans sa société commerciale.

L'idée d'un transfert de bénéfice partant du secteur de production vers les activités commerciales ou vers la transformation en aval se précise encore lorsque le patronat sidérurgique constate lui-même que pour une augmentation de 8 % de l'acier en 6 ans, le prix des voitures automobiles, incorporant 50 % d'aciers spéciaux et autres en poids, a été majoré pour la même période de 50 % sur le marché belge (3). Dans le même ordre d'idées, Fabrimétal a publié l'évolution de l'indice des prix pour la tréfilerie, la fonderie, la forge et l'estampage.

On notera l'évolution fort différente des prix de l'acier lorsqu'il est acheté par les transformateurs et lorsqu'il est vendu par les producteurs. Ce ne peut donc être qu'aux activités commerciales (plus transport, manutention, stockage) que le transfert profite.

(2) « La Cité », 7-5-81.

(3) Bulletin des Hauts Fourneaux, 1980, p. 21.

## Indice des prix de l'acier pour tréfileries, forges, estampages

Base 70		(idem base 74)	Indice du prix de l'acier vendu par la sidérurgie (base 74 = 100)
70	100		
74	127	100	100
75	187	140	
76	173	136	
77	176	138	
78	169	133	
79	173	136	102
80	182	143	108

### 3. Les coûts de production

La thèse patronale reconnaît la croissance des coûts de production autres que les salaires. Toutefois elle fait des évolutions salariales le seul point sur lequel il y ait moyen de jouer. Les fluctuations du prix de l'énergie, du transport des minerais, des transports sont considérés comme des phénomènes étrangers au pouvoir d'action des sidérurgistes.

Il est essentiel d'analyser cette simplification outrancière au travers des exemples suivants :

#### a) *Trop de déchets*

En 1980, 60 % des ferrailles utilisées par la sidérurgie belge provenaient de chutes de production propres recyclées. Ceci signifierait que 2,6 millions de tonnes d'acier avaient été produites dans les aciéries (17,5 % de la production d'acier annuelle) pour être déclassées. En 1974, les ferrailles recyclées atteignaient 3,12 millions de tonnes (soit 19,3 %). La faible réduction de la production de rebut est liée à la pénétration insuffisante de la coulée continue, procédé qui est à la base d'une réduction sensible des chutes. En 1980, 26 % de l'acier coulé dans la sidérurgie belge l'a été par des lignes de coulée continue, alors que la moyenne communautaire se situe à 39 % et que la sidérurgie japonaise coulait 60 % de son acier par ce procédé. En notant que la technique de la coulée continue permet une réduction des pertes de 10 % et un gain d'énergie encore plus important, les sidérurgistes belges reconnaissent implicitement que la modernisation de notre outil sidérurgique a été négligée, faute d'une politique d'investissements cohérente.

Le déclassement de près d'un cinquième de la production d'acier au prix de la mitraille représente, sans compter une consommation accrue d'énergie, une perte financière importante.

#### b) *Élévation du coût des matières premières*

De sources patronales, le coût des matières premières représente 40 % du prix de l'acier, dont un quart pour le transport. Les salaires et les charges sociales interviennent dans une proportion moindre (31,9 %).

L'augmentation de '79 à '80 des coûts énergétiques est patente.

D'un an à l'autre, le prix du Kwh a été majoré de 18 %, celui du fuel de 92 %, celui du charbon de 5 %. Le minerai de fer a vu ses prix grimper de 40 %, pas seulement en raison des demandes des producteurs mais surtout au travers d'une majoration du fret qui a parfois plus que doublé en deux ans. Ainsi les frais de transport payés par la sidérurgie belge sont passés de 12 à 14 milliards de 79 à 80 alors que la production s'est réduite de 8 %. Le coût du transport à la tonne d'acier produite est donc passé de 895 à 1.138 F soit une majoration de 27 %.

Si la production d'acier était restée constante de 79 à 80, les sidérurgistes auraient payé 7,1 milliards de plus en 80 pour les matières premières rendues. Globalement, l'incidence des coûts de transport et de l'énergie a augmenté de 10 % le coût de la tonne produite.

#### Evolution du prix des matières premières (prix CIF) (1979 = indice 100)

	79	80	81
Minerais .....	100	141	176
Charbons belges.....	100	105	115
Fuel.....	100	192	318
Gaz.....	100	135	155

Si cette évolution d'une partie des coûts de production est liée aux fluctuations du dollar et à la stratégie des monopoles pétroliers, il reste clair que les travailleurs ici aussi, n'ont aucune responsabilité dans la désorganisation du système monétaire international, dans les opérations spéculatives sur le dollar, ni dans le fait que la majoration des prix du pétrole et du gaz sont essentiellement dus à la fois aux gouvernements européens et aux multinationales énergétiques qui font payer leur reconversion future vers d'autres énergies et vers d'autres activités industrielles par les consommateurs, dont les entreprises.

Mais ce qui doit être mis en évidence, c'est que les évolutions financières et commerciales qui portent préjudice au secteur de la production d'acier profitent directement à d'autres secteurs industriels ou commerciaux. Dès lors, les holdings qui dominent la sidérurgie, mais qui opèrent également dans l'ensemble du secteur secondaire ou tertiaire, peuvent bénéficier des causes qui déstabilisent la « rentabilité » des hauts-fourneaux et aciéries. Ainsi, en faisant supporter par la collectivité des déficits d'un secteur isolé, les holdings réalisent de fait un transfert de bénéfices non seulement vers les entreprises de commercialisation de l'acier, comme nous l'avons évoqué, mais aussi vers les compagnies de navigation, vers les activités portuaires, vers les producteurs d'électricité, de fuel, de gaz naturel, de ferro-alliages, vers les compagnies d'assurances, les organismes de crédit qui vivent de la sidérurgie.

## ÉVOLUTION DES SALAIRES EN SIDÉRURGIE

On notera que les salaires néerlandais sont plus élevés : le coût salarial horaire en 1979 était de 480 FB aux Pays-Bas contre 458 FB en Belgique dans le secteur concerné (4). Par contre, la sidérurgie néerlandaise a connu moins de pertes d'emplois ces dernières années (16,3 % aux Pays-Bas contre 29,1 % en Belgique).

Si le rapport 80 du Groupement des Hauts-fourneaux néglige cette fois de citer les chiffres hollandais, et eux seuls, parmi les producteurs de la CEE, c'est assurément qu'ils gênent la campagne anti-salariale du patronat.

En prenant pour base les données patronales, l'indice correspondant au coût à l'heure a évolué comme suit :

1970 (base)	1974	1980
100	193	368

Sur six années (1974 exclu), l'augmentation globale moyenne annuelle des salaires correspondant au travail presté est de 11,2 %.

D'autres sources, établies pour l'évolution nationale des salaires (tous secteurs considérés) est de 12,1 % (5). Les données coïncident donc. Cependant, cette majoration annuelle moyenne des salaires est à scinder d'une part en 8 % dus à l'inflation moyenne (74-80) annuelle, et 4 % d'autre part représentent l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs. Cette majoration salariale réelle de 4 % l'an doit cependant être tempérée puisque depuis six ans, la fiscalité directe n'a cessé de s'élever par le truchement de la non-indexation des barèmes fiscaux, par le renforcement des taxes provinciales, communales, lesquelles n'influencent pas l'index. Une part croissante des recettes de l'Etat a été affectée au secteur industriel privé dont la participation fiscale directe au budget national est nulle. En effet, en échange d'un versement de 90 milliards d'impôts sur les bénéficiaires, les grandes entreprises récupèrent près de 89 milliards d'aides publiques diverses en 1979. De plus, seuls les travailleurs restés dans la sidérurgie ont pu bénéficier de cette élévation, en fait apparente, des revenus qui s'est faite en parallèle avec de vastes opérations de prépensionnement et de « dégraisage ».

Si l'on compare ce taux tout relatif d'élévation des salaires de 4 % à l'évolution de la productivité des ouvriers dans la sidérurgie, on constate que ce dernier paramètre dépasse le premier.

	Heures prestées en milliers	Production en millions de t.	Tonne/h. prestée
1974	97.515	13,4	0,137
1980	61.462	12,3	0,200

(Source : Bulletin des Hauts Fourneaux, 1980.

(4) Groupement des Hauts Fourneaux, rapport annuel, 1979, p.18.

(5) Bulletin financier de la Banque Bruxelles-Lambert, n° 16 7/8/81, pp. 4 et 5.

Le taux moyen d'augmentation de la productivité de 1974 à 1980 est de 6,5 %. Il faut noter que ces chiffres intègrent les réductions du temps de travail puisque coûts salariaux et productivité sont exprimés en heures prestées. Les travailleurs qui n'ont aucune responsabilité dans l'inflation n'ont guère bénéficié de l'évolution technologique, ni au travers d'une réduction du temps de travail qui est restée dérisoire, ni au travers de l'évolution des salaires. Le fait que la productivité ait crû bien plus vite que les charges salariales semble un facteur particulièrement important pour la Belgique. La notice « Sidérama » (6) confirme que notre pays a battu le record de la majoration de productivité entre 1975 et 1980, mais ceci essentiellement par des compressions d'emplois ; le coût de cette majoration a été intégralement supporté par la collectivité par le biais du chômage (coût d'un chômeur : 500.000 F) (7) et du prépensionnement (coût d'un prépensionné : plus de 600.000 F).

### Accroissement de la productivité de 75-80 en % en sidérurgie

Belgique.....	+ 50,3
France.....	+ 47,1
Luxembourg.....	+ 44,7
Deutschland.....	+ 24,7
NL.....	+ 19,2
Italie.....	+ 13,6
Grande-Bretagne.....	— 12,8
CEE/9.....	+ 26,3

Cette évolution de la productivité de l'industrie belge — tous secteurs réunis — est également confirmée par le tableau suivant :

### Taux de croissance annuel de la productivité du travail (8)

	1975-1978	1973-1978
Belgique.....	7,3	4,6
Allemagne.....	5,2	3,8
France.....	5,3	4,2
Italie.....	5,6	1,3
Royaume-Uni.....	2,5	1,2
Pays-Bas.....	6,3	4,2

De tels records de productivité — malgré des investissements moindres que dans les autres pays de la CEE (voir tableau IV) — ont été

(6) Sidérama : édité par Cockerill en juin 81.

(7) Réponse parlementaire du ministre De Wulf.

(8) « Wallonie 80 » (3-5). W. Fraeys, p. 183.

obtenus en aggravant les conditions de travail des sidérurgistes. Les pouvoirs publics ont assumé ET la charge des dégage­ments de personnel ET celle venant de la modernisation d'un outil — souvent vétuste — consécutive au refus d'intervention des banques.

### Investissement : dépenses annuelles à la tonne (UCE/t acier) (9)

	1977	1978	1979
Allemagne.....	12,69	10,81	11,65
Belgique.....	12,32	6,77	7,92
France.....	17,07	17,68	12,64
Italie.....	21,53	18,51	16,57
Luxembourg.....	15,88	22,29	27,32
Pays-Bas.....	9,26	10,91	17,20
Royaume-Uni.....	34,92	24,68	18,63
CEE (moyenne).....	18,76	15,60	14,17

Ces considérations sur l'évolution de la productivité en sidérurgie, sur celle des salaires hors inflation (4 %) débouchent sur le constat suivant : si, comme cela se doit, la majoration de la productivité obtenue avant été intégralement restituée aux travailleurs ou bien les salaires actuels en sidérurgie devraient être relevés de 16 %, ou bien, en maintenant le niveau salarial actuel, la durée hebdomadaire du travail devrait être réduite de 6 à 6,4 h selon les entreprises. Ce « rattrapage », dans une perspective socialiste de l'évolution de la productivité, conduirait soit à maintenir les 40 h/semaine mais à l'assortir d'une copieuse augmentation des salaires et traitements, soit à appliquer immédiatement la semaine des 34 heures.

### LES HOLDINGS ET L'ACIER

En notant que les pertes financières rencontrées en sidérurgie étaient essentiellement dues à l'évolution des coûts énergétiques, du transport, des matières premières et du crédit, en soulignant que ces facteurs jouaient un rôle prépondérant, par rapport aux charges salariales dans ces pertes, c'eût été faire preuve d'incohérence que de ne pas chercher à qui le crime profite.

Si la SGB, la COBEPA, Bruxelles-Lambert et l'Union financière Boel sont des holdings communément associés au secteur sidérurgique, il importe de souligner qu'ils exercent naturellement d'autres activités dans une série de secteurs très dépendants de celui envisagé.

La SGB contrôle 10,1 % du capital de Cockerill, 15,9 % de l'ARBED et 8,9 % de Sidmar (10). Ces participations lui permettent d'assumer la gestion de ces entreprises comme l'association Cobepa-Financière du Ruau contrôle le Triangle et la famille Boël la division de La Louvière, de Fabrique de Fer à Charleroi et partiellement de Clabecq.

(9) « L'économie belge dans un monde qui change » (p. 39) (5<sup>e</sup> journée des Entreprises de Belgique).

(10) Rapport de la Société Générale de Banque, 1980.

Les mêmes holdings, en tout ou en partie, et en ordre principal la SGB, se retrouvent dans les secteurs du transport maritime, de l'énergie, des organismes de crédits, des assurances, etc., étroitement liés à l'activité sidérurgique.

Pour étayer notre thèse, on rappellera que lors de la constitution de la Société financière sidérurgique (SFS.SA) destinée à financer la modernisation de la sidérurgie belge, la liste des souscripteurs était composée comme suit :

- Sidrafin NV (Arbed) : 10 %
- Société Générale de Belgique : 18 %
- Compagnie Bruxelles-Lambert : 18 %
- Etat Belge : 15 %
- Financière du Ruau : 7,5 % (Frère Bourgeois)
- Union Financière Industrielle : 6,5 % (Société Générale)
- Cockerill : 5 %
- Traction Electricité : 3,25 %
- Electrobél : 3,25 %
- Hainaut-Sambre : 2,5 %
- Kempense Investeringsvennootschap : 2 %
- Les Assurances (A.B., La Royale Belge, Assubel, l'Urbanisme, l'Intégrale, la Belgique Industrielle) : 8 %
- Soco Clabecq : 1 %

Outre les principaux holdings, on y retrouve les entreprises contrôlant le secteur de l'électricité, du gaz, d'une partie du pétrole, des banques et des compagnies d'assurances.

## LA GÉNÉRALE ET L'ACIER

### a) *Transport maritime.*

La Société Générale détient 43,6 % de la Compagnie Maritime Belge (CMB). Celle-ci est la première compagnie d'armement maritime belge : elle fait figure de holding spécialisé dans le transport et les affaires maritimes. Elle contrôle des entreprises exploitant les lignes régulières desservant les principaux débouchés commerciaux de l'industrie belge (armement Deppe), la gare maritime d'Anvers. La CMB détient des participations importantes dans les compagnies de transport de marchandises en vrac (Bocimar), de manutention et de transport routier de container, de chargement et déchargement, d'entretien et de réparation, de construction de bateaux, d'assurance maritime. Ces activités concernent notamment le port d'Anvers, celui de Zeebrugge voire celui de Gand. La CMB centre ses implantations multinationales au Zaïre, Luxembourg, Argentine, USA, Kenya, Malawi, RFA, Arabie Saoudite, Italie, Espagne, Pays-Bas, Rhodésie, Tanzanie, Bermudes... (11).

La CMB a bénéficié « en 1978 du redressement du marché des frêts amorcé en 1979 » (12). Ceci a largement bénéficié au réseau de « 15 lignes régulières vers 4 continents » et notamment à *la flotte des vraquiers approvisionnant la sidérurgie belgo-luxembourgeoise*. Le bénéfice net de la CMB est passé de 139,5 millions en 77 à 138,7 en 78 et

(11) Sources : CRISP : Répertoire permanent des groupes d'entreprises, 1979.

(12) Rapport de la Société Générale de Banque, 1980, p. 35.



157,4 millions en 1979. La majoration des coûts des transports, déplorée par les gestionnaires liés à la SG de la sidérurgie, se soldent par d'excellents résultats pour la CMB. Le chiffre d'affaire passe de 10 milliards en 78 à 16 milliards en 79.

#### b) *Energie*

Outre le fait que la CMB vit aussi du transport du pétrole et par le biais de la Mercantile Engineering, est associée à la construction de plateforme de forage pour le gaz et le pétrole de l'off shore, la SG participe indirectement au contrôle du secteur de l'électricité et du gaz. Ainsi, si côté sidérurgie on déplore que les prix du Kwh belge soient supérieurs de 0,35 F à ceux pratiqués pour l'industrie de RFA, ce qui a coûté 1,5 milliard de débours supplémentaires à la sidérurgie belge, côté Traction Electricité et Electobel, on ne peut que se frotter les mains d'une pareille évolution des tarifs énergétiques.

Le poids des holdings, de la SGB en particulier, est d'importance dans le secteur de l'énergie électrique, au travers des participations croisées dans UNERG, EBES, Intercom, lesquels sont, de fait, dominés par les sous-holdings de la SG (Traction-Electobel), mais aussi par d'autres holdings dont la COBEP (P. Scohier et A. Frère siègent au Conseil d'administration d'Intercom A. Frère est au CA de Unerg et l'Electobel).

A côté des bénéficiaires croissants du secteur Transport maritime et Activité portuaire, le secteur de l'énergie lui aussi bénéficie de résultats exceptionnels.

#### *Electricité*

Le contrôle des holdings sur la production et la distribution de l'électricité n'est plus à établir. Les bénéficiaires y sont plus que jamais copieux. La société Intercom a réalisé 4,73 milliards de bénéfices en 1980 contre 4,3 en 1979.

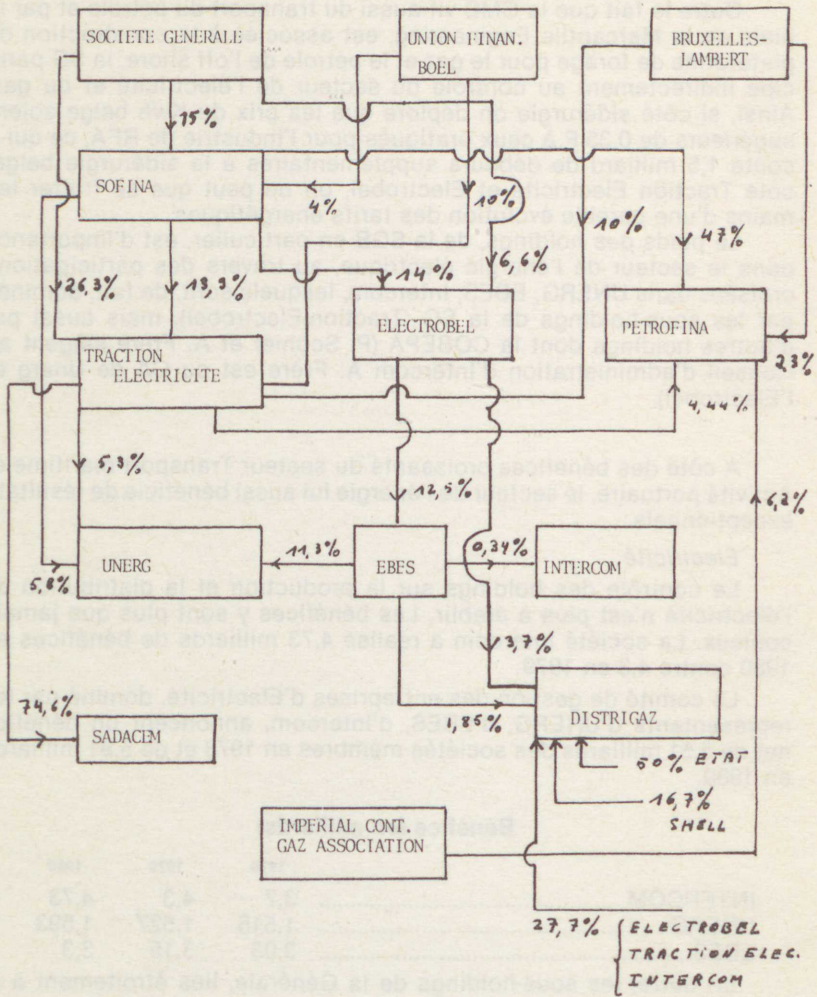
Le comité de gestion des entreprises d'Electricité, dominé par les représentants d'UNERG, d'EBES, d'Intercom, annoncent un bénéfice net de 5,51 milliards des sociétés membres en 1978 et de 5,91 milliards en 1980.

#### Bénéfice (en milliards)

	1978	1979	1980
INTERCOM .....	3,7	4,3	4,73
UNERG .....	1,515	1,527	1,593
EBES.....	3,03	3,15	3,3

En outre, les sous-holdings de la Générale, liés étroitement à la production électrique ont plus que maintenu leurs positions.

	Bénéfices en millions	
	1979	1980
Traction et Electricité .....	834,2	937,5
	78/79	79/80
Electobel .....	1.140	547



En 1979, l'industrie sidérurgique a représenté 20 % des ventes d'électricité à haute tension à l'industrie belge et 16 % des ventes globales à l'ensemble des utilisateurs belges de haute tension.

Les ventes à la sidérurgie en électricité représentent 11 % de l'ensemble des ventes haute tension et basse tension en Belgique (13).

#### 4. Le maillon saboté

Une comparaison est autorisée par ce qui précède. La sidérurgie wallonne apparaît telle le maillon d'une vaste chaîne dont les autres en amont ont pour nom transport maritime, mines, banques, entreprises portuaires, assurances, compagnies de transport fluvial, de maintenance portuaire, de production d'électricité, de gaz et de fuel, marchand de ferrailles. D'autres maillons de l'aval sont constitués par les sociétés commerciales et quelques transformateurs. Parce qu'il reste le maillon occupant le plus d'emplois, qu'il nécessite des investissements particulièrement lourds mais surtout parce que le secteur de l'acier est celui où la concurrence au niveau mondial ne peut que s'accroître, qu'il n'est pas « protégé » comme le sont les secteurs de l'énergie, de la grande distribution, du crédit, des assurances, etc., il est tactiquement cohérent dans la logique capitaliste de pratiquer le désengagement financier dans un secteur où le chantage à la perte d'emploi va amener immédiatement les courants réformistes à organiser l'intervention financière du public. Ainsi la chaîne subsiste, permettant aux holdings belges de rester les maîtres des secteurs au taux de profit maximum.

Le transfert de profits du secteur de production de l'acier vers l'aval commercial a été évoqué au travers des arguments de la commerciale Frère-Bourgeois. Il connaît d'autres illustrations.

Le Groupement des Hauts Fourneaux, dont certains administrateurs siègent en personne ou sont représentés par des parents ou des associés proches dans les conseils d'administration des entreprises de production d'électricité et des grandes entreprises de crédit, n'hésite pas à regretter le coût élevé de l'électricité.

Ainsi le Kwh pour les sidérurgistes belges est de 0,35 F plus élevé qu'en RFA. Il en résulte un surcroît de 1,5 milliard en 1980.

De même, les taux d'intérêt pour le crédit à court terme est de 16,8 % en Belgique contre 11,1 % en RFA. Ceci entraîne une charge additionnelle de 1,5 milliards en 1980 pour les sidérurgistes belges.

En troisième lieu, la sidérurgie allemande livre 46 % de sa production aux utilisateurs nationaux en court-circuitant ainsi les intermédiaires commerciaux. De la faible intégration verticale de notre sidérurgie, il résulte que les livraisons directes sont seulement de 12 % en Belgique. Ainsi, pour l'essentiel de ses ventes, les producteurs belges d'acier doivent consentir des réductions permettant à l'intermédiaire commercial primaire, voire secondaire d'incorporer des commissions de 2,5 à 7 %.

Cette divergence dans les choix, plus « national » en RFA, plus axé aussi sur le besoin de maintenir une avance technologique locale, n'est

(13) « Energie et démocratie », par le MOC, p. 55.

pas sans conséquences sur le tissu industriel, ni sur l'emploi. A l'abandon pur et simple de l'essentiel du secteur de l'acier wallon (y compris les constructions mécaniques), même si ce langage suppose des phases transitoires de mixité financière avec les pouvoirs publics au cours desquelles le patronat s'efforce d'user la semelle jusqu'à la corde (Sodemeca, Raskin, Le Thiriau, Electromécanique, Hanrez, Lesquin, etc.), le patronat allemand, lui, répond en consolidant ses structures industrielles classiques, en transférant une partie de la main-d'œuvre libérée par l'évolution des techniques de production vers l'aval et de nouvelles activités incorporant plus de valeur ajoutée et en occupant de ce fait, les marchés extérieurs. La différence actuelle dans les taux de chômage de la RFA et de la Wallonie n'est pas sans lien entre deux optiques patronales, celle des konzerns et celle de la Société Générale et de la Cobepa.

D'autre part, les transferts de bénéfices évoqués et qui ne sont pas à limiter aux exemples cités, éclairent mieux le concept de nationalisation de la sidérurgie.

Car dès la publication du plan Mc Kinsey, cette thèse de la nationalisation était avancée par certains courants du parti et présentée, de manière simpliste d'ailleurs, comme étant la seule réponse mobilisatrice à la politique patronale dans le secteur de l'acier.

## FIN OU MOYEN ?

Reste clé de voûte de l'action du parti, le principe d'ôter aux monopoles nationaux et étrangers le pouvoir de gestion notamment du secteur industriel, et du secteur de l'acier en particulier. Cependant, cette option n'est pas une fin en soi. Ce n'est pas parce qu'un secteur est nationalisé que ses difficultés sont éliminées. D'une part, le secteur privé sait soit s'accommoder, voire même souhaiter, la prise de contrôle public total sur des activités où le taux de profit est minimalisé. D'autre part, la nationalisation ne peut avoir de sens que si elle est simultanément accompagnée d'un projet économique différent de celui que comptent appliquer les monopoles. Présenter l'une sans l'autre reste une démarche d'une incrédisibilité complète.

La sidérurgie anglaise est nationalisée; l'industrie automobile aussi (Leyland Industrie). L'une comme l'autre battent depuis des années les records de perte d'emplois, de perte de marchés intérieurs comme extérieur, et de chute vertigineuse, malgré d'énormes dégagements de personnel, de la productivité. La gestion « Thatcher » est évidemment à la base de ces records négatifs. Le constat évident qu'une nationalisation dans le cadre d'une majorité politique de droite ne peut strictement rien résoudre à la crise d'un secteur est un premier motif pour ne pas penser un instant que l'une quelconque des dernières coalitions gouvernementales mènera une politique différente en matière de sidérurgie, que celle souhaitée par les holdings.

Les aspects longuement évoqués précédemment étayent à suffisance cette thèse : une sidérurgie nationalisée et gérée par un pouvoir dominé par les monopoles, peut constituer un modèle parfaitement acceptable pour les monopoles à la condition non exclusive qu'ils contrôlent les secteurs en amont et en aval liés étroitement à la production de l'acier, au financement des investissements propres, etc.

Ceci pour justifier, vu les données géopolitiques du pays, que c'est seulement au niveau wallon, avec cette majorité potentielle de gauche, qu'un contrôle pur et simple par le secteur public régional peut permettre de mener une politique industrielle alternative.

D'où l'option d'une compétence régionale sur la sidérurgie, option confortée par les solutions spécifiques à ce secteur impliquant essentiellement une étroite liaison avec la construction mécanique et d'autres formes de valorisation régionale de l'acier produit.

## **PRIORITÉ DIDACTIQUE**

Présenter la nationalisation, même l'instauration d'une gestion publique régionale comme la dimension essentielle, sinon exclusive du sauvetage de la sidérurgie, c'est ne pas rencontrer idéologiquement les effets nuisibles de la propagande patronale dont on a largement défini les bases : chute des exportations d'acier belge, coûts salariaux, concurrence extra-européenne, sont de slogans qui, matraqués depuis 1978 conditionnent, qu'on le veuille ou non, le comportement des travailleurs. Le concept de « rentabilité » capitaliste a franchi les limites des portes des conseils d'administration ; il en résulte une profonde désorientation du monde du travail, et pas exclusivement dans le secteur de l'acier. C'est donc le manque de perspective de remplacement à la gestion patronale qu'il faut pallier sur le terrain, au sein des masses et pas seulement des masses ouvrières.

Voilà pourquoi la substitution d'une gestion publique à la gestion privée n'a rien de mobilisateur non seulement si cette substitution n'est pas présentée comme le seul moyen, avec une majorité de gauche en Wallonie, des pouvoirs réels, de mener une autre politique de l'acier mais surtout si cette politique, tant de production que de consommation et de commercialisation, ne pénètre pas en profondeur dans le chef des couches laborieuses concernées.

En d'autres termes, c'est parce que les travailleurs auront compris et assimilé les axes d'une autre politique de l'acier, préservant notamment l'outil de travail, garantissant globalement l'emploi en sidérurgie et dans son aval existant et à créer, que l'éviction du patronat du pouvoir de gestion deviendra une nécessité impérieuse et un objectif fondamental. Ceci explique pourquoi le Bureau wallon du PCB a eu le triple souci de définir à la fois les axes de l'alternative acier, les modalités constitutionnelles d'une gestion publique pure, la nature et les compétences du pouvoir régional à instituer.

## **DIMENSION D'UN SECTEUR PUBLIC DE L'ACIER**

La nécessité d'une intégration verticale producteur-transformateur justifie le fait qu'il ne peut être question de limiter une prise de contrôle public sur la sidérurgie seule. Les grosses entreprises de la construction mécanique et électrique doivent faire l'objet des mêmes transferts de pouvoir du privé au public. De plus, la pléiade de petites et moyennes entreprises techniquement en pointe, pourraient être associées à ce secteur public dans des conditions telles que, tout en respectant une autonomie certaine de gestion, elles soient amenées à appliquer la politique globale de l'acier. La commercialisation tant des semi-finis que

des équipements technologiquement avancés doit échapper aux holdings. Telle structure publique disposerait à la fois d'un bureau d'achat de matières premières susceptibles de négocier des contrats de région à Etat, d'un bureau d'engineering rassemblant plusieurs centaines d'ingénieurs, dessinateurs, responsables administratifs et commerciaux travaillant en étroite liaison avec certains départements de recherches universitaires. Le CRM (Centre de Recherche de la métallurgie) serait intégré à l'ensemble, donc échapperait lui aussi à la tutelle des patrons sidérurgistes et relamineurs.

Resterait à annuler les superprofits réalisés par les holdings grâce à ce secteur de l'acier au travers des prêts bancaires, des primes d'assurances, de la tarification des produits énergétiques dont l'électricité, des coûts des transports.

Si cet aspect n'est pas encore rencontré dans la proposition de loi et les décrets déposés, certaines pistes de réflexion peuvent déboucher rapidement sur d'autres initiatives complémentaires. Elles supposent toutes l'approfondissement de la lutte des classes à l'intérieur même de l'appareil d'Etat, puisqu'un premier axe serait notamment de supprimer le pouvoir des holdings, voire des multinationales, dans des structures comme Distrigaz, les intercommunales de distribution d'électricité, les charbonnages de Campine. Le champ d'action des organismes publics de crédits peut être étendu, celui d'assurances, telles que la SMAP, également. Des initiatives au niveau du Conseil régional wallon pourraient rencontrer la nécessité de réduire certains taux d'intérêt pratiqués par la CGER pour le financement des nouveaux investissements publics, de transformer les structures qui fixent les tarifs d'électricité et du gaz et imposer la réduction de ceux-ci à charge des producteurs. En parallèle avec les propositions de contrôle par le secteur public du secteur de l'électricité et des grandes filiales des holdings (Compagnie maritime belge, ACEC, BN, Belref, etc.) une législation ad hoc pourrait fixer les conditions (tarification des services, des matières achetées, maintien du volume de l'emploi, part du chiffre d'affaire consacrée à la recherche) des entreprises privées ou mixtes aidées par les pouvoirs publics ou devant au secteur public une part importante de leur chiffre d'affaire.

Approfondir ces options, c'est aussi recourir à une analyse plus poussée de la structure des prix des produits consommés et des services utilisés par le secteur de l'acier entre autres.

La collecte de ces éléments et une large information restent une démarche indispensable pour que se développent dans les prochains mois, les luttes nécessaires pour évincer des organes de gestion divers, les représentants du grand patronat.

## **IMPOSER AU PRIVÉ LA PARTICIPATION AUX INVESTISSEMENTS**

Les accords d'Hanzinelle, que le parti communiste a dénoncés, renvoyaient explicitement aux premières réunions du CNPC (Comité national de planification et de contrôle) dont le plan Claes, la fixation des modalités d'investissements de modernisation de la sidérurgie. Le président du CNPC, W. Frayes, confirme (p. 180 du n° 3-4 de *Wallonie*) que « le financement des investissements s'effectuera dans le rapport

1/1 entre fonds propres et fonds empruntés. Dans la pratique ce principe est devenu 50 % de crédit SNCF avec garantie d'Etat, 50 % de fonds à trouver par les entreprises elles-mêmes hors cash flow... auprès de la société financière de la sidérurgie (SFS) ».

On connaît le non-respect par le privé de cette disposition. On connaît aussi les manœuvres d'A. Frère comme du groupe Boël pour développer et investir dans le secteur de aciéries électriques. Si ces opérations sont confirmées, si de plus on note que la Société Générale a pris des parts importantes dans une entreprise multinationale de collecte de nodules maritimes riches en fer, en manganèse et en cobalt, l'hypothèse d'un désengagement financier en sidérurgie et d'un recyclage financier et technologique vers des activités à taux de profits plus élevés peut se confirmer. De plus, l'extension d'une sidérurgie électrique s'inscrit parfaitement dans le souci patronal de la majoration de la production électro-nucléaire.

Est donc confirmée la nécessité de formuler des moyens pour obliger le secteur privé à respecter ses engagements en sidérurgie comme apparaît plus clairement celle d'étendre la mainmise des pouvoirs publics sur tout le secteur de l'acier, y compris vers les nouvelles formes de production. Rencontrer l'ensemble de ces objectifs, prévoir les projets du patronat, décortiquer les méthodes par lesquelles il provoque ou accentue la « non-rentabilité » d'une partie de l'outil de production existent, se donner les moyens pour avoir à répondre aux technocrates droitiers de la CEE, trouver les formes qui conviennent pour informer les travailleurs manuels, les employés, les cadres, c'est sans doute concevoir en ce début 82 une autre manière de faire de la politique.

# Le MOC en quête d'efficacité politique

Avant que la « Brabançonne » ne clôtüre le congrès social-chrétien de Floreffe (mars 81), le président Vanden Boeynants avait proclamé : « Ce parti plein de vitalité sera demain le premier de la Communauté française, si vous ne commettez pas des erreurs criminelles. »

Le 8 novembre dernier, les électeurs ont réduit le PSC au rang de troisième parti de la Communauté française, après le PS et le PRL.

Le congrès de Floreffe aurait-il constitué une des « erreurs criminelles » qu'il paye maintenant ? Il a en tous cas marqué un succès supplémentaire du CEPIC (Centre politique des indépendants et cadres) : promotion du capital à risque, allègement des charges financières pesant sur les entreprises, « réaménagement » du système de l'index (1), extension du travail à temps partiel — voilà quelques-uns des points forts des 24 résolutions votées à Floreffe. Elles semblent déjà préparer une alliance avec le PRL. Par-dessus la tête de la Démocratie chrétienne, dont certains porte-parole ont chahuté le congrès, mais qui, globalement, s'est inclinée.

## ENQUÊTE AU MOC

Le glissement à droite de toute la Belgique qui s'est produit lors du scrutin du 8 novembre a secoué, parmi d'autres, le Mouvement Ouvrier Chrétien. Ses vieux problèmes de relations avec les partis, ses attaches traditionnelles avec la Démocratie-chrétienne au sein du PSC, sa décision de 1972 d'autoriser un pluralisme politique, tout cela a été remis en question, au sens littéral.

On sait en effet qu'un questionnaire a été adressé par le MOC à ses comités fédéraux, accompagné d'« orientations » balisant un débat « en vue d'améliorer l'efficacité de notre action politique ».

Quatre grandes questions y sont abordées.

- le mouvement nécessite-t-il un prolongement politique ?
- un parti du centre est-il satisfaisant pour le MOC ?



— quelle formation politique, de gauche démocratique, non-confessionnelle mais porteuse de valeurs propres aux options et pratiques des organisations ouvrières chrétiennes, ouverte aussi au monde rural et aux petits indépendants — peut répondre aux besoins du MOC ?

— comment se présente au sein du MOC la répartition des militants dans les partis et hors des partis ?

Dans le questionnaire proprement dit, les comités sont invités à se prononcer sur l'efficacité du pluralisme du MOC, sur la position et les réalisations de la Démocratie chrétienne, sur le travail du Rassemblement Wallon et du FDF, sur les attitudes et les pratiques du Parti socialiste. La question est explicitement posée s'il faut envisager le lancement d'une nouvelle force politique. Cette question avait déjà surgi lors du congrès *national* de la Centrale chrétienne des métallurgistes, en octobre 1981, sans qu'il y soit répondu positivement dans les résolutions finales.

Quand l'analyse des débats, organisés au niveau des comités régionaux, sera rendue publique, nous la commenterons. D'ici là, il y a place pour un certain nombre de constats et d'interrogations.

### LA MONTÉE DES « SANS-FAMILLE »

Premier constat : le MOC et l'ACW, son homologue flamand, ont été parties prenantes, et activement prenantes, au grand rassemblement du 25 octobre 1981 à Bruxelles, contre les euromissiles et pour le désarmement nucléaire. Ni le PSC, ni le CVP n'ont, comme partis, pris part à cette vaste action.

Mais ne nous y trompons pas : pas plus que le CVP, le PSC n'est un parti paisible. Déchirures et tensions y sont monnaie courante.

Au cours de l'année écoulée, le CEPIC est monté en ligne à plusieurs reprises. Parfois refoulé (quand un Christian Dumon « poussait » trop), il a réussi à faire prévaloir sa conception du traitement de la crise, très proche des libéraux.

Parallèlement, augmentait dans le parti le poids spécifique des « sans-famille », symbolisés par Ch. F. Nothomb, piètre diplomate et par Etienne Davignon, technocrate de grand format. Tous deux sont à l'évidence étrangers au monde ouvrier, mais refusent de s'identifier au CEPIC : ils défendent les intérêts de la classe dominante avec plus d'intelligence qu'un Graffé ou un Noël de Burlin.

Face à ce double mouvement, la structure de la Démocratie chrétienne a confirmé sa faiblesse et sa mollesse historiques. Tout se passe comme si elle avait une vocation suicidaire.

Le rapprochement au sommet entre PSC et CVP, rapprochement relativement nouveau, accentue cette inégalité. En effet, en février 1981, le CEPSS, centre d'études resté commun aux deux partis sociaux-chrétiens, et dirigé par Herman Van Rompuy, diffusait un *Manifeste pour le renouveau économique* qui assigne à l'entreprise privée la mission de « moteur du progrès économique ». Encouragement du capital à risque et des investissements, nouvel équilibre pour la sécurité sociale, réduction des dépenses publiques, exonération fiscale pour les sous-criteurs d'un impôt extraordinaire destiné à combler le déficit des

finances publiques, généralisation du travail à temps partiel — il n'y manque que la réforme du système d'indexation. Ces thèmes, qui allaient triompher le mois suivant à Floreffe, avaient été poussés en avant du côté flamand par les CVP-Jongeren. A défaut d'un CEPIC flamand, les Jeunes regroupés derrière Erik Van Rompuy (frère de l'autre), jouent dans le CVP le rôle d'un groupe de pression très efficace, dans un sens néo-libéral et chauvin.

Et la Démocratie-chrétienne? A l'automne 1980, elle défendait encore des positions fermes — articulées sur un certain nombre d'exigences du MOC. C'est ainsi que le memorandum de la DC à la Conférence nationale de l'emploi s'en prenait au patronat belge, qui « tente de dissimuler ses responsabilités d'acteur économique, en accusant les gouvernements successifs et les organisations syndicales de bloquer toute issue favorable ». La DC mettait en cause les erreurs de gestion, l'irresponsabilité de certains patrons — et surtout le manque de courage du patronat pour investir dans les secteurs d'avenir. « Le patronat, constatait-elle, a pris l'habitude de "socialiser les pertes" et de se réfugier dans les secteurs immédiatement rentables tout en détruisant l'emploi et le tissu industriel ». Elle défendait bec et ongles la concertation sociale et exigeait que les travailleurs disposent « des pouvoirs nécessaires pour contrôler effectivement la destination exacte de leurs sacrifices ».

Face au gouvernement tripartite Martens 3, André Tilquin, président de la Démocratie-chrétienne, avait confié ses craintes à « La Cité ». « Nous craignons que le mouvement vers la droite, en marche depuis un certain temps, ne s'accroisse ». Et il avait détaillé quelques-uns des tours pendables que le CEPIC a joués à la DC...

Floreffe, neuf mois plus tard, allait consacrer la victoire du CEPIC.

### **NOUVEAU PROFIL POUR LA CSC WALLONNE ?**

Or, au cours de la même année écoulée, la CSC wallonne avait entamé un travail de réflexion — certes inégal et inachevé — dont une étape a été la signature du Manifeste du front commun syndical (voir C.M. nov.-déc. 81).

Etape très significative déjà, puisqu'elle implique à la fois autonomie à l'égard de la direction nationale de la CSC, incarnée par M. Houthuys, et rapprochement avec la FGTB. Ce cheminement peu linéaire s'opère en même temps que la recherche d'une nouvelle stratégie syndicale face à la crise. A plusieurs reprises, Robert Dhondt, secrétaire national de la CSC, s'est inquiété de voir les organisations syndicales pratiquer une politique des barricades, s'usant dans des combats défensifs, sans se donner les moyens de réellement peser sur les choix économiques, sociaux et culturels. A plusieurs reprises, il a plaidé pour une stratégie offensive, pour un syndicalisme moins corporatiste, qui apprendrait « à vivre avec non pas plus d'argent, mais plus de temps libre ». Plus concrètement, la CSC wallonne, refusant de lâcher certaines « barricades », a dit et redit sa volonté de défendre le système actuel d'indexation, comme moyen de défendre la stabilité des prix.

A la veille des élections législatives, Robert Dhondt déclarait qu'après le 8 novembre, les syndicats feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher une coalition gouvernementale qui ne mettrait pas

l'accent de façon prioritaire sur les aspirations des travailleurs. « Il y a incompatibilité entre les aspirations de la CSC et une coalition de centre-droit », devait-il déclarer.

Quant à José Roisin, devenu en octobre président du comité régional wallon de la CSC, il a lui aussi manifesté une volonté de renouveau et d'ouverture. « Je suis persuadé, déclarait-il à « La Cité » (le 9 novembre 1981), que le patronat essaye d'utiliser la crise pour récupérer les acquis sociaux, et aussi pour désintégrer les organisations syndicales, de façon telle que le monde du travail soit désorganisé. Il a de gros atouts si nous continuons à faire le syndicalisme comme nous l'avons fait jusqu'à présent ». Et de suggérer comme objectifs la semaine de 30 heures ou moins, ainsi que l'utilisation du « vide de travail » ainsi créé. Et de recommander le dépassement des divisions entre catégories de travailleurs et de syndicats. Sans ménager le patronat : « ... dans l'optique qui est la sienne, le patronat ne se sent pas responsable de l'emploi, mais du profit maximum qu'il peut tirer des capitaux qui lui sont confiés. » (2)

Avec ce message propre, la CSC wallonne, partie prenante au front commun syndical, invitait ses affiliés à voter progressiste, c'est-à-dire à voter « en faveur d'hommes et de femmes dont l'engagement progressiste est connu plutôt que pour des formations politiques ».

En tant que tel, le MOC a souscrit au manifeste du front commun syndical wallon. Et cohérent avec lui-même, il a rejeté en décembre le programme du gouvernement Martens V. Le bureau du MOC acte en effet que ce programme « définit une politique de droite, complètement à l'opposé des priorités retenues par le MOC » et que de surcroît, le recours aux pouvoirs spéciaux « est contraire à une véritable politique démocratique ». Le programme de Martens V, estime le Bureau national du MOC, « non seulement ne permettra de résoudre en rien la crise économique, mais risquera en outre d'entraîner le pays dans une grave crise sociale. »

Pour rappel, la mise sur pied de ce gouvernement « bleu-romain », avec les deux partis néo-libéraux et les deux partis sociaux-chrétiens, a été négociée avec des représentants qualifiés du mouvement ouvrier chrétien, à savoir Philippe Maystadt pour la Wallonie, Rik Kuylen pour la Flandre. Et des ministres DC y siègent : le même Philippe Maystadt (Budget) ainsi que Michel Hansenne (Emploi) (3). De même, côté flamand, Jean-Luc Dehaene, ancien chef de cabinet de Wilfried Martens, promu titulaire du département des Affaires sociales, proclame ses liens avec l'ACW. La droite dispose donc d'un alibi ouvrier.

### « TRANSCENDER LES DIVERGENCES »

Dans l'intervalle, VDB a démissionné de la présidence du PSC. Gérard Deprez, « sans-famille », successeur a.i. pourrait bien se voir confier le mandat pour trois ans.

Ce qui caractérise la ligne Deprez, c'est la volonté délibérée d'en finir avec l'existence de « familles » (standen) au sein de son parti. « Transcender les divergences », est le maître-mot rue des Deux-Eglises. Cela signifie accélérer et pousser à son terme le processus en cours qui

tend à donner une importance croissante à la famille des « sans-famille ». On notera qu'à cet égard aussi, il y a rapprochement entre le PSC et le CVP, où Léo Tindemans (qui a dû renoncer à son fauteuil de président pour devenir ministre des Relations extérieures, un vieux rêve...) s'est efforcé de combattre ce qui survit des anciens *standen*. L'argument essentiel ici, c'est que le caractère (réellement) populaire du parti justifie une formation « organiquement centriste » — centriste par chacun de ses affiliés et dirigeants, et non par l'addition ou la synthèse de tendances opposées. Tindemans est un « sans toit », son successeur F. Swaelens aussi et Mark Eyskens, qui avait eu le front de se réclamer de l'ACW, est devenu à son tour un « sans-toit », après que l'ACW de Louvain l'ait désavoué à la veille du scrutin du 8 novembre. Mais même un Robert Vandeputte, ancien gouverneur de la Banque Nationale et ancien ministre des Finances, se classe « sans-toit »...

Rien d'étonnant, dans ce contexte, que la Centrale nationale des Employés *flamande* (LBC) ait demandé le 24 novembre 1981 que les relations CVP/ACW soient réexaminées, de manière à faire une place plus juste aux exigences prioritaires des travailleurs. La LBC mettait en avant trois points qu'elle souhaitait voir figurer dans l'accord gouvernemental : pas d'euromissiles en Belgique, régionalisation des grands secteurs économiques, maintien intégral du système d'indexation. Aucun des trois ne figure dans le programme Martens V.

Au jeu des transcendances, les travailleurs chrétiens n'ont évidemment rien à gagner. Déjà la DC, plus ou moins structurée, a prouvé son incapacité de résister aux pressions de la droite ou aux tentations du pouvoir. Elle a démontré par contre ses aptitudes à l'évanescence.

On saura bientôt le crédit que lui font encore les militants du MOC. Ce qui est certain, c'est que la crise rend plus impérieux encore pour le MOC d'assurer l'efficacité de son action sur le plan politique, par un(ou des) prolongement(s). Logiquement, il(s) devrai(en)t s'inscrire dans une perspective de Rassemblement des progressistes, dont le MOC a encore souligné la fécondité.

Mais l'efficacité sur le plan politique doit-elle forcément se confondre avec la mise sur orbite d'un parti prolongeant l'action du MOC ? Il est arrivé (assez souvent) à des mandataires communistes de faire résonner au Parlement les positions du MOC, quand elles s'inscrivent dans les luttes contre la régression sociale et pour un changement de société. Le P.C. assure donc un relais politique à l'action du MOC. Mais, bien évidemment, cet apport ne se veut pas exclusif et se sait insuffisant.

L'enquête du MOC porte sur une question-clé : « un parti du centre est-il satisfaisant ? ». Toute l'expérience du « centrisme » social-chrétien tend à faire répondre NON à cette question. Si cela devait se vérifier, ce NON-là ne règle-t-il pas en même temps le sort des partis interclassistes ? Le pluralisme décidé en 1972 ouvrait la porte à des votes en faveur du PSC, du FDF, du RW, du PS, du PC. Les trois premières de ces formations sont interclassistes : on y retrouve les oppositions internes d'intérêt — aux issues douteuses —, on y retrouve les équivoques permanentes dont les travailleurs chrétiens sont las. Il est vrai qu'après un certain nombre de dégraissages, le RW, ainsi que le

RWP qui en est issu, sont devenues moins interclassistes. Pour le RW, demeure le problème de ses liens au FDF. Pour le RWP, est posé le problème des relations avec le PS.

A propos du Parti socialiste, comme prolongement possible du MOC, nous ne formulerons qu'une observation : la tendance à la « pêche à la ligne » reste très présente dans ce parti où le respect de l'originalité de « l'autre » exigera encore un certain cheminement. C'est ce qui ressort à notre avis du colloque organisé par l'Institut Emile Vandervelde sur le thème : « Des chrétiens au PS ? », et que nous commentons ci-après.

Au total, les élections du 8 novembre ont débouché finalement sur une coalition de droite, porteuse d'un programme néo-libéral de régression sociale. Des pouvoirs spéciaux d'une durée d'un an devraient en assurer l'application.

Face à cette coalition, le mouvement ouvrier chrétien est divisé. Plusieurs de ses mandataires y assument des responsabilités ministérielles de premier plan. En Wallonie, la CSC et même le MOC ont pris de nettes distances à l'égard du programme gouvernemental. En Flandre, il n'en est pas de même, mais au niveau de secteurs industriels importants — employés, métallurgistes — des tensions existent déjà.

L'opposition populaire au gouvernement Martens V, qui ne peut manquer de se manifester, parviendra-t-elle à colmater ces brèches ?

---

(1) Par 392 voix contre 72 et 31 abstentions, le congrès de Floreffe avait adopté « le maintien de la liaison de salaires et allocations sociales à l'index de manière à préserver le pouvoir d'achat de la population et en particulier des familles aux revenus les plus modestes, tout en permettant le réaménagement des modalités du système d'indexation, compte tenu des problèmes budgétaires et monétaires de l'Etat, des difficultés actuelles de notre économie et des charges notamment énergétiques et financières qui pèsent sur nos entreprises ».

(2) Il s'agit bien de la CSC wallonne. Au niveau de la Belgique, les positions de la CSC-ACV ne sont pas les mêmes.

Le document adopté par le comité national du 27 novembre 1981, s'il établit qu'« il n'y a pas lieu de discuter de la liaison à l'index des salaires et des allocations familiales » admet cependant, à certaines conditions, que la nécessaire relance de l'économie soit financée par un effort de tous « sauf les plus faibles ». Mais si la modération salariale est ainsi implicitement acceptée, c'est à condition, dit le CSC-ACV, de disposer de garanties précises sur la création d'emplois et la défense de la sécurité sociale.

(3) Les liens, déjà peu étroits, de Michel Hansenne avec le MOC, se sont encore distendus lors des propos tenus par Hansenne alors ministre de tutelle de la RTBF, contre le monopole de la radio-télévision. Cela s'est passé le 13 octobre 1981, en pleine campagne électorale.

## Des chrétiens au P.S. ?

### A propos d'un colloque de l'Institut Vandervelde

« Des chrétiens au P.S. ? » : c'était le thème d'un colloque organisé le 20 septembre 1980 par l'Institut Emile Vandervelde à Seraing. Plus d'un an s'est écoulé et le paysage politique de la Belgique s'est modifié. Les actes du colloque de Seraing méritent cependant un examen attentif : le débat qui y a été relancé reste actuel.

Journée placée sous le signe de l'ouverture, ont dit ses organisateurs.

Quelle ouverture ? Celle du PS aux chrétiens, le titre est explicite. Philippe Moureaux, qui clôtura les travaux de Seraing, devait le confirmer tout en élargissant la notion de « parti » à celle de « monde » — « lorsque nous parlons d'ouverture, il s'agit bien d'une ouverture au sein du monde socialiste ». Mais l'affaire n'est pas univoque. Car dans le cours du colloque, ouverture et rénovation du PS se confondent bien souvent avec les voies et moyens du rassemblement des progressistes. Pour les uns, l'ouverture du PS est une étape obligée pour réaliser le rassemblement. Pour d'autres, elle se substitue à ce rassemblement, au moins à court et moyen terme.

Le colloque de Seraing a regroupé des socialistes plus ou moins illustres — du président Cools au bourgmestre Mathot, en passant par le ministre Moureaux ou le député permanent Coëme — mais aussi des militants de base, dont quelques chrétiens. Pour le surplus, étaient aussi présents des chrétiens de gauche « qui hésitent ou se refusent à nous rejoindre dans une lutte commune ».

Trois textes avaient préparé le colloque : Jean Debièvre apportant son témoignage de socialiste et de chrétien, Claude Desama des

réflexions (préfacées par Georges Staquet) sur le rassemblement des progressistes, Yvan Ylieff un bref article. Le jour même, trois communications furent présentées : un témoignage du chrétien socialiste Jacques Thisse, un exposé de Philippe Busquin sur la laïcité et une analyse par le Français Christian Pierret des relations entre PS et chrétiens en France. Puis quatre tables-rondes phosphorèrent sur les sujets que voici : autogestion et lutte des travailleurs, rassemblement des progressistes, problèmes éthiques et pluralisme philosophique, jeunesse et enseignement. Après quoi, Philippe Moureaux présenta une synthèse de la journée.

D'une certaine manière, la problématique du rassemblement des progressistes a été présente tout au long du colloque, et la table-ronde qui y était consacrée attira le plus grand nombre de participants.

Manière négative d'abord — ou en tout cas bilan négatif de ce qui suivit l'appel de Léo Collard.

... « L'idée d'un homme — devenue l'idée du parti après le congrès doctrinal de 1974 — ne fut suivie que de peu d'effets. Quelques tentatives marginales de rassemblements et de très longs dialogues d'appareil à appareil n'ont pas permis de créer un véritable courant de pensée propre à la gauche belge ». (Avant-propos, p. 8).

« Il serait futile d'imaginer — hormis des rapprochements ou des alliances de circonstance, parfois souhaitables — une sorte de « confédération » même progressive des structures socialistes et ouvrières-chrétiennes : nulle structure, nul appareil ne font habituellement « harakiri » ; au contraire, auront-ils tendance sous la pression d'« apparatchiki » notamment, à se raffermir et à durcir leurs positions. Pour moi l'avenir n'est pas de ce côté, l'échec de l'appel de Léo Collard de 1969 l'a assez démontré. (...) Je crois essentiellement en un rassemblement des hommes, des hommes « de bonne volonté » de part et d'autre, honnêtes et logiques jusqu'au bout avec eux-mêmes et avec leur idéal — laïc ou religieux — des hommes qui, militant ensemble pour un même but au sein du PS, apprendront enfin à mieux se connaître pour mieux se comprendre et s'estimer : l'action lie. » (Jean Debièvre, pp. 20-21)

Quant à Georges Staquet, président de la FGTB de Charleroi, il combat l'idée que le front commun syndical puisse servir de support au rassemblement des progressistes. « Du côté syndical, il n'existe aucune chance d'aboutir. L'antisocialisme de nombreux militants de la CSC hypothéquera longtemps encore l'ouverture à un véritable dialogue. Ce n'est pas l'existence d'un front commun syndical, basé surtout sur l'unité d'action des travailleurs en vue d'améliorer leur force de frappe, qui peut constituer le créneau d'un rassemblement des progressistes. L'alternative n'est pas là.

» Pour rendre au Parti socialiste sa crédibilité et recréer une majorité de gauche en Wallonie, dit G. Staquet, il faut d'abord relancer l'unité du Mouvement socialiste. »

Il serait cependant erroné d'en déduire que le colloque de Seraing a jeté par dessus bord la perspective du rassemblement des progressistes. Pour Philippe Moureaux, ce rassemblement « avec les chrétiens mais aussi avec d'autres forces comme le PC ou même le RW — reste l'un des objectifs fondamentaux à poursuivre » si on veut réellement

changer la société. (p. 101) Il va plus loin : « Ce rassemblement des progressistes, s'il se réalisait, constituerait en effet le fait nouveau qui permettrait de présenter aux citoyens de ce pays une alternative politique claire et réelle. Mené à son terme, il éviterait la poursuite de ces gouvernements de coalition qui — bien que nécessaires à certains moments et certes non exempts de résultats concrets — ne peuvent durablement nous satisfaire. Mais, ajoute Philippe Moureaux, il ne faut pas nous cacher la réalité des choses. Les faits démontrent — et avec quelle cruauté ! — que, depuis l'appel de Léo Collard, les choses sont très loin d'avoir progressé d'une manière répondant à nos espoirs. »

Les raisons de cet échec, Moureaux les voit pour l'essentiel dans l'homogénéité du monde catholique et dans le poids considérable de l'enseignement confessionnel. Il reconnaît néanmoins que le « monde socialiste » porte une part de responsabilité. Il rejoint assez largement à cet égard les réflexions de Claude Desama, à la fois très critiques à l'égard du MOC et du PS. Ces réflexions valent qu'on s'y arrête.

Plus attentif que d'autres à la complexité et à l'évolution du monde catholique, Desama s'inquiète cependant de l'extrême « prudence » et « modération » politiques dont fait preuve la CSC (qui, précisons-le, n'était pas encore structurée régionalement en septembre 1980). Les « divergences fondamentales » qui séparent la CSC de la FGTB interdisent à ses yeux que demain un militant de la CSC devienne mandataire du PS. « L'unité syndicale ou, tout au moins, l'accord des deux organisations sur un programme politique commun demeure donc un préalable obligatoire à toute ouverture du PS vers la CSC », écrit-il. Mais il existe un second obstacle, aussi important que l'obstacle syndical : c'est le poids idéologique de l'enseignement confessionnel, grâce auquel par exemple la Belgique est privée d'une législation sérieuse en matière de parenté responsable. Dans ce domaine, Desama estime qu'un grand pas a été franchi par le PS quand il s'est rallié au concept d'école pluraliste. « C'est aux chrétiens de gauche à présent de venir à notre rencontre. Que le MOC se prononce ouvertement en faveur de l'école unique et pluraliste et il aura levé une des lourdes hypothèques qui pèsent sur le rassemblement des progressistes », déclare Desama. Et en attendant, c'est-à-dire à court et moyen terme, ce qui importe avant tout à ses yeux, c'est de rénover le PS, de le dynamiser, de le doter enfin d'une stratégie politique — afin de le mettre en mesure de dialoguer avec la gauche chrétienne. Sur le PS d'aujourd'hui (ou de septembre 1980) Claude Desama semble se faire peu d'illusions. Il offre à l'opinion publique « l'image d'un parti embourgeoisé et sclérosé, n'exerçant que peu d'attraction sur les jeunes et les nouvelles couches sociales ». Desama souhaite plus d'ouverture de la direction du parti, notant que « le fait de ne pas partager l'avis de Cools, de Moureaux et de quelques autres, ne signifie pas que l'on soit ipso facto un irresponsable, un nostalgique ou encore un oppositionnel pathologique ». Il suggère la « moralisation » de la vie interne du parti, « en mettant fin aux trop nombreux cumuls de fonctions et de mandats ainsi qu'aux " liaisons dangereuses " de certains avec les milieux d'affaires ». Bref, Desama qui évoque aussi à propos de son parti l'image d'un « marais centriste », ne mâche pas ses mots. La franchise et le non-conformisme de son propos



surprennent agréablement. Et il est évident que toute la gauche a intérêt à ce que le PS, première force politique en Wallonie, cesse de ressembler à un marais centriste, qu'il se renove, qu'il se dote d'un projet de société, qu'il s'ouvre au dialogue avec les autres — toutes les autres — composantes de la gauche.

Mais suffit-il de lancer au MOC : « A vous de jouer ! Prononcez-vous sur l'école pluraliste ! » ? Ne serait-il pas éclairant de dresser le bilan de ce qu'a apporté et coûté le Pacte scolaire ? Certes, l'école officielle doit être défendue, et les menaces du gouvernement Martens rendent cette défense plus impérieuse encore. Certes, la mise en place par voie démocratique d'un enseignement pluraliste remplaçant les réseaux existants serait LA solution à notre vieux et dispendieux problème scolaire. Elle n'est pas pour demain, chacun le sait. Plutôt que de geler le dossier, plutôt que de se borner à défier le MOC, ne serait-il pas recommandé d'organiser des dialogues à tous les échelons avec la gauche chrétienne, sur ce problème aussi ? Ajoutons que l'attitude autosatisfaite des porte-parole de l'Association des enseignants socialistes, revendiquant pour le PS le monopole de la défense de l'école publique et vantant sa propre tolérance, est peu convaincante.

Par ailleurs, constater que des divergences séparent encore CSC et FGTB nous paraît un peu court, surtout après la signature en octobre 1981 du manifeste du front commun syndical wallon. Nous n'avons pas la naïveté de croire que ce document dissout toutes les divergences, mais il en dépasse certaines qui ne sont pas négligeables et il permettrait de dynamiser des énergies disponibles.

Quoi qu'en ait dit — en 1980 — Georges Staquet, l'hypothèse reste pour nous valable d'un front commun syndical servant de fondement au rassemblement des progressistes. Mais ce rôle ne dispense pas les partis politiques de jouer le leur, notamment en proposant un projet alternatif de société. Peut-être des groupes d'étude du PS s'affairent-ils à mettre au point pareil projet de société. Rien n'en affleure publiquement. Ce qui a émergé par contre, c'est une réponse tactiquement habile et électoralement payante du président Spitaels au front commun syndical — réponse qui a toutefois éludé quelques problèmes de fond, notamment en ce qui concerne la gestion de la crise. Et ce qui a émergé aussi, c'est dès le 9 novembre 1981 une alliance PS/PRL au niveau de la province de Liège, cette province dont Guy Mathot vantait à Seraing les efforts en vue de réaliser le rassemblement des progressistes.

Au cours du colloque, Michel Quévit, sociologue lié au mouvement ouvrier chrétien, a formulé une observation qui me paraît fondamentale : l'ouverture aux chrétiens ne peut signifier que ces chrétiens doivent se couper de leurs racines, et finalement cesser d'être chrétiens (\*). Il y a eu à cet égard un contre-témoignage — celui de Jean Debièvre, chrétien intégré au PS au point de présider l'Union locale courcelloise — qui a déclaré que le prix de cette réussite est « la rupture avec son environnement socio-culturel ». Philippe Moureaux a perçu le danger de pareille exigence, quand dans ses conclusions il a montré combien il serait dérisoire de ne vouloir attirer au PS « que ceux qui sont déjà semblables à nous en tous points ».

Cela nous ramène à la notion même d'ouverture.

Quel que soit l'organisme qui vise l'ouverture, celle-ci n'implique-t-elle pas de la curiosité envers les autres, une volonté de mieux les connaître, et — sans renoncer à l'essentiel de ce qui fait son identité propre — une disponibilité à accueillir l'apport original de ces autres ? Ces vertus ne courent pas les rues...

(\*) Les propos tenus par le représentant du Parti Ouvrier Chrétien (POC) ont confirmé que cette formation refuse tout dialogue avec le MOC. Leur proposition d'un contrat PS-POC ne semble pas avoir été retenue comme un moyen de faire avancer l'alliance entre le PS et le monde ouvrier chrétien.



## Une crise mondiale

La crise qui perdure depuis huit ans et tend à s'approfondir encore est une crise mondiale.

Elle n'est pas seulement une crise du système capitaliste.

Les pays socialistes, eux aussi, connaissent une crise, fût-ce sous des formes différentes.

Et la situation du Tiers-Monde, où 800 millions d'êtres humains vivent en -dessous du seuil de pauvreté absolue, est angoissante.

Cette crise est profonde et complexe. Il devient de plus en plus difficile de séparer ses aspects politiques et institutionnels de ses aspects économiques et sociaux. Elle est d'autant plus grave qu'elle se développe au moment où les tensions internationales accroissent le péril d'une guerre nucléaire qui menace la survie même de l'humanité.

Quelles sont les causes de la crise? Comment pourra-t-on en sortir? Les formules du marxisme classique ne sont pas d'un grand secours pour répondre à ces questions car la théorie des crises de Marx était basée sur l'analyse d'un capitalisme ascendant qui se développait rapidement de façon intensive et extensive.

Ces crises, Marx l'a montré, étaient des crises de surproduction, surproduction non pas absolue mais relative, le surplus de marchandises n'existant que par rapport à la demande solvable et non par rapport aux besoins réels de la société. Leur raison ultime était toujours « *la limitation de la consommation des masses en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société* ». (« Le Capital », Livre III, Tome II, p. 145).

Si cette surproduction relative caractérise aussi la crise actuelle, celle-ci diffère toutefois complètement des crises cycliques analysées par Marx qui faisaient partie de la vie « normale » du système, de son fonctionnement. La « mise en jachère » du capital sous toutes ses formes (usines fonctionnant au ralenti, faillites, chômage) permettait

d'assainir une économie momentanément engorgée et d'assurer les conditions d'un nouvel essor. Comme l'écrivait Marx, « *la crise sert de point de départ à un puissant investissement; elle fournit donc plus ou moins — au point de vue de la société prise dans son ensemble — une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotation* ». (« Le Capital », Livre II, Tome I, p. 171).

La situation est tout à fait différente aujourd'hui. La crise des années 1930 avait déjà marqué un tournant dans l'histoire du capitalisme. Non seulement parce qu'elle dépassa de loin les crises cycliques qui l'avaient précédée par sa durée et sa profondeur mais aussi parce qu'elle avait montré que les mécanismes autorégulateurs du système n'assuraient plus son fonctionnement. Et la crise actuelle est plus grave encore : à la fois parce que les remèdes qui avaient permis au capitalisme de surmonter la « grande dépression » de l'entre-deux-guerres sont jusqu'ici restés inopérants et parce que la crise est aujourd'hui mondiale : les pays socialistes connaissent également de graves difficultés.

### DES EXPLICATIONS PEU CONVAINCANTES

Une des explications de la crise qui me paraît la plus faible est celle de la *crise générale du capitalisme* qu'affectionnent les auteurs soviétiques. D'après cette théorie, cette « crise générale » s'est ouverte après la victoire de la révolution d'Octobre 1917, a pris de l'extension après la seconde guerre mondiale quand une série d'autres pays se sont détachés du système capitaliste et s'est encore approfondie avec la désagrégation du système colonial.

La naissance du premier Etat socialiste a certainement marqué un tournant dans l'histoire de l'humanité. Une contradiction nouvelle a surgi à partir du moment où le système capitaliste a cessé de dominer toute la surface du globe.

Si le capitalisme s'est heurté depuis lors à de nombreuses difficultés, il a toutefois trouvé jusqu'ici le moyen de les surmonter et est même parvenu à connaître, pendant les 25 années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, des rythmes de croissance *plus rapides* que ceux atteints avant que ne s'ouvre sa « crise générale ».

Mise au frigo pendant les périodes d'essor et ressortie à chaque récession, cette théorie passe-partout se borne en fait à souligner « l'aggravation constante » des difficultés du capitalisme.

Si la théorie de la crise générale du capitalisme n'apporte pas grand-chose sur le plan économique, ses répercussions dans le domaine politique n'ont pas été négligeables. Elle s'inscrit en effet dans le cadre d'une conception des relations internationales basée sur la division du monde en deux camps hostiles : « *la division du monde en deux systèmes — le système du capitalisme et le système du socialisme — et la lutte entre eux sont l'indice essentiel de la crise générale du capitalisme* ». (« Manuel d'économie politique », Moscou, 1966. Page 305 de la traduction française).

Cela conduisit à affirmer que la lutte de classe se menait à l'échelle internationale entre les deux systèmes et que la solidarité avec l'URSS était la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien.

C'était sans doute vrai au lendemain de la révolution d'Octobre au moment où la jeune République des Soviets, seul pays à avoir renversé le capitalisme, était assailli de toutes parts. Il n'en va plus de même aujourd'hui. L'Union soviétique n'est plus une « forteresse assiégée ». Elle est une des deux plus grandes puissances industrielles et militaires mondiales. Elle n'est plus le seul pays socialiste. Et il est devenu illusoire de parler d'un « camp socialiste » depuis que les rivalités d'Etat à Etat amènent des pays qui se réclament du socialisme à se combattre par les armes (cfr. URSS-Chine et Chine-Vietnam).

La politique internationale de l'Union soviétique a le mérite de mettre l'accent sur la nécessité de défendre la paix. Si elle répond par ailleurs souvent aux intérêts des pays et des peuples qui luttent contre l'impérialisme et pour leur indépendance (Cuba, Angola, etc.), il n'en va pas toujours ainsi. Son intervention militaire en Afghanistan montre que la priorité donnée à ses intérêts d'Etat a de plus en plus amené l'URSS à rechercher l'expansion de sa sphère d'influence par une politique de grande puissance basée sur des critères stratégiques étrangers aux intérêts du mouvement ouvrier.

### LES CYCLES LONGS

La crise a provoqué un regain d'intérêt pour les théories des « cycles longs » étudiés notamment par Kondratieff (1) qui leur a donné son nom.

Ces « cycles longs » d'une cinquantaine d'années diffèrent des cycles industriels classiques de sept à dix ans non seulement par leur durée mais aussi par la profondeur, l'étendue et la longueur de la phase de dépression qui succède à la phase de prospérité.

Encore que les différents auteurs divergent sur les dates du début, du sommet et de la fin de ces « cycles longs », il semble bien qu'ils existent.

L'explication la plus courante est que le début de chaque cycle long correspond à la mise en application d'une innovation nécessitant l'acquisition d'une technique de production fondamentalement renouvelée, ce qui stimule l'activité économique pendant une vingtaine d'années, la tendance s'inversant quand ces stimulants cessent de faire leur effet.

Le premier cycle Kondratieff aurait débuté à la fin du 18<sup>e</sup> siècle avec la fabrication artisanale de machines à vapeur. Ensuite, tour à tour la généralisation des machines à vapeur fabriquées mécaniquement, l'utilisation généralisée du moteur électrique et du moteur à explosion, enfin le développement de l'électronique et du nucléaire auraient marqué les débuts des longs cycles suivants.

J'ai toujours été fort dubitatif à l'égard de cette explication des « longs cycles » car, à mon avis, les modifications survenues dans les

(1) Né en 1892, Nikolaï Dmitrievitch Kondratieff, d'abord menchévik, se rallia au pouvoir soviétique après la révolution d'Octobre. Directeur de l'Institut de la conjoncture créé à Moscou, il publia entre 1922 et 1928 les études sur les « cycles longs » qui le rendirent célèbre mais furent finalement condamnées comme « fausses et réactionnaires » en Union soviétique. En 1930, quand commença la série des procès, il fut accusé d'avoir créé un fantomatique « parti paysan du travail » (TKP). Jugé et condamné à huis clos, il mourut dans un camp.

structures et les méthodes de fonctionnement du capitalisme entrent aussi en ligne de compte. La « longue phase » d'essor qui commence vers 1895 est celle où le capitalisme des monopoles se substitue à celui de la libre concurrence. Et c'est le recours croissant aux interventions systématiques et permanentes de l'Etat qui permet de sortir de la « longue phase » descendante dont la « grande dépression » de 1930 marqua le point le plus bas.

De toute façon, chaque « mouvement long » ayant son cadre et ses causes spécifiques, il n'y a aucune raison de retrouver dans le futur les mêmes causes et les mêmes effets que dans le passé.

L'accélération du développement de nouvelles technologies et les transformations radicales qu'elles entraînent accentuent du reste la fragilité de la théorie des « cycles longs ».

Dans l'ouvrage où il en propose un des exposés les plus cohérents, Ernest Mandel écrivait que « *la longue période qui commence en Amérique du Nord vers 1940, dans les autres pays impérialistes entre 1945 et 1948, est caractérisée par la commande généralisée au moyen de machines à appareillage électronique ainsi que par l'introduction progressive de l'énergie atomique* »... Cette phase ascendante, ajoute-t-il, se serait poursuivie jusqu'en 1966 et « *nous serions, aujourd'hui, entrés dans la seconde phase, descendante, caractérisée par une accumulation du capital ralentie, de "l'onde longue" née de la seconde guerre mondiale* ». (2)

Ces lignes furent écrites il y a dix ans or, depuis lors, l'invention des micro-processeurs a bouleversé de fond en comble les données du problème. Les incidences de la technologie microélectronique sont sans rapport avec celles de la technologie électronique qui l'a précédée : le champ de ses applications est tellement vaste qu'il est difficile d'imaginer un domaine où elle n'aurait pas sa place.

Il pourrait donc sembler qu'une innovation technologique de cette portée marquera le début de la phase ascendante d'un nouveau « cycle long » sans attendre l'année fatidique de 1985. Le fait est que la micro électronique ouvre un nouveau marché extrêmement vaste : achat d'ordinateurs et de terminaux, câblisation du pays, satellites, etc. Encore faudrait-il que la demande soit suffisante sous forme de revenus. Or cela risque de ne pas être le cas. Jusqu'ici, l'application de nouvelles technologies (machine à vapeur, moteur à explosion, etc.) entraînait une augmentation sensible de l'emploi parce qu'elles ne modifiaient pas le processus de travail de façon fondamentale. Le « boom » de l'automobile, qui stimula l'activité de nombreuses autres industries, en témoigne. Il n'en va pas de même aujourd'hui. La généralisation de la microélectronique ne crée pas de nouveaux emplois. Remplaçant à la fois le travail manuel (robots, automation) et dans une large mesure le travail intellectuel (circulation, distribution, administration) elle réduit massivement les besoins de forces de travail. Elle permet de produire des biens en quantités sans cesse croissantes avec de moins en moins de travailleurs de sorte qu'à la limite — en régime capitaliste tout au moins

(2) Ernest Mandel. « *Der Spätkapitalismus* », 1972. Traduction française : « *Le troisième âge du capitalisme* », Paris, UGE 1976, pp. 235 et 237.

— la question se posera de savoir QUI achètera la production d'usines fonctionnant sans ouvriers.

### UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

Si la crise des années '30 avait déjà marqué un tournant dans l'histoire du capitalisme, la crise actuelle constitue une transformation beaucoup plus profonde. Elle marque la fin d'une époque, d'une longue période d'expansion commencée au lendemain de la seconde guerre mondiale, d'un type de développement qui a atteint ses limites. Elle connaît un autre déroulement et ouvre une *nouvelle* période comportant de *nouveaux* problèmes qui réclament d'autres *issues*.

Cette crise n'a pas été provoquée par la hausse du prix du pétrole en 1973 qui n'a eu qu'un impact minime sur les prix (2 points en moyenne sur l'indice des prix des pays concernés d'après les experts de l'OCDE). Si le « choc pétrolier » a servi de catalyseur, les premiers symptômes de la crise étaient apparus auparavant : les rythmes de croissance de la production industrielle des pays développés ont ralenti à partir de 1969 et la suspension de la convertibilité du dollar en or en août 1971 avait marqué la fin de tout le système monétaire international sur lequel les échanges internationaux étaient basés depuis 25 ans.

Cette crise est d'une toute autre nature que celle des années '30. Alors que celle-ci conservait les caractéristiques des crises cycliques classiques (chute des prix, baisse des taux d'intérêt, ralentissement du commerce international), les prix poursuivent leur ascension, les taux d'intérêt battent tous les records et les échanges commerciaux continuent à se développer. De plus, après une brève récession, le volume de la production industrielle a rejoint dès 1978 et dépasse même souvent le niveau atteint avant la crise. (En Belgique : indice de la production industrielle : 121,4 en 1974 ; 121,5 pour les neuf premiers mois de 1981).

Cette crise apparaît d'autant plus grave que les mesures qui avaient permis au capitalisme de sortir de la crise de l'entre-deux-guerres et de connaître un nouvel essor — le modèle keynésien basé sur les interventions croissantes de l'Etat et le recours massif au crédit — ont cessé de produire leur effet. (3)

### DE FAUX REMÈDES

La politique néo-libérale mise en œuvre dans nombre de pays capitalistes est un remède pire que le mal. La Grande-Bretagne de Mrs. Thatcher l'a montré et les Etats-Unis du président Reagan sont en train de le constater.

Il est vain de vouloir relancer la croissance par une relance des investissements quand ceux-ci sont pour l'essentiel des investissements de rationalisation destinés à réduire les besoins de main-d'œuvre comme c'est le cas depuis une dizaine d'années.

Il est tout aussi vain de vouloir relancer l'activité en réduisant les coûts salariaux — directement en s'attaquant aux rémunérations ou indirectement en réduisant le nombre de travailleurs — car la diminution du pouvoir d'achat de la masse de la population réduira les possibilités d'écouler la production de biens de consommation.

(3) Cf. « Une crise sans précédent », dans les « Cahiers marxistes », n° 92, mars 1981.

La seule possibilité de sortir de ce dilemme en augmentant les exportations apparaît tout aussi illusoire au moment où la crise affecte l'ensemble des pays développés qui cherchent tous à s'assurer de nouveaux débouchés par les mêmes moyens. Tout au plus une telle politique pourra-t-elle accentuer les écarts entre les pays les plus forts et les plus faibles et, à cet égard, le vieillissement de notre appareil industriel, exagérément axé sur des secteurs en régression (acier, textile, etc.) met la Belgique en fâcheuse posture.

## A CINQUANTE ANS DE DISTANCE

Si la crise actuelle est à beaucoup d'égards plus grave que celle de l'entre-deux-guerres, elle n'a pas entraîné jusqu'ici une remise en cause aussi nette du système capitaliste lui-même. A cet égard aussi, la situation diffère de celle des années '30 qui virent un essor impétueux de l'influence des partis ouvriers, de beaucoup de partis communistes notamment.

Divers facteurs expliquent cette différence.

Dans les années '30, la misère atroce qu'entraînait le chômage s'accompagna d'une radicalisation des luttes. Ce fut l'époque du Front populaire en France, de la grève générale de l'été 1936 en Belgique, de la création des syndicats C.I.O. aux Etats-Unis. Aujourd'hui, les conquêtes sociales assurent au moins un minimum vital aux travailleurs, les luttes ouvrières prennent d'autres formes.

Par ailleurs, dans les années '30, le socialisme apparaissait plus clairement comme la solution à la crise. La révolution d'Octobre et ce que nous savions — ou croyions savoir — de l'Union soviétique (le succès des premiers plans quinquennaux, la liquidation du chômage, la scolarisation généralisée, la médecine gratuite) renforçait la conviction que le socialisme supprime tous les maux inhérents au capitalisme.

Il n'en va plus de même aujourd'hui. L'Union soviétique et les autres pays membres du Comecon connaissent de sérieuses difficultés : ralentissement des rythmes de croissance, pénuries diverses.

Des retombées de la crise du monde capitaliste ? Un peu mais un peu seulement. Pour un pays comme la Hongrie dont le commerce extérieur atteint 50 p.c. du revenu national et dont 40 p.c. des échanges s'effectuent avec les pays occidentaux, la réduction des débouchés internationaux et la montée de l'inflation à l'échelle mondiale posent certes des problèmes. Pour l'Union soviétique, dont les échanges avec les pays occidentaux atteignent à peine 2 p.c. du revenu national, il n'en va pas de même. Les difficultés qu'elle rencontre commençaient du reste à se manifester bien avant que la crise économique n'éclate en 1974.

## DES BLOCAGES INQUIÉTANTS

Au lendemain du 20<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (14/25 février 1956) tous les espoirs semblaient pourtant permis. Un processus de renouveau basé sur la démocratisation des structures du système soviétique s'était engagé et l'économie témoignait d'un dynamisme impressionnant. La reconstruction du pays s'était



effectuée à un rythme record et le revenu national augmentait rapidement. Tout semblait possible et c'est dans l'enthousiasme que, cinq ans plus tard, le 22<sup>e</sup> Congrès du PCUS (octobre 1961) approuva à l'unanimité le rapport dans lequel Nikita Khrouchtchev affirmait qu'avant vingt ans « *l'Union soviétique dépassera le niveau économique des pays capitalistes les plus avancés, occupera la première place pour la production par habitant et jouira du niveau de vie le plus élevé du monde* ».

Ces espoirs ne se sont pas réalisés et on assiste au contraire, depuis une vingtaine d'années, à un ralentissement inquiétant des rythmes de croissance de l'économie soviétique. Le revenu national et la production industrielle, qui augmentaient un moment de plus de 10 % par an, ne progressent plus que très lentement, de 3 à 4 % par an. (4)

### RYTHMES DE PROGRESSION ANNUELLE

	Revenu national	Production industrielle
1951-1955	11,3 %	12,3 %
1956-1960	9,2 %	9,6 %
1961-1965	6,6 %	8,2 %
1966-1970	7,2 %	8,6 %
1971-1975	5,7 %	7,4 %
1976-1980	3,6 %	4,6 %
1981	3 %	3,4 %

C'est que le système de développement qui avait assuré la première phase de l'industrialisation de l'Union soviétique atteignit ses limites dans les années '60. Il s'agissait d'un mode de croissance *extensif*. Les plans quinquennaux mis en œuvre à partir de 1928 se fixaient pour but d'accroître la production sans ménager les ressources en matières premières et en produits énergétiques supposés inépuisables et en mettant au travail un nombre croissant de travailleurs venus de la campagne.

Les réserves en ressources matérielles et humaines n'étant pas illimitées, il devint par la suite nécessaire de les utiliser de façon plus rationnelle, c'est-à-dire de passer à un mode *intensif* de croissance. Mais les efforts dans ce sens se butèrent à deux obstacles intimement liés : la lourdeur d'une planification hypercentralisée et la stagnation de la productivité.

Si la planification centralisée de l'économie avait permis de concentrer les efforts sur quelques objectifs prioritaires, à commencer par l'édification d'une puissante industrie lourde, sa rigidité devint une entrave à partir du moment où elle déterminait jusque dans les moindres détails l'activité de milliers d'entreprises fabriquant des dizaines de milliers de produits différents.

(4) Pour ne pas allonger démesurément cet article, je me borne au cas de l'Union soviétique mais le même ralentissement se constate dans tous les pays membres du Comecon. Pour l'ensemble de ceux-ci, le taux de croissance annuel du revenu national est passé de 10,7 % (1951-55) à 7,4 % (1966-70), 6,1 % (1971-75), 4,3 % (1978) et 2,8 % (1980).

Les propositions visant à assouplir les mécanismes économiques afin de les rendre plus efficaces se multiplièrent à partir des années 1958-60 au cours de discussions où s'illustrèrent les économistes Liberman, Trapeznikov et Birman. Et, après quelques expériences-pilotes, une réforme économique fut décidée en 1965. Elle se fixait pour but d'élever l'efficacité du travail, d'améliorer la qualité des produits et d'en fournir un assortiment plus large en accordant certaines possibilités d'initiative aux entreprises et en attribuant une certaine importance à la recherche de la rentabilité.

En fait, cette réforme de 1965 ne fut jamais réellement appliquée. Elle rencontra en effet des résistances aussi bien chez les directeurs des entreprises dont elle bouleversait les habitudes que chez les fonctionnaires du Gosplan et des ministères qui craignaient de voir leurs prérogatives réduites. Les discussions sur la réforme du système de gestion reprirent donc par la suite dans la presse et les revues spécialisées (5) et une nouvelle réforme économique fut décidée en 1979. Sans plus de succès jusqu'ici, à juger par les déclarations des dirigeants soviétiques. « *Le tournant vers l'efficacité a été entravé par un mécanisme de gestion et de planification qui n'est pas à la hauteur des exigences modernes* », déclarait en effet Brejnev en 1980 (Discours au Soviet suprême, 22 octobre 1980). « *Le style et l'activité de la pensée économique, les méthodes de planification et le système de gestion ne sont pas révisés avec assez d'énergie* », soulignait-il un an plus tard. (Discours au Soviet suprême, 17 novembre 1981).

En fait, les débats qui se poursuivent depuis vingt ans sur ce thème en URSS se limitent à une alternative — centralisation ou décentralisation — qui escamote le fond du problème : la démocratisation nécessaire du système.

Ces débats portent pour l'essentiel sur le choix entre deux possibilités : ou bien le renforcement de la centralisation associée à une amélioration des techniques de la planification — ou bien une plus grande autonomie des entreprises associée à la décentralisation de la gestion.

Dans le cadre où le problème reste posé, la décentralisation de la gestion ne signifie toutefois pas une augmentation des droits des travailleurs mais un accroissement des possibilités d'initiative des directeurs des entreprises. Or le passage de l'extensif à l'intensif exige aussi et surtout l'élévation du niveau de conscience des travailleurs, de leur capacité et de leur volonté de participer au travail et à la gestion, bref un développement réel de la démocratie socialiste.

C'est sans doute pour cela que le passage de l'extensif à l'intensif n'est pas encore en vue. Le « tournant » prévu pour le quinquennat 1976-1980 ne s'est pas produit. « *Nous n'avons pas réussi à accroître la productivité du travail comme nous l'escomptions, ni à accélérer le développement de certaines branches de l'économie nationale, ni à surmonter la dispersion des investissements* », constatait récemment le président du conseil des ministres, Nicolas Tikhonov. (Discours au 26<sup>e</sup> Congrès du PCUS, juillet 1981).

(5) Sur ces discussions, cf. « Crise ou pas crise dans les pays socialistes », *Cahiers marxistes*, n° 85, juin 1980.

Car les dirigeants soviétiques ne dissimulent pas la gravité des problèmes auxquels ils doivent faire face : les retards dans l'exécution des plans, les gaspillages du travail des hommes, des matières premières et des ressources naturelles, la qualité médiocre de certains produits. Pas plus qu'ils ne dissimulent l'importance des carences qui touchent le plus directement la population, les pénuries chroniques de produits de consommation courante sur lesquelles Brejnev a tout particulièrement insisté dans ses derniers discours.

Il y a quinze mois déjà, s'adressant au Soviet suprême, il avait souligné que son rapport « *ne commencera pas par le métal, les transports ou l'énergie — si importants soient-ils — mais par des questions dont les solutions ont une influence beaucoup plus directe sur le niveau de vie des Soviétiques, l'amélioration de la condition matérielle du peuple* ». (22 octobre 1980). C'est sur ce point également qu'il a insisté, il y a trois mois, lors de la séance consacrée au quinquennat en cours : « *Le problème de l'alimentation, tant sur le plan économique que sur le plan politique, est le problème central de tout le quinquennat* », déclara-t-il. (17 novembre 1981).

## LA PAIX NÉCESSAIRE

La tension internationale accroît les difficultés de l'économie soviétique. Elle a déjà amené l'URSS à consacrer une part plus importante de ses ressources qu'il ne l'avait été prévu à ses dépenses militaires : « *Pendant l'élaboration du plan, il a été nécessaire de prendre en considération l'aggravation du climat international* ». (Brejnev au plénum du Soviet suprême, 17 novembre 1981).

Or ce fardeau est déjà très lourd pour l'Union soviétique dont la situation diffère totalement à cet égard de celle des Etats-Unis.

Les stratégies atlantiques le savent et, bien qu'ils n'en parlent guère, c'est une des raisons pour lesquelles ils poussent à la course aux armements.

Pour les Etats-Unis, dont les capacités de production sont excédentaires — elles sont seulement utilisées à 75 p.c. à l'heure actuelle — la fabrication d'armements fournit des commandes importantes et des bénéfices confortables au complexe militaro-industriel.

Pour l'Union soviétique, dont l'industrie a déjà beaucoup de peine à fabriquer les produits dont le pays a besoin en quantités suffisantes, tout ce qui est destiné à la défense constitue une perte sèche, autant de moins pour la population. La faible productivité de son industrie — à peine la moitié de celle des USA — oblige dès maintenant l'URSS à consacrer à sa défense une part proportionnellement beaucoup plus grande de ses ressources que les Etats-Unis. L'intensification de la course aux armements l'amènerait à en distraire une part encore plus grande avec toutes les conséquences négatives que cela entraînerait pour sa croissance ultérieure et le niveau de vie de sa population.

C'est dire combien il est aberrant d'invoquer la menace d'une « agression soviétique » pour relancer la course aux armements. S'il est

un pays qui a toutes les raisons de vouloir la détente, c'est bien l'URSS car, pour elle, c'est une condition sine qua non pour surmonter des difficultés qui ne sont que trop réelles.

C'est un fait important qu'il ne faut jamais perdre de vue car la détente est au centre de tous les problèmes qui secouent le monde.

La détente apparaît comme une condition nécessaire pour que puissent être surmontées les contradictions sociales et politiques qui se manifestent non seulement dans les pays capitalistes mais également dans les pays socialistes comme le drame polonais vient de nouveau de le montrer. L'exacerbation des tensions internationales et la course aux armements conduiraient au durcissement des régimes, à l'Est comme à l'Ouest.

La détente et le dépassement des blocs sont également indispensables pour fournir une réponse aux problèmes dramatiques que connaissent la plupart des pays du Tiers monde. Des problèmes qui ne se situent du reste pas seulement sur le plan humanitaire. La pauvreté dans laquelle vivent les deux tiers de l'humanité a des effets destructeurs pour toute l'économie mondiale. Une reprise de la croissance économique des pays industrialisés eux-mêmes apparaît impossible sans le développement des pays qui sont aujourd'hui sous-développés.

Et la détente est également nécessaire pour que dans les pays industriels développés, un socialisme nouveau — un socialisme dynamique, démocratique et pluraliste à construire avec l'appui de l'ensemble des forces du mouvement ouvrier — puisse fournir une réponse aux problèmes que le capitalisme n'est plus en mesure d'affronter.

## UN SOCIALISME A INVENTER

Le caractère *mondial* de la crise fait apparaître que, dans le monde entier, on est arrivé aux limites des modes de développement pratiqués jusqu'ici. Poursuivre le même chemin ne conduirait nulle part sinon à des risques croissants de catastrophe. D'où la nécessité de repenser dans quelle voie il faut s'engager, de rechercher de *nouvelles* solutions aux problèmes avec lesquels nous sommes confrontés.

En Belgique comme dans les autres pays capitalistes développés, deux questions — étroitement liées — sont aujourd'hui primordiales : l'emploi et la satisfaction de nouveaux besoins.

On assiste, d'un côté, à une sous-utilisation scandaleuse des forces productives matérielles (les capacités industrielles sont rarement utilisées à plus de 60 ou 75 %) et des forces humaines (10 millions de chômeurs dans l'Europe des Dix à la fin de 1982 d'après les prévisions de l'OCDE). Mais la crise a également entraîné une prise de conscience de la limite des ressources énergétiques et alimentaires et des gaspillages éhontés qui caractérisent la « société de consommation ».

Cela conduit à remettre en cause l'idée que les progrès technologiques, qui permettent de fabriquer une masse accrue de produits avec toujours moins de travailleurs, entraînent forcément la satisfaction croissante des besoins et l'amélioration des conditions de vie. Cela conduit à remettre en cause le sens et les buts de la production, à comprendre qu'il peut seulement en aller autrement dans une société se fixant d'*autres buts* que les profits d'une minorité de possédants.

Cela modifie les termes dans lesquels le problème du développement se pose dans les pays développés. Il apparaît de plus en plus que la croissance de la *quantité* n'est pas forcément un étalon qui permet de mesurer l'amélioration du niveau de vie et le progrès, que l'utilisation rationnelle des ressources et la *qualité* de la vie sont tout aussi importantes.

Assurer la *qualité de la vie* est un des buts du socialisme auquel le mouvement ouvrier n'a pas toujours accordé assez d'attention bien que Marx l'estimait essentiel car, pour lui, une fois les forces productives devenues suffisantes pour satisfaire les besoins matériels, le temps libre et les loisirs acquièrent une importance primordiale.

« En fait, écrivait-il, le royaume de la liberté commence seulement là où on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur ; il se situe par nature au-delà de la production matérielle proprement dite ». Avec le développement de la civilisation « les besoins augmentent, mais en même temps s'élargissent les forces productives pour les satisfaire. En ce domaine, la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à la nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté... » (« Le Capital », Livre III, Tome III, pp. 198-199)

Ce souci de la *qualité de la vie* devrait être une des caractéristiques essentielles, me semble-t-il, d'un socialisme répondant aux besoins des pays développés. Un socialisme nouveau, encore à inventer puisque jusqu'ici il n'en existe pas de « modèles ».



## Pologne : la faillite d'un monopole

La bouffée de liberté qui avait envahi la Pologne pendant un an et demi avait fait naître de grands espoirs. Dans le peuple polonais évidemment. Mais aussi parmi tous les progressistes d'Europe, en particulier chez les communistes occidentaux qui ont fait le choix, depuis longtemps déjà, d'une stratégie et d'un projet de socialisme inséparables du respect du pluralisme et du développement de la démocratie. Cet espoir était légitime : ce qui se passait en Pologne renforçait leur conviction que le socialisme ne peut se développer sans démocratie et montrait en même temps que les sociétés dites du socialisme réel n'étaient pas aussi bloquées qu'on le disait et qu'elles pouvaient trouver en leur sein des forces capables de mener à bien ce renouveau indispensable. Les thèses marxistes s'en trouvaient même confortées puisque c'est la classe ouvrière polonaise elle-même qui était le moteur de ce qu'il fallait bien appeler une révolution.

Le coup de force militaire du 13 décembre a cruellement déçu ces espérances. Moins d'un mois après, il est certes trop tôt pour prévoir les conséquences de la loi martiale dans tous leurs détails. Il est encore permis d'espérer la reprise d'un certain dialogue à condition que se desserre l'étau militaire et que les militants syndicaux retrouvent leur liberté. Pourtant — sans vouloir tirer des conclusions définitives, ni prétendre que mon analyse des événements polonais est exhaustive — je suis enclin à croire qu'il ne faut pas se faire trop d'illusions, même si le général Jaruzelski a promis que la suspension des libertés syndicales était provisoire, que le renouveau socialiste devait se poursuivre et qu'il n'était pas question d'en revenir à la situation d'avant août 80, c'est-à-dire à l'époque où le Parti ouvrier polonais régnait sans partage sur tous les domaines de la vie sociale. La question n'est pas de savoir si le chef du gouvernement était sincère, de sonder sa conscience et ses véritables intentions. Elle est de constater la réalité de la répression massive qui a provoqué, probablement pour très longtemps, un divorce total entre la classe ouvrière et ceux qui restent au pouvoir. Les milliers d'internements, les lourdes condamnations de syndicalistes, l'écrasement par la force des grèves de protestation, les morts, tout cela a créé une réalité nouvelle qui n'a plus rien à voir avec celle du renouveau et qui pèsera sur tous les rapports ultérieurs du pouvoir avec la société.

L'état de siège ne peut pas être une simple parenthèse qu'on oublierait une fois les beaux jours revenus. On commence d'ailleurs à l'avouer plus ou moins explicitement dans les milieux officiels polonais. Le vice-premier ministre Mieczyslaw Rakowski ne l'a, paraît-il, pas caché et s'est montré pessimiste au cours d'entretiens qu'il a eus avec des compatriotes lors de son séjour à Bonn les 30 et 31 décembre. Selon les comptes rendus les plus dignes de foi, rapporte le correspondant du journal *Le Monde* en Allemagne fédérale, « ce que M. Rakowski a dit à ses compatriotes se résume de la manière suivante : le pays a été ramené au point zéro. La jeunesse est contre nous. Les ouvriers sont contre nous. Les intellectuels sont contre nous. L'Eglise est contre nous. On ne voit pas avec qui on peut rétablir le système économique. ».

Le même Rakowski l'a laissé entendre, plus prudemment mais plus officiellement, dans une interview à l'agence polonaise PAP : pas question de revenir à la période d'avant août 80, a-t-il répété, mais pas question non plus de revenir à la « période d'anarchie » qui s'était instaurée avant le 13 décembre. Dans l'organe du POUP, *Trybuna Ludu*, le général Norbert Michta, recteur de l'école du parti, a été un peu plus explicite : « il ne peut y avoir de retour à la situation d'avant le 13 décembre notamment en ce qui concerne les réunions et les activités dirigées contre le système socialiste » (1).

Qu'est-ce à dire sinon que le nouveau pouvoir ne tolérera à la rigueur, dans un avenir encore indéfini, qu'un mouvement syndical enfermé dans des limites particulièrement strictes, sans véritable possibilité de contestation. Ce serait en quelque sorte un retour au socialisme « classique », conforme au modèle en vigueur dans les pays voisins.

Mais rien n'est moins sûr. Car je crois moi aussi qu'on ne pourra pas en revenir à la période d'avant août 1980. Ce n'est tout simplement plus possible après ce que la Pologne a vécu pendant un an et demi. D'abord parce qu'on n'élimine pas si facilement un mouvement de masse de dix millions de travailleurs : sa force et les prises de conscience qu'il a suscitées dans la classe ouvrière polonaise sont des réalités qu'aucune loi martiale au monde ne peut supprimer ; elle peut seulement les tenir en respect par la force armée et c'est pourquoi il faut craindre que l'état de siège (en tout cas une partie de ses dispositions) sera encore maintenu pendant un bon bout de temps. « Aussi longtemps que nécessaire », a dit le général Jaruzelski dans son message de Noël. N'est-il pas significatif, d'ailleurs, que quatre semaines après le coup de force, alors que l'ordre régnait à la surface de la société, les militaires n'avaient pas encore jugé possible de rétablir toutes les liaisons téléphoniques à l'intérieur du pays ?

(1) La formule doit évidemment être interprétée au sens large et se rapproche de ce que le général Jaruzelski appelait dans sa proclamation du 13 décembre « le courant ouvrier sain dans Solidarité ». C'est bien entendu le pouvoir qui déterminera souverainement ce qui est antisocialiste et ce qui ne l'est pas. Quant aux « activités antisocialistes » prêtées aux dirigeants syndicaux avant le 13 décembre, il faut là aussi rester circonspect car l'affabulation y a parfois trouvé son compte. Par exemple, ce « témoignage » sur Antenne 2 de cette curieuse Mme Rabinovitch qui assiste aux réunions de la commission nationale de Solidarité la veille du coup de force et se retrouve libre en France quelques jours plus tard pour rapporter des propos aberrants attribués à Walesa : il aurait « tout prévu depuis 1977 » et il était même question « d'envoyer une brigade polonaise en Afghanistan, d'aller libérer la Lituanie et d'aller à Vladivostock ». Rien de moins !

## UN COUP DE FORCE ILLÉGAL

Mais il y a d'autres raisons qui font qu'un retour à l'avant août 1980 (quand le syndicat indépendant n'était pas encore né) est inimaginable. Une telle hypothèse impliquerait en effet que le POUP reprenne les rênes en main partout : au niveau politique, mais aussi social, économique, idéologique, culturel. Bref, qu'il retrouve la capacité d'exercer un pouvoir « total » sur la société. Or il ne suffit pas d'éliminer Solidarité pour rendre au POUP toute sa vigueur. Au fil des mois, ce parti s'est désagrégé, il a perdu ses forces vives et les communistes l'ont quitté par dizaines et même centaines de milliers. La proclamation de la loi martiale, en le mettant sur la touche, lui a porté un coup qui pourrait lui être fatal.

Un aspect du coup du 13 décembre a en effet échappé à l'attention et n'est pourtant pas sans importance : c'est son inconstitutionnalité, contrairement à ce que croient ceux qui s'accrochent de l'opération du général Jaruzelski en affirmant qu'il n'a fait qu'utiliser l'arsenal que la légalité socialiste mettait à sa disposition.

L'article 33 de la Constitution prévoit que la loi martiale peut être proclamée par le Conseil d'Etat (présidence collective de la République) et le général Jaruzelski, dans son discours du 13 décembre, a assuré que l'état de guerre avait été édicté conformément à la Constitution. Mais il s'est bien gardé — et pour cause — d'affirmer la constitutionnalité du « Conseil militaire de salut national » qu'il a mis sur pied et qui, depuis lors, chapeaute toutes les institutions et régit toutes les activités du pays. Un tel organe n'est envisagé ni par la Constitution, ni par la loi. Ni l'une, ni l'autre n'ont jamais prévu que les forces armées pourront exercer des fonctions politiques qui sont l'apanage du Front d'unité de la nation et du POUP.

## ET UN POUP SANS LÉGITIMITÉ

D'aucuns trouveront peut-être qu'il ne s'agit là que de juridisme tâtilon. L'histoire a pourtant montré où pouvait mener le non-respect de la légalité socialiste. Et la situation créée par le coup de force militaire pourrait avoir des conséquences politiques qu'on aurait tort de minimiser. D'autant plus que le général Jaruzelski ne s'est plus présenté comme premier secrétaire du parti mais seulement comme « soldat et chef de gouvernement », ce qui semble indiquer qu'aux yeux des militaires qui ont pris le pouvoir, le POUP a perdu sa légitimité, au moins provisoirement. Son Comité central n'a même pas été réuni pour avaliser l'état de siège et les quelques réunions de ses cadres à l'échelon régional se font sous la houlette de représentants du Conseil militaire.

Ce changement est peut-être lourd de conséquences : il signifie que le parti communiste, dont le « rôle dirigeant » était un des dogmes du système, peut être remplacé, avec l'approbation de l'URSS, par d'autres forces — l'armée dans ce cas-ci — qui s'engagent à assurer la pérennité du socialisme existant et des alliances internationales du pays. Cela implique aussi que même si par la suite les militaires rendent le pouvoir à un POUP dégraissé, ils pourront toujours laisser planer la menace de le lui reprendre si ce parti ne se montre pas à la hauteur de sa tâche.



Ainsi, pour la première fois, l'armée est devenue acteur politique officiel dans un pays de l'Est. C'est une nouveauté non négligeable. En même temps, ce n'est pas sans danger pour l'existence même de la Pologne, car l'armée, qui était une des dernières institutions à avoir gardé un certain prestige dans la population, risque de le perdre dans l'opération.

## OÙ EST LE PIRE ?

Il ne suffit cependant pas de constater cet aspect inédit du socialisme réel. Il faut encore tenter de répondre à une question essentielle : le général Jaruzelski avait-il d'autres choix pour « éviter le pire » ?

Le président du Conseil militaire de salut national répond bien entendu que non, que c'était la loi martiale ou la tragédie. Il l'a encore répété la veille de Noël dans un discours diffusé pendant la soirée de réveillon. « Je réalise combien les rigueurs de la loi martiale ont compliqué la vie quotidienne et dérangent les projets personnels, a-t-il dit. La vérité, cependant est celle-ci : les difficultés, rigueurs et restrictions provisoires, sont, de toute façon, un moindre mal que le conflit fratricide qui, il y a peu, nous menaçait. Dans l'histoire de la Pologne, il a été, plus d'une fois, nécessaire de choisir non pas entre le bien et le mal, mais entre un plus grand et un moindre mal. Nous avons fait ce choix. Je crois que l'avenir jugera ce choix équitablement. »

« Le 13 décembre, il n'y avait pas d'autre solution, a-t-il poursuivi. Que chacun d'entre nous réponde honnêtement aujourd'hui, en toute conscience, à cette question : où allait la Pologne ? Pendant combien de temps le pays, déchiré quotidiennement par des grèves, embrasé par des tensions, sombrant dans un climat de haine attisée artificiellement, aurait-il pu survivre ? »

Le malheur est que la loi martiale n'a pas fait que « compliquer la vie quotidienne » et que, sauf à considérer qu'il faut un véritable bain de sang pour utiliser ce mot, la tragédie a déjà eu lieu. Le sang a coulé. Les arrestations et la répression se doublent d'une tragédie politique : l'état de siège est l'expression de la faillite du POUP et exclut toute possibilité de dialogue. Loin de favoriser un fonctionnement normal de la société, il ne peut établir qu'un seul type d'ordre, militaire, fondé sur la répression, alors que la Pologne avait besoin de solutions politiques et du consensus le plus large pour sortir de la crise. Plus la loi martiale se prolongera, plus longtemps les militants de Solidarité resteront en prison, plus difficile sera le retour en arrière, c'est-à-dire le rétablissement de l'indispensable dialogue. En ce sens, le général Jaruzelski et ceux qui le soutiennent ont plutôt « choisi le pire » et engagé leur pays dans une impasse.

C'est aussi pour cela, outre le fait que le recours au pouvoir militaire est « incompatible avec le socialisme », que les communistes belges ont exprimé leur « nette désapprobation ». « Parce que le pluralisme et la participation populaire constituent pour eux des composantes indispensables du socialisme. Parce que la question des droits de l'homme est un des enjeux principaux de la lutte des classes à notre époque. Parce que la loi martiale proclamée à Varsovie, en suspendant les libertés individuelles et collectives, en interdisant non seulement les

grèves mais mêmes les organisations syndicales, rend impossible le dialogue dont la société polonaise a tant besoin. » (2)

## UN CONGRÈS SANS LENDEMAIN

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi cet échec alors qu'en juillet on avait eu l'impression qu'un grand pas en avant avait été accompli avec le IX<sup>e</sup> congrès extraordinaire du POUP ? Au lendemain de ce congrès, j'écrivais que « la décomposition du parti a été stoppée et surmontée » (3). « Ce rôle dirigeant du parti que mentionnaient les accords de Gdansk et qui ne paraissait plus alors qu'une fiction impossible à éviter en raison de l'environnement géopolitique de la Pologne, le POUP a entrepris de le reconquérir et son IX<sup>e</sup> congrès apparaît comme une étape capitale dans ce processus. Il a en effet consacré la ligne du renouveau et démontré avec éclat qu'il ne s'agissait pas du rêve d'une poignée de dirigeants "révisionnistes", mais que cette ligne était portée et voulue par l'immense majorité du parti. »

Que le renouveau était voulu par une majorité de communistes, j'en suis toujours persuadé. Mais cette majorité n'a pas réussi à imposer définitivement ses vues. La manière spectaculaire dont la base s'était exprimée au IX<sup>e</sup> congrès avait frappé tous les observateurs. Que ces assises aient constitué un succès pour les partisans du renouveau reste indiscutable. Mais il est vrai aussi que cette explosion de démocratie, en raison même de l'étonnement qu'elle a suscité, a conduit une bonne partie des Polonais (et des observateurs) à surestimer les résultats de ce congrès. Avec le recul, il faut bien reconnaître que le succès des partisans du renouveau a été une victoire sans lendemain et qu'on peut trouver déjà dans les événements du mois d'août les germes de l'affrontement de décembre.

Les crises ne tardent pas, en effet, à se succéder après le IX<sup>e</sup> congrès. Les difficultés économiques dues aux erreurs des années septante avaient atteint des sommets. La production était en chute libre et les rayons des magasins toujours plus vides. Exaspéré par les interminables queues quotidiennes, le mécontentement de la population était de plus en plus difficile à contenir.

L'annonce d'une nouvelle diminution des rations de viande provoque, dans ce contexte, des menaces de grève et des manifestations, ces fameuses « marches de la faim » qu'on a tant grossies dans la presse occidentale et qui n'étaient après tout que de banales manifestations de rue qui n'ont donné lieu à aucune violence. Eclatant à la base, dans les entreprises, cette explosion de protestations est spontanée et la direction de Solidarité, en leur apportant son appui, cherche surtout à les canaliser.

---

(2) Rosine Lewin, membre du Bureau politique du PCB, dans *Le Monde* du 7 janvier 1982.

(3) « La Pologne à l'épreuve de la maturité », *Cahiers marxistes*, n° 96, septembre 1981. Sur les origines de la crise, voir aussi : Jean-Paul Vankeerberghen : « Pologne : les fruits mûrs d'un été chaud », *Cahiers marxistes*, n° 87, octobre 1980 ; Jacques Nagels : « Pologne 1970-1980 : dix ans d'économie, bilan d'une politique », *Cahiers marxistes*, n° 89, décembre 1980.

## DRAMATISATION

De son côté, sans doute inquiet de voir le mécontentement populaire dégénérer, le pouvoir opte pour la fermeté en n'hésitant pas à contribuer lui-même à la dramatisation de la situation. Le Bureau politique du POUP estime que « les grèves annoncées et les manifestations de rue constituent une grave menace et peuvent se transformer en conflit à l'échelle nationale ». Et il accuse « certains maillons de Solidarité » de « faire obstacle à la réalisation de la ligne adoptée par le IX<sup>e</sup> congrès du parti ».

En même temps, pour la première fois, le pouvoir fait planer la menace de l'utilisation de la force. Une réunion du « Conseil militaire du ministère polonais de la Défense » est annoncée à grands renforts de publicité. Siégeant sous la présidence du premier ministre Jaruzelski, le conseil a été convoqué « par suite de l'aggravation des phénomènes négatifs et dangereux dans la situation actuelle du pays ».

Enfin, ces menaces voilées sont accompagnées d'une campagne de presse d'une violence exceptionnelle contre Solidarité.

De ce fait, et en raison de la poursuite des manifestations, la tension monte très rapidement et le danger d'un affrontement se précise. Au sein de Solidarité, les courants les plus intransigeants sont alimentés non seulement par les difficultés d'approvisionnement et par le raidissement du pouvoir, mais aussi par le fait que, près d'un an après leur signature, les accords de Gdansk sont encore loin d'être totalement réalisés. Ainsi, un important dossier oppose le gouvernement aux syndicats : celui de l'autogestion, où deux conceptions s'affrontent. Si tout le monde est d'accord pour introduire l'autogestion dans les entreprises, il y a de profondes divergences entre le projet gouvernemental, qui insiste sur la propriété étatique des moyens de production et veille à maintenir un contrôle étroit du pouvoir central sur les entreprises, et celui de Solidarité, qui met l'accent sur la propriété ouvrière et l'autonomie de chaque entreprise. D'autres dossiers sont tout aussi explosifs et contribuent à exaspérer les positions. C'est le cas de celui des prix ou de la revendication jamais satisfaite d'un accès de Solidarité à la radio-télévision.

A la mi-août, la réunion de la Commission nationale de coordination de Solidarité fait naître l'espoir que la tension peut être désamorcée. La direction du syndicat invite en effet ses adhérents à respecter une trêve sociale jusqu'à l'ouverture de son congrès le 2 septembre et appelle les travailleurs à « offrir huit samedis libres » pour augmenter la production. Cette attitude conciliatrice ne trouve cependant guère de résonance du côté du plénum du Comité central qui se termine au même moment sur des positions très fermes l'égard de Solidarité. Au contraire, la campagne de presse contre les « éléments extrémistes » de Solidarité se poursuit et très vite la tension remonte pour aller crescendo jusqu'à l'ouverture du premier congrès du syndicat indépendant.

## POURQUOI CE DURCISSEMENT ?

Il y a lieu de se poser des questions sur les raisons qui ont poussé le groupe dirigeant du POUP à adopter une telle attitude vis-à-vis de

Solidarité. Car je crois que c'est dans les événements du mois d'août 81 que se trouve la clé de l'échec du processus de renouveau socialiste en Pologne. La dureté des attaques lancées contre le syndicat indépendant avait en effet de quoi surprendre. Elle déconcertait d'autant plus que tout le monde était encore sous l'impression d'un congrès qui avait balayé les opposants à ce renouveau.

Pour expliquer ce durcissement, on peut formuler diverses hypothèses, y compris celle qu'il était nécessaire de donner des gages aux dirigeants du Parti communiste de l'Union soviétique qui n'avaient pas dû être très heureux de l'issue du congrès. Il y a peut-être dans cette hypothèse une part de vérité (d'autant plus que l'URSS et le pacte de Varsovie ont constamment pesé dans un sens négatif sur la recherche de solutions nouvelles et contribué à aiguïser les tensions), mais je ne pense pas que l'offensive lancée contre Solidarité était uniquement un spectacle destiné à rassurer les voisins. Il y avait à cette attitude des causes politiques internes. A mon avis, ce qui a déterminé la conduite des dirigeants du POUP, c'est l'idée que le moment était venu de restaurer l'autorité du POUP et d'assigner des limites strictes à l'action de Solidarité.

La conclusion du congrès avait pu donner l'impression aux dirigeants du parti que le POUP était désormais assez fort pour reconquérir dans les faits son rôle dirigeant après onze mois de désarroi et de luttes internes. Cet objectif ambitieux reposait cependant sur une appréciation erronée de la situation réelle. Il supposait en effet d'abord que le parti avait retrouvé un minimum de confiance au sein de la population. C'était loin d'être le cas : l'aggravation de la situation économique et le retard mis à réaliser les accords de Gdansk continuaient à entretenir le divorce. Certes, l'opinion avait été frappée par le caractère démocratique du IX<sup>e</sup> congrès, mais elle avait aussi été déçue par l'insuffisance des projets de réforme qui en étaient sortis. La déception tenait aussi au fait que la population attendait sans doute trop de ce congrès : assez paradoxalement les Polonais, habitués à l'image du parti-guide — même s'ils la contestaient — espéraient que le congrès trouverait la formule-miracle qui permettrait d'échapper à la catastrophe économique.

Il ne pouvait être question de trouver une telle formule, mais il est vrai que la principale faiblesse du IX<sup>e</sup> congrès était qu'il n'avait pas pu aller beaucoup plus loin que l'affirmation spectaculaire d'une volonté de démocratisation interne. Les délégués y ont beaucoup discuté des personnes, mais ils n'ont guère dépassé le stade des vagues références au programme économique, social, institutionnel. On a fort peu discuté au congrès du problème de l'autogestion, du rôle des syndicats, de la réforme de la planification économique ou même de cette question cruciale qu'est l'agriculture. Et même, ceux qui ont abordé ces problèmes se sont surtout montrés critiques à l'égard des idées les plus novatrices.

## **UNE FERMETÉ SANS BASES**

Dans ces conditions, la fermeté affichée par le POUP prenait appui sur du sable. Elle n'aurait pu être payante que si elle se fondait sur un

programme suffisamment bien défini pour servir de base de discussion avec la classe ouvrière et sur un parti assez solidement restructuré pour porter ce débat parmi les travailleurs.

Cette dernière condition n'était pas non plus remplie. Déjà au congrès, la faible proportion de délégués ouvriers (20 %) était le signe qu'une bonne partie des ouvriers communistes restaient dans l'expectative à l'égard de la direction du parti et de la lutte politique. Cette situation ne pouvait être modifiée par le seul congrès. Et l'offensive lancée contre Solidarité, loin de rendre confiance à l'ensemble du parti, n'a fait, semble-t-il, qu'accentuer la rupture entre l'appareil et les travailleurs communistes. C'est en tout cas ce qu'on peut induire de l'évolution ultérieure : d'innombrables travailleurs (400.000 selon *Rinascita*, hebdomadaire du PCI ; encore plus selon d'autres sources) ont démissionné du parti au cours des semaines qui ont suivi.

Ce phénomène n'a fait que renforcer, bien entendu, ceux qui depuis août 80 ont misé sur un affrontement avec Solidarité. Battus au cours de la préparation du congrès, ils n'ont pas pour autant disparu et ont continué à occuper les postes-clés de l'appareil bureaucratique, apportant ainsi par divers sabotages et provocations leur contribution à l'entretien de la tension et de la défiance dans le pays. Bien plus, les ultra-conservateurs regroupés dans des « clubs » comme le forum de Katowice ou l'association Grunwald ont pu poursuivre leur activité fractionnelle sans être inquiétés alors que les tentatives des progressistes radicaux d'installer dans le parti des structures horizontales avaient été étouffées bien avant le congrès.

Deux catégories de membres du parti ont ainsi continué à coexister : d'une part ceux qui formaient le « parti-Etat », cadres de l'appareil, de l'administration publique et de l'économie, intéressés d'abord par leur carrière et la sauvegarde de leurs privilèges, et d'autre part les communistes, travailleurs et intellectuels, en grande majorité favorables au renouveau, mais moins fournis en leviers de commande que la première catégorie.

Et le Comité central, dira-t-on ? Il avait été renouvelé à 90 % et comptait un grand nombre d'ouvriers attachés à la production (80 sur 200, dont 40 membres de Solidarité). C'est vrai. Mais il n'a visiblement pas pu ou voulu impulser une politique différente de celle choisie par la direction au lendemain du congrès. Une explication peut-être : ce renouvellement profond était aussi son talon d'Achille. Tous ces nouveaux membres manquaient d'expérience, surtout les travailleurs habitués à militer dans une entreprise, ce qui est fort différent d'un travail d'appareil.

Une dernière remarque en ce qui concerne le parti : l'aggravation des difficultés de tous ordres et l'incapacité du pouvoir à rétablir cet ordre qu'il prétendait incarner ont amené les dirigeants du POUP à recourir de plus en plus à l'armée dans la gestion du pays. S'il est exact que l'armée jouissait à l'époque de la confiance de la population, cette évolution a aussi été un prélude à la militarisation du pays et a renforcé le poids conservateur dans le parti. En bons militaires, ces officiers (à 90 % membres du POUP) étaient avant tout des partisans de l'ordre et donc profondément hostiles à Solidarité : en témoignent les attaques

continuelles lancées contre le syndicat indépendant par le journal des forces armées, *Zolnier Wolnosci*.

## UNE CONCEPTION DOGMATIQUE DU SOCIALISME

Par ailleurs, le POUP ne se contentait pas de présumer de ses forces en s'attaquant dès le mois d'août à Solidarité. Il faisait aussi preuve de sa méconnaissance du nouveau syndicat et des véritables aspirations de la population. Cette méconnaissance trouvait sa source dans la conception même qu'il avait du socialisme. Aucun des dirigeants du POUP n'était apparemment prêt à imaginer un autre type de socialisme que celui en vigueur dans toute l'Europe de l'Est, un socialisme où le règne sans partage du parti communiste est le dogme fondamental.

Une telle conception se heurtait dès lors à l'existence même du syndicat indépendant : son droit à agir était formellement reconnu, mais on n'en tirait pas les conséquences ; toute action ou revendication de Solidarité dépassant le cadre étroitement professionnel était dénoncée comme antisocialiste alors qu'elle posait le plus souvent le problème de la démocratisation du régime et ne postulait en rien un retour au capitalisme.

De plus, étant donné que Solidarité était la seule organisation autorisée à agir en dehors du contrôle du pouvoir, il était fatal qu'elle soit amenée à prendre en charge des revendications qui n'avaient pas un caractère strictement syndical (ce « débordement » se retrouve aussi, ne le perdons pas de vue, dans des pays comme le nôtre où de plus en plus les syndicats sont amenés à intervenir dans les débats qui précèdent la décision politique). C'est ce que faisait remarquer un des experts de Solidarité, Andrzej Wielowieyski, dans une polémique avec Jan Rulewski, un des dirigeants extrémistes favorables à la transformation du syndicat en parti d'opposition : « nous sommes un syndicat d'un type assez particulier », disait-il ; « nous sommes les représentants de tous les travailleurs et de leur famille, mais nous sommes aussi la contrepartie du pouvoir sur le terrain de la politique sociale dans sa complexité » ; notre action « n'est pas politique dans le sens de lutte pour la conquête du pouvoir mais toutes les questions que nous sommes amenés à affronter sont des questions politiques et sociales et ont à voir avec les problèmes qui regardent la défense des intérêts de la population ».

C'est en ayant tout ce contexte à l'esprit qu'il faut comprendre le congrès de Solidarité, tenu en deux phases distinctes en septembre dernier. Alors qu'en juillet la direction de Solidarité avait déployé des efforts méritoires pour éviter que les conflits sociaux n'interfèrent dans les débats du POUP, les dirigeants du parti n'ont pas manifesté le même souci à la veille du premier congrès du syndicat. En développant pendant tout le mois d'août une campagne contre les « forces antisocialistes agissant dans Solidarité » et en les opposant aux dirigeants « modérés », le pouvoir a, semble-t-il, cherché à diviser le syndicat pour l'affaiblir. Comment aussi expliquer certaines décisions du pouvoir qui, intervenant à la veille du congrès, prenaient l'allure de provocations : par exemple l'annonce d'augmentations de prix ou l'abandon de l'enquête sur les responsabilités dans les incidents de Bygdoszcz, où le dirigeant

syndical régional, Rulewski — comme par hasard le chef de file de la tendance extrémiste ! — avait été rossé par la milice ?

## DES MODÉRÉS IMPUISSANTS

Tout cela a surtout provoqué dans le syndicat un réflexe de défense qui a profité aux courants radicaux ou extrémistes. Les dirigeants syndicaux les plus modérés, qui étaient intervenus de tout leur poids à la mi-août pour obtenir la décision de trêve sociale, avaient brûlé leurs dernières cartouches et n'ont plus été capables de résister à la lame de fond radicale qui a emporté les délégués.

A une conception figée du socialisme — celle du POUP — devaient répondre des positions qualifiées d'antisocialistes. Même les appels au dialogue que le pouvoir relançait périodiquement (assortis de plus en plus nettement de menaces) ont souffert de cette ambiguïté du mot socialisme. Il y avait peut-être une référence à l'expérience hongroise quand Stanislaw Kania proposait, au début septembre, « l'entente avec tous ceux qui ne sont pas contre le socialisme ». Mais si le socialisme s'identifiait obligatoirement au modèle soviétique, si toute revendication mettant en question le monopole de pouvoir du POUP était considérée comme antisocialiste, il était évident que l'entente n'était possible avec personne en dehors du POUP.

Si on y ajoute le fait qu'un an de libertés et de reculs du pouvoir avait conduit nombre de militants de Solidarité à sous-estimer l'adversaire, le fait aussi que ces cadres intermédiaires qu'étaient les délégués au congrès étaient exaspérés par une douche écossaise permanente faite de mots d'ordre d'action et de contre-ordres, on comprend mieux que le congrès de Solidarité soit allé aussi loin dans l'escalade des revendications, ait glissé à des excès et à des manifestations d'infantilisme comme cet appel aux travailleurs des autres pays de l'Est. Une « gaffe » qui était en même temps une grave erreur, comme était sans doute aussi une erreur le fait d'avoir finalement refusé le compromis sur l'autogestion élaboré sous l'égide de la Diète.

## LA FIN DU DIALOGUE

Loin d'avoir contribué à battre politiquement les courants extrémistes au sein de Solidarité, la tactique adoptée par le POUP au mois d'août a abouti au résultat inverse : ce sont les forces les plus conscientes de la nécessité du dialogue qui se sont retrouvées privées d'arguments face à une base excédée. Depuis lors, le dialogue n'a plus pu être renoué entre le pouvoir et Solidarité. Même cette proposition de la dernière chance qu'était l'idée d'une entente nationale entre les trois grandes forces du pays — le parti, l'Eglise et Solidarité — n'a pu dépasser le stade des discussions préliminaires parce qu'aucune des parties n'était plus capable de faire les concessions qu'un tel pacte impliquait.

Alors, le général Jaruzelski n'avait-il d'autre choix que le recours à la loi martiale ? En torpillant les bases du dialogue, il condamnait effectivement le pays à l'anarchie ou à l'intervention de la force brutale. De la part du POUP, le seul moyen d'éviter le pire était justement de tout faire pour qu'un dialogue franc et patient se poursuive et pour promouvoir, en exerçant réellement son rôle dirigeant, une démocratisation en profondeur du système politique.

En se fixant sur les poussées extrémistes qui sont apparues dans Solidarité, on risque de passer à côté des raisons fondamentales du drame polonais. Car cet extrémisme est d'abord le fruit d'une politique qui pendant des décennies a empêché l'expression d'une volonté populaire autonome. Il ne faut jamais oublier que ce n'est pas Solidarité qui est la cause de la rupture de la société polonaise avec le régime. Cette rupture existait avant la naissance du syndicat qui n'est lui-même qu'une de ses conséquences. C'est bien pourquoi il est illusoire d'espérer résoudre le problème en réprimant les militants syndicaux. La répression aura pour seul résultat d'aggraver encore plus la crise du socialisme polonais, d'approfondir le divorce entre le pouvoir et son peuple. La fin des répressions, le rétablissement des libertés, la reprise du dialogue restent les seules solutions réalistes. Même les militaires ne peuvent s'empêcher d'y faire référence. Mais comment comptent-ils s'y prendre dans la situation qu'ils ont créée ?

Pas de progrès du socialisme sans démocratie, tel est bien le diagnostic qui s'impose aux observateurs attentifs à l'évolution des sociétés d'Europe de l'Est. Et pas seulement chez les communistes engagés de longue date dans une réflexion critique. Les lignes qui suivent sont extraites de *Révolution*, l'hebdomadaire du PCF : « il n'y aura pas de réforme économique et sociale durable et productive si elle ne s'accompagne pas indissociablement d'une réforme du système de pouvoir, rendue nécessaire par l'essor même du socialisme ». Cela pose « la question d'une conception non dogmatique du " rôle dirigeant " du parti communiste, dissocié sans doute du monopole du pouvoir » (4).

**Jean-Paul VANKEERBERGHEN.**

11 janvier 1982.

---

(4) *Révolution*, n° 95, 25 décembre 1981.



## Déclaration de W. Jaruzelski instaurant la loi martiale, le 13 décembre 1981

« Je m'adresse à vous aujourd'hui en tant que soldat et chef du gouvernement polonais. Je m'adresse à vous pour des questions d'extrême importance. Notre patrie s'est trouvée au bord de l'abîme. Les réalisations qui ont été accomplies par de nombreuses générations et l'Etat, qui a été relevé de ses cendres, sont en train de se transformer en ruines. Les structures gouvernementales ne fonctionnent plus. Chaque jour, des coups sont portés à notre économie languissante. Les conditions actuelles de vie sont pour les gens un lourd fardeau.

Chaque entreprise et de nombreuses familles polonaises sont douloureusement divisées. L'atmosphère qui règne de conflits permanents, de malentendus et de haines crée une sorte de vide psychologique, et cela dépasse les limites du tolérable. L'état de préparation à la grève et les manifestations de protestation deviennent des phénomènes courants de la vie quotidienne. De plus en plus fréquemment, on constate des actes de terreur, de justice sommaire, de violences et de menaces. Les profiteurs du marché noir clandestin accumulent des capitaux qui se chiffrent par millions de zlotys. Le chaos et la démoralisation ont pris des dimensions catastrophiques.

La patience de notre peuple est à la limite. De nombreuses personnes sont prises de désespoir. La catastrophe nationale approche, non plus de jour en jour, mais d'heure en heure. Malheureusement, l'économie nationale est devenue un lieu d'affrontements, de luttes politiques. Les actions du gouvernement sont torpillées délibérément, ce qui fait que les résultats ne correspondent pas à nos intentions. Nous sommes animés de bonne volonté, de retenue et de patience. Il est possible que nous ayons été parfois trop patients. Le gouvernement respecte à l'évidence les accords passés. Et nous sommes allés encore plus loin. L'initiative prise en faveur de la grande entente nationale a reçu l'approbation de millions de Polonais.

Pour faire que le pouvoir populaire soit perfectionné, pour étendre les réformes, on avait créé certaines possibilités. Ces espoirs se sont révélés vains, car les dirigeants de *Solidarité* ne sont pas venus à la table des négociations. Les déclarations qui ont été faites à Radom, ainsi que les réunions qui se sont tenues à Gdansk, ont révélé de manière définitive les intentions véritables des dirigeants de *Solidarité*. Ces intentions ont été confirmées largement dans la vie quotidienne par l'agressivité croissante des extrémistes, par l'intention manifeste de détruire totalement le régime socialiste. Quand donc sortiront-ils de leur griserie ? Combien de temps encore opposeront-ils un coup de poing à la main qui leur a été tendue pour la concorde ?

Nous sommes contraints de déclarer cela aujourd'hui précisément puisque nous savons la date toute proche de manifestations politiques de masse, y compris au centre de Varsovie, organisées à l'occasion de l'anniversaire des événements de décembre. La tragédie ne doit pas se répéter. Nous n'avons pas le droit

de laisser faire et que les manifestations annoncées se transforment en étincelles qui provoqueraient un incendie dans tout le pays. L'instinct de conservation populaire doit s'imposer. Il faut lier les mains aux aventuriers, avant qu'ils ne précipitent la patrie dans l'abîme d'une lutte fratricide.

J'annonce qu'un conseil militaire de salut national a été formé aujourd'hui. Conformément à la Constitution, le Conseil d'Etat a décrété à minuit l'état d'urgence sur tout le territoire national. Je veux que tout le monde comprenne les motifs qui inspirent nos actions et l'objectif que nous nous sommes donné. Nous ne voulons ni d'un coup d'Etat militaire, ni d'une dictature militaire car le peuple est assez sage et dispose d'assez de force pour développer un système démocratique efficace de direction socialiste. Au sein de ce système, les forces armées resteront à leur place, dans les casernes. On ne saurait résoudre à l'avenir aucun problème polonais par la violence. Et le conseil militaire de salut national ne remplace pas les organes constitutionnels du pouvoir.

Au nom des intérêts nationaux, une mesure d'internement a été prise contre un groupe de personnes qui menaçaient la sécurité de l'Etat. Parmi elles se trouvent des leaders extrémistes de *Solidarité* et d'organisations illégales hostiles à l'Etat. Le conseil militaire a décidé également l'internement de plusieurs dizaines de personnes responsables de la crise profonde que la Pologne a connue dans les années 70, ainsi que d'abus de pouvoir.

Il n'est possible de réaliser et de développer la démocratie que dans le cadre d'un Etat fort où l'ordre légal est respecté. L'anarchie porte atteinte à la démocratie. Elle va à son encontre. Nous ne représentons qu'un moment de l'histoire polonaise, qui a connu des événements héroïques et aussi sinistres, à la fois l'esprit d'entreprise et la querelle, ce qui, finalement, conduit à la récession et à la défaite. Tôt ou tard, il est nécessaire de rompre le cercle vicieux.

Nous voulons une Pologne forte, par ses réalisations, sa culture, sa vie sociale et sa place en Europe. La seule voie qui y conduit, c'est le socialisme, qui a été approuvé par la société et que la vie a enrichi constamment. C'est une telle Pologne que nous voulons édifier et que nous défendrons.

Dans cette entreprise, une place particulière revient au Parti, qui reste, malgré des erreurs et d'amères défaites, une force d'action et de création pour des transformations historiques. En purifiant les sources immortelles de notre idéal, en éliminant les erreurs et les altérations, nous défendrons les valeurs universelles du socialisme, nous les enrichirons en permanence en nous appuyant sur les traditions et les réalités nationales. Dans cette voie, les idéaux du socialisme viendront inspirer davantage encore la majorité du peuple, les sans-parti, la jeune génération, ainsi que le courant ouvrier sain qui existe à *Solidarité* et qui éliminera par ses propres forces — dans son propre intérêt — les partisans de la contre-révolution et de la confrontation.

Telle est notre conception de l'entente nationale et nous respectons la diversité des points de vue dans le pays, nous apprécions à leur valeur les positions patriotiques adoptées par l'Eglise. Un seul objectif majeur doit unir tous les Polonais lucides : l'amour de la patrie, la nécessité de consolider une indépendance conquise après tant d'efforts, et le respect de l'Etat, fondement le plus solide d'une entente véritable.

Nous sommes un Etat souverain. Nous sommes obligés de désamorcer cette crise et d'éliminer le danger par nos propres moyens. L'histoire ne pardonnerait pas à la génération actuelle de ne pas mettre à profit cette possibilité. Nous devons aussi mettre un terme à la dégradation des positions internationales de notre pays.

En ce moment difficile, je m'adresse à nos alliés et amis socialistes. Nous apprécions hautement la confiance et l'aide permanente qu'ils nous accordent. L'union polono-soviétique est et demeure la pierre angulaire des intérêts de l'Etat polonais, la garantie que nos frontières sont inviolables. La Pologne est et

demeure un maillon sûr du traité de Varsovie, membre de la communauté socialiste.

Je m'adresse aussi aux partenaires d'autres pays, avec lesquels nous voulons développer de bons et amicaux rapports. Je m'adresse à l'ensemble de l'opinion internationale pour qu'elle comprenne que la Pologne est dans des conditions exceptionnelles, pour qu'elle comprenne qu'il nous a fallu prendre des mesures exceptionnelles. Nos décisions ne menacent personne, leur seul but est d'éliminer le danger intérieur. En agissant de la sorte, nous éliminons d'un même coup une menace pour la paix et la coopération internationale. Nous respecterons les traités et accords conclus. Nous voulons que le nom de « Pologne » soit entendu avec respect et sympathie en Europe et dans le monde entier.

Qu'aucune goutte de sang polonais ne soit versé dans ce pays martyr, qui a connu tant de défaites et de souffrances ! Conjuguons nos efforts pour chasser le spectre de la guerre civile ! Construisons un pont et non pas des barricades ! »



# Ouvrir une nouvelle phase de la lutte pour le socialisme

(Résolution de la direction du PCI)

*Les événements dramatiques de Pologne ont amené la direction du PCI à formuler sous forme de résolution quelques réflexions dont l'intérêt dépasse les frontières de l'Italie.*

*Nous en reprenons de très larges extraits, en particulier, les passages qui dépassent l'analyse du drame polonais pour déboucher sur une réflexion générale.*

Le PCI réaffirme sa conviction que démocratie et socialisme sont indissociables et ne peuvent s'affirmer que dans l'entier respect du droit de chaque peuple à décider de son destin.

Les dramatiques événements de ces jours-ci nous convainquent encore plus de la nécessité de trouver et d'emprunter des voies tout à fait nouvelles pour redonner élan à la lutte pour la démocratie et le socialisme dans le monde entier.

Pareille exigence ne résulte pas seulement des conditions diverses dans lesquelles les forces de la gauche de l'Europe occidentale sont appelées à agir. De fait, dans les pays de l'Est européen, on se trouve désormais en face de processus évolutifs, de crises récurrentes et dramatiques qui mettent en cause la conception monolithique du pouvoir, le manque d'institutions représentant effectivement les articulations de la société, la manière fermée et hiérarchique de concevoir les rapports à l'intérieur du « camp socialiste », l'idée selon laquelle le socialisme serait un modèle et non un processus historique se développant à l'échelle mondiale de manières diverses.

Une contradiction a surgi entre une série de facteurs démocratiques et sociaux, entre la croissance culturelle et les nouvelles articulations introduites dans la société par le développement même de ces pays, et d'autre part un système qui ne permet pas une réelle participation démocratique, qu'il s'agisse de la production ou de la politique. Tout cela finit par asphyxier les libertés et énergies créatrices, tout cela freine de surcroît même le dynamisme économique, technologique et culturel de ces sociétés, alimentant un conflit continu entre poussées réformatrices et tendances autoritaires.

Il faut donc prendre acte que même cette phase du développement du socialisme qui a commencé avec la Révolution d'Octobre a épuisé sa force propulsive, comme s'était épuisée la phase qui vit la naissance et l'essor des partis

socialistes et des mouvements syndicaux liés à la 2<sup>e</sup> Internationale. Le monde a avancé, s'est transformé — notamment grâce à ce contexte historique. Il s'agit de le dépasser, en allant de l'avant. L'humanité est confrontée à des problèmes gigantesques, inédits — et finalement des problèmes de survivance — que le capitalisme n'est plus en mesure de résoudre. De nombreux besoins, de nouveaux élans populaires se manifestent sur des modes divers, non seulement dans les pays de l'Occident capitaliste et dans ceux du Tiers-Monde, mais aussi dans les pays de type socialiste.

La vraie réponse à ces problèmes, la réponse la plus positive et la plus progressiste ne consiste pas à fermer les yeux sur la réalité et les tragédies, et encore moins de se livrer à des abjurations antihistoriques. Elle implique au contraire de concevoir la lutte pour le socialisme, pour dépasser le capitalisme et les vieilles structures de pouvoir comme un processus ouvert — qui peut enregistrer des temps d'arrêt ou de recul, mais qui a déjà fait parcourir un long chemin à l'humanité. Un processus dans lequel il importe d'intervenir, par la critique mais surtout par l'action.

Dans la phase actuelle, l'avancée du socialisme dépend, de manière toujours plus nette, des idées et des conquêtes démocratiques et socialistes dans les pays capitalistes développés, en particulier en Europe occidentale, et du succès des expériences les plus progressistes et d'inspiration progressiste qui se réalisent par des voies originales dans les pays du Tiers Monde. Donner une impulsion et des horizons nouveaux à la lutte pour le socialisme en Europe occidentale est essentiel pour ouvrir une phase nouvelle au socialisme dans le monde entier et pour contribuer au renouveau démocratique de la société en Europe de l'Est.

Les événements survenus en Pologne au cours des dix-huit derniers mois, leur aboutissement dramatique ces jours-ci requièrent une réflexion plus générale sur les sociétés d'orientation socialiste, sur leur contexte historique et politique de ces trente-cinq dernières années et sur les problèmes actuels de la lutte pour le socialisme en Europe et dans le monde.

Le point de départ de cette réflexion, que les communistes italiens n'ont pas entamé seulement aujourd'hui, ce sont les dommages qu'a entraînés l'adoption d'un modèle unique — le modèle de type soviétique — dans les pays d'Europe orientale, sur le plan économique et davantage encore sur le plan politique. On ne peut dire que ce soit là une conséquence inévitable des accords de Yalta, tant il est vrai que s'est ouvert dans l'immédiat après-guerre un débat entre dirigeants communistes sur le caractère original qu'auraient dû assumer les démocraties populaires. Le tournant a été pris avec la constitution du Cominform (1947) et avec la condamnation en 1948 de la Yougoslavie qui avait décidé suivre et a suivi une voie originale pour aller au socialisme. La guerre froide et la tension internationale ont contribué à accentuer le tournant. Il est certain que s'est alors ouverte dans tous les pays de l'Est européen une longue période qui — tragiques procès contre dirigeants et militants à l'appui — a mis fin aux tentatives entreprises dans divers pays après la défaite du nazisme pour construire des régimes politiques qui, rompant avec les traditions réactionnaires et autoritaires et sur la base d'une politique d'amitié avec l'URSS, tiendraient compte de l'histoire, de sa structure sociale et de la culture des divers peuples.

Ainsi s'est imposé dans ces pays un processus d'identification au modèle soviétique pour tous ses aspects principaux — modèle qui allait, dans les années ultérieures, être l'objet de dénonciations sévères en URSS même. Les pays dits de « démocratie populaire » ont incontestablement remporté d'importants succès dans le domaine de la construction économique, du développement culturel et de l'élévation du niveau de vie. Mais on n'y a pas consenti l'effort pour assurer un essor effectif de la démocratie; des contradictions toujours plus graves se sont accumulées même dans le domaine économique, et dans certains pays c'est l'identité nationale qui a elle-même été mise à mal.

Ce n'est pas un hasard si la première crise grave de l'après-guerre s'est produite en Pologne peu après la condamnation de la Yougoslavie. Les accusations de nationalisme, articulées contre le groupe dirigeant du parti polonais, étaient indicatives d'un processus qui allait s'étendre bientôt aux pays de l'Est européen.

Pour un pays comme la Pologne en particulier, la construction d'un régime social et politique nouveau et plus progressiste ne pouvait pas ne pas tenir compte des caractéristiques historiques et culturelles de la nation polonaise : présence de grandes masses paysannes possédant leurs organisations, poids et fonction nationale de l'Eglise catholique, présence de fortes minorités juives. Sur le plan économique, il eût été nécessaire et opportun de prévoir une articulation tenant compte des intérêts et des aspirations de diverses couches sociales. Car l'identification — pour l'essentiel — au modèle soviétique constituait pour la Pologne comme pour la Hongrie et pour d'autres pays, une lourde erreur dont les conséquences graves allaient se faire sentir ultérieurement.

Le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS a constitué dans ce contexte un événement d'une portée exceptionnelle, qui a ouvert de grandes espérances. Ce congrès a renoué avec le thème de la nécessité des voies diverses pour aller au socialisme, et l'engagement y a été pris d'œuvrer concrètement au plein rétablissement de la légalité socialiste et pour la démocratisation. La question a été solennellement posée d'un type différent de rapports — économiques, politiques, culturels — entre l'URSS et les autres pays de l'Est, fondés sur le plein respect de la souveraineté de chaque Etat. On y a proclamé dépassées les conceptions de l'Etat-guide et du parti-guide. De nouvelles potentialités semblaient s'ouvrir dans les divers pays de l'Est européen et en URSS même. Et dans le monde entier, grâce à la politique de coexistence pacifique, qui reçut au XX<sup>e</sup> Congrès une impulsion décisive.

Après quelques années cependant, ce processus de renouveau — qui depuis le début avait provoqué au travers des contradictions, des incertitudes et des résistances diverses — s'est ensablé, comme devait le rappeler Togliatti en 1964 dans son « Mémorial de Yalta ». Et cet ensablement s'est produit en raison des limites mêmes du XX<sup>e</sup> Congrès qui, en concentrant sa critique sur le « culte de la personnalité » n'a pas réussi à aller au bout de l'analyse de la structure du système politique de l'URSS. D'où la nécessité d'une réflexion plus profonde, qui va au-delà de la critique d'erreurs précises.

Pourquoi l'échec de ces tentatives répétées de renouveau ? Les difficultés objectives, la pression de l'ennemi qui, des années durant, a fait peser sur ces pays la menace de la guerre et de la subversion interne, la crainte de l'encerclement, la dureté de la guerre froide n'expliquent pas tout. La preuve en a été fournie avec l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. Dans ce pays, l'action pour impulser un nouveau cours démocratique a été entreprise et conduite non par une force comme Solidarnosc, mais par le Comité central du PC tchécoslovaque, décidé à réformer une gestion politique et économique qui contrastait violemment avec le degré de développement économique et culturel de la société tchécoslovaque.

L'invasion de la Tchécoslovaquie, interrompant brutalement cette tentative généreuse de renouveau, a administré la preuve que la nécessité de rénover profondément les régimes de l'Est se heurtait non seulement au modèle soviétique, mais avec une conception du « camp socialiste » qui limite le développement autonome des pays alliés.

Il est vrai — et nous en sommes bien conscients — que le développement de la coexistence et la défense de la paix ne peuvent à l'heure actuelle faire abstraction de l'existence de deux blocs en Europe, et que des ruptures déstabilisantes comportent des dangers sérieux pour la paix. Mais cela ne peut justifier qu'on étouffe les besoins de liberté, d'indépendance, de rénovation de la vie économique, sociale, politique, culturelle qui s'expriment aujourd'hui dans le

monde entier. Au contraire, la coexistence doit être la condition et l'instrument pour que ces processus se déroulent dans la paix et la sécurité. Car les blocs ne peuvent être conçus — à l'Ouest comme à l'Est — comme des réalités immobiles et immuables, comme des camps idéologico-militaires gouvernés par une logique de puissance. Il s'agit au contraire d'une réalité politique que le développement même de la coexistence pacifique doit transformer et dépasser. Et la coexistence pacifique elle-même ne peut se borner à être l'expression de rapports diplomatiques et d'accords entre Etats, mais requiert l'intervention active des peuples et avant tout d'un large mouvement pour la paix.

[...]

Nous n'acceptons pas — ni pour l'Italie, ni pour aucun autre pays — une logique par laquelle les changements nécessaires seraient sacrifiés à la sécurité dans des termes où celle-ci est conçue et imposée par la puissance hégémonique. C'est la condition pour ouvrir une nouvelle phase dans la lutte pour la paix et le socialisme : d'une part affronter les contradictions nouvelles nées de l'actuelle structure du monde — d'autre part, donner une réponse et un élan aux nouveaux besoins qui — dans tous les systèmes sociaux — surgissent des conditions plus évoluées du développement, des consciences, des potentialités scientifiques et culturelles.

Réfléchissant ainsi jusqu'au bout, sans embarras et sans réticences, sur la crise des pays de l'Est, nous n'arrivons pas à la conclusion que les perspectives du socialisme sont désormais obscurcies et que les événements en démontrent la faillite.

Les frontières du socialisme ne coïncident pas avec les frontières des pays de l'Est européen : le socialisme est un mouvement historique qui se développe à l'échelle mondiale.

La révolution socialiste d'octobre 1917 en Russie a constitué le plus grand événement révolutionnaire de notre époque. Dans le monde entier, sa force a été énorme, propulsant le développement des luttes de libération et d'émancipation des travailleurs et des peuples opprimés.

Au travers d'épreuves dures et héroïques, de sacrifices immenses, et en dépit du poids des tragédies et des dégénérescences de la période stalinienne, l'Union Soviétique s'est libérée du terrible retard de l'époque pré-révolutionnaire, est devenue une grande puissance industrielle et a été en état de résister à l'offensive du nazisme et du fascisme, d'apporter une contribution déterminante à leur défaite et d'ouvrir ainsi un nouveau chemin aux peuples d'Europe et du monde. La révolution d'octobre a brisé la domination incontestée du capitalisme et de l'impérialisme, a contribué à la naissance des partis communistes dans le monde entier, a impulsé leur combat pour l'émancipation économique et politique ainsi que celui des mouvements révolutionnaires, de libération et d'indépendance des peuples ex-coloniaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les conquêtes que la révolution d'octobre a rendues possibles pour les masses ouvrières et populaires de tant de pays, les changements qu'elle a déterminés dans les équilibres mondiaux en faveur du socialisme, tout cela a compté et compte grandement.

Le PCI ne sous-estime pas le rôle que joue l'URSS à l'échelle mondiale. Ce rôle converge quelquefois avec les intérêts des pays et des peuples qui se battent contre l'impérialisme et les régimes réactionnaires, pour leur libération et leur indépendance nationale, quelquefois il contredit ces mêmes intérêts — quand il ne les viole pas ouvertement, comme c'est le cas pour l'intervention militaire en Afghanistan.

L'exigence pour l'Europe d'une « troisième voie » naît de ce contexte historique et de ces réélaborations théoriques. Ils se trompent, ceux qui veulent faire croire que les idées, le besoin, la nécessité d'une transformation socialiste seraient désormais dépassés. Ce qui est dépassé, en vérité, ce sont les vieux

schémas politiques et idéologiques — une conception déterminée du socialisme, de l'organisation du pouvoir et de l'Etat, des rapports avec la société. Mais la réalité, l'exacerbation de contradictions qui remettent en cause le sort de la civilisation humaine et que le capitalisme ne réussit plus à résoudre, tout cela fait surgir le besoin du socialisme, qui apparaît comme une nécessité objective, comme un besoin historique. Le « modèle » adopté en Union soviétique, et transmis aux pays de l'Est, est un modèle qu'on ne peut répéter ; toute séparation entre socialisme et démocratie est inacceptable, comme est inacceptable toute séparation entre formes de propriété et de contrôle social des moyens de production et formes d'organisation démocratique du pouvoir politique.

Pour le surplus, il est clair qu'il faut aller au delà des expériences des partis sociaux-démocrates. Non seulement pour ce qu'ils ont apporté dans le passé de négatif, de subalterne et de défaites pour le mouvement ouvrier, non seulement parce qu'ils n'ont pas eu la force et la volonté de mettre en cause les structures du pouvoir capitaliste, mais en raison de la grande nouveauté des problèmes irrésolus de l'Occident. Les expériences et les chemins qui ont été jusqu'à présent ceux de la social-démocratie et qui ont apporté dans certains pays d'importantes conquêtes sur le plan social et politique, apparaissent aujourd'hui bloquées par la crise d'un modèle de développement et de consommation, par la crise même de l'Etat, les nouveaux phénomènes de marginalisation frappant les masses. D'où une recherche nouvelle d'idées et de programmes concrets politiques et de gouvernement — de la France à la Grèce, de la Scandinavie à l'Allemagne. L'actuelle crise capitaliste — avec les conséquences qu'elle fait peser sur les masses populaires et les périls qu'elle entraîne pour la paix et l'avenir de la démocratie — exige, plus que jamais, que toutes les forces du mouvement ouvrier en Europe s'engagent dans une nouvelle voie vers le socialisme. L'Europe occidentale peut et doit jouer un grand rôle dans la lutte pour la construction de nouveaux fondements politiques internationaux et pour un nouvel ordre économique mondial. Pour assumer ce rôle, elle doit entreprendre elle-même de profondes réformes intérieures. Les réponses conservatrices à la crise qui ébranle la société capitaliste sont intenable : elles impliquent des millions de chômeurs, l'arrêt des forces productives, la décadence et la soumission aux plus grandes puissances capitalistes.

Les communistes italiens revendiquent pour eux-mêmes une place autonome et positive dans le débat en cours, dans les rencontres, dans les confrontations ouvertes avec les partis communistes au pouvoir, et singulièrement avec celui d'Union soviétique. Le PCI a l'intention de maintenir des rapports normaux avec tous les partis communistes, de la même manière qu'avec toutes les autres forces socialistes, révolutionnaires et progressistes, sans liens particuliers ou privilégiés avec aucun, sur la base d'une absolue autonomie de pensée et d'action politique, sans chaînes idéologiques, politiques ou organisationnelles. Le PCI confirme qu'il considère comme dépassée l'idée d'un mouvement communiste homogène, séparé de l'ensemble des forces du mouvement ouvrier international, des mouvements socialistes progressistes et de libération. D'où la conception et la pratique d'un nouvel internationalisme, exercé par une force comme la nôtre, qui par son patrimoine historique, sa culture, son autonomie politique et d'idées, lié à toutes les expériences socialistes, révolutionnaires et progressistes du monde. Pour les communistes italiens, le maintien et l'extension de ces relations constitue une condition importante pour contribuer à affirmer une politique de détente et de coexistence pacifique, de rapports amicaux et d'intérêt réciproque entre les Etats et les peuples, et en même temps pour faire avancer les idées de la démocratie, du progrès et du socialisme comme choix autonome de chaque peuple.

Le PCI, le parti de Gramsci, Togliatti et Longo, est en état de faire face aux épreuves qu'il doit affronter. Nous ne pourrions négliger les tentatives plus ou moins mesquines de ceux qui, en ce moment comme en tant d'autres occasions, cherchent à instrumentaliser les très graves événements de Pologne à des fins



de politique intérieure — pour diviser le mouvement ouvrier et populaire face à la dure offensive de classe, qui tend à frapper les conquêtes démocratiques et sociales de ces années de notre république.

Notre lutte et notre dénonciation sont et resteront fermes et résolues contre pareilles tentatives.

La route dans laquelle nous nous sommes engagés sera longue à parcourir. Au fil de discussions passionnées et d'approfondissements raisonnés des problèmes, il nous faudra vaincre tant les résidus de visions mythiques et conservatrices que les positions qui conduiraient à liquider notre patrimoine historique et idéologique. Nous devons défendre et renforcer l'unité du parti autour d'une ligne qui est la plus efficace et pour transformer le cours des choses en Italie, et pour contribuer à donner un élan nouveau à la lutte pour le socialisme à l'échelle mondiale.

(Unità, 30/12/1981).

# Rénovation urbaine et spéculation foncière

Jacques Aron a présenté une communication sur ce thème aux Journées d'étude du Masereelfonds, des 13 et 20 décembre derniers. Au centre de ces Journées, l'examen de « La rénovation de la ville et du village comme aménagement spatial du capital ».

J'ai eu la chance de pouvoir suivre, par intérêt professionnel et politique, l'évolution urbanistique de la région bruxelloise et d'écrire à son sujet, depuis 1962, une série d'articles et d'études.

J'en ai consacré une part importante à analyser les mécanismes de la spéculation foncière car il me semblait que celle-ci était devenue, pendant les années de croissance économique, à la fois le moyen et le but d'une certaine politique en matière d'urbanisme.

A première vue, la situation actuelle paraît très différente de celle que nous avons connue pendant environ 20 ans, de 1956 à 1976.

Tout le monde parle aujourd'hui de rénovation et même de rénovation légère ou douce.

Aussi la question m'a-t-elle été souvent posée de savoir dans quelle mesure l'orientation actuelle résultait d'un nouveau plan organisé dans lequel les intérêts immobiliers ou le marché foncier joueraient un rôle.

Certains ne seront peut-être pas d'accord avec l'hypothèse que j'avance, mais je crois devoir dire que, selon moi, la spéculation foncière ne joue plus en ce moment le rôle déterminant qu'elle a pu avoir il y a seulement quelques années.

Elle n'a jamais été absente de l'histoire de Bruxelles comme de toute autre ville. Il n'y a pas de mutation urbaine qui ne se soit accompagnée de changements dans les valeurs foncières.

L'extension des faubourgs de Bruxelles au XIX<sup>e</sup> siècle et les transformations de l'ancien centre urbain ont été à l'origine de nombreuses fortunes.

Cependant, dans les années soixante, nous avons assisté à un phénomène d'une autre nature.

Les pouvoirs publics ont développé à cette époque une politique concertée qui visait à utiliser la ville comme instrument au service des groupes financiers les plus puissants. Il s'agissait de regrouper au cœur de la cité les états-majors politiques et économiques.

L'Etat se proposait de mettre à leur disposition les avantages de la concentration urbaine en améliorant l'accessibilité du centre à partir de n'importe quel point du territoire national et de l'étranger.

Tout a été mis en œuvre pour réaliser cet objectif et notamment de coûteux travaux d'infrastructure : le chemin de fer, les autoroutes et ensuite le métro. S'ils l'avaient pu, les pouvoirs publics s'apprêtaient à traverser Schaerbeek à l'aide d'une autoroute afin de relier directement le World Trade Center (le nom est tout un programme) à l'aérodrome de Melsbroeck.

Pour mener à terme cette politique, il fallait rassembler des moyens énormes auxquels les possibilités des pouvoirs publics ne pouvaient suffire.

C'est pour mobiliser le surplus de capitaux accumulés pendant la croissance — les capitaux « flottants » — pour puiser dans les réserves des organismes financiers, caisses d'assurances ou de pensions, etc., que les mécanismes spéculatifs ont été utilisés. Le centre de la ville — la nouvelle City — devait être consacré aux activités procurant les rentes foncières les plus élevées et aux constructions les plus denses. La législation sur l'urbanisme ainsi que le mode de construction habituel ont été bouleversés.

Les règles traditionnelles concrétisées par les règlements communaux de la bâtisse ont fait place à la pratique des dérogations ou au plan particulier d'aménagement. Toute expropriation réalisée en application du plan devenait d'utilité publique même si le plan n'avait été inspiré que par des intérêts privés.

200.000 m<sup>2</sup> de plancher à usage de bureaux ont été construits chaque année pendant 15 ans, soit un investissement annuel de plus de 5 milliards dans ce seul domaine. Certains cas ont révélé qu'un terrain, acheté par une société immobilière à l'Etat pour le prix de 22 millions, pouvait en changeant d'affectation et en y autorisant une densité d'occupation plus élevée, être revendu deux ans plus tard à un groupe multinational pour le prix de 83 millions. Le sable bruxellois devenait un filon plus riche que les mines d'Afrique du Sud. Le Parti communiste ne se trompait pas en diffusant en 1973 une brochure intitulée : La Belgique au pillage.

Les conséquences de cette politique sont connues.

Crise de surproduction : aujourd'hui encore, plus d'un million de m<sup>2</sup> de bureaux sont vides ! Une partie de la bourgeoisie aisée s'est dirigée vers la périphérie mais son exode a été freiné par la résistance des populations néerlandophones à l'extension de la banlieue francophone. Les destructions massives ont provoqué la naissance de comités de quartier. Les logements des quartiers promis à la démolition ont été occupés par les travailleurs immigrés. De nombreux propriétaires,

attirés par l'espoir d'une vente prochaine à un promoteur, ont négligé d'entretenir leur bien.

Je pense que c'est essentiellement dans les contradictions engendrées par la politique que je viens de décrire qu'il faut chercher l'origine du revirement que nous vivons à présent.

Le sacrifice de la ville aux intérêts de la productivité, la recherche du profit à court terme, au mépris des coûts sociaux, a engendré des réactions puissantes. Des quartiers populaires ont été détruits, mais aussi des quartiers bourgeois. Le patrimoine commercial du centre-ville a été menacé.

Les finances communales se sont trouvées en difficulté. Les travaux incessants, les déchets d'un aménagement urbain uniquement préoccupé de rentabilité ont cimenté l'opposition de couches sociales aux intérêts différents.

Il me semble que la résistance la plus forte s'est fait sentir dans les milieux de la bourgeoisie urbaine traditionnelle. Cette résistance, s'appuyant sur un large mécontentement populaire, a permis à de nouveaux groupes de pression de se faire entendre. La télévision, la radio, les journaux locaux et un pouvoir politique nouveau né d'une poussée décentralisatrice ont fait écho à ce mouvement. De jeunes intellectuels, issus de l'enseignement supérieur dont la base sociale s'était considérablement élargie, lui ont donné une forme particulière. Des jeunes gens, à la recherche d'un autre modèle de société, y sont entrés en contact avec des éléments plus conservateurs, nostalgiques de la « belle époque ».

A tous les niveaux, les responsables politiques ont dû faire face à cette nouvelle situation. Pour beaucoup la reconversion n'a pas été facile. Les dirigeants des grandes entreprises et notamment ceux du secteur immobilier ont été désarmés. L'organisation des entreprises de construction avait été largement conditionnée par la taille et la nature des travaux réalisés pendant les vingt dernières années. Mais il fallait d'abord apporter une réponse politique aux déséquilibres sociaux les plus dangereux. L'urbanisme des dernières années a renforcé toutes les formes de ségrégation aux points de vue démographique, ethnique, économique et culturel. Les risques de conflits s'en trouvaient augmentés.

La rénovation urbaine, qui jusqu'à présent correspond davantage à un slogan qu'à une réalité, allait-elle permettre de répondre à ces données nouvelles ?

Elle pouvait incontestablement s'appuyer sur cette bourgeoisie urbaine traditionnelle à laquelle j'ai fait allusion. Je partage entièrement l'avis exprimé par Manuel Castells dans son livre sur la question urbaine, selon lequel la ville représente pour cette bourgeoisie un enjeu culturel et symbolique indispensable à son statut social et qui risquait d'être balayé impitoyablement par la logique destructrice du profit. Comprenant un nombre élevé de propriétaires de leurs logements, détenteurs d'un patrimoine architectural et jouissant encore de moyens financiers et d'une influence politique non négligeable, cette couche sociale pouvait se révéler bénéficiaire de la redistribution d'une partie des crédits publics.

Il est beaucoup moins sûr, par contre, que la population des quartiers moins favorisés, les travailleurs immigrés sans représentation politique même au niveau communal bien qu'ils constituent à présent le quart des habitants de l'agglomération, puissent espérer les mêmes avantages.

Au contraire, ils risquent bien d'être les victimes d'une politique de rénovation qui entraîne la hausse des loyers. Même si elle est sans commune mesure avec celle enregistrée auparavant, la plus-value des terrains et des immeubles produite par la rénovation peut avoir des conséquences sociales désastreuses. J'ai vu récemment avec stupeur à Lübeck comment des impasses moyenâgeuses aux constructions fisurées, habitées par des travailleurs immigrés, se transformaient en ravissantes venelles dignes de la « Belgique Joyeuse ». Quelques destructions pour créer par-ci, par-là une placette arborée, un pavement proprement dessiné, des murs de briques espagnoles qui surgissaient miraculeusement sous l'enduit noirci. Le quartier est prêt pour de nouveaux occupants.

La rénovation peut, si l'on n'y prend garde, être un moyen tout aussi efficace et bien plus hypocrite de déplacer la population. Cette conséquence, cependant, n'est pas fatale. Elle est aussi l'objet de la lutte politique. Pour qu'il n'en soit pas ainsi il faut mettre les critères sociaux de rénovation avant les critères esthétiques.

Orienter les dépenses publiques vers les équipements ou l'aménagement de la voirie des quartiers populaires, favoriser les petits propriétaires, donner des garanties et des moyens aux locataires, associer les habitants de ces quartiers et notamment les travailleurs immigrés à la rénovation, respecter leurs particularités, voilà quelques conditions d'une orientation plus démocratique.

A cette échelle, la pression politique peut peser plus lourd que la spéculation foncière.

Sur le plan politique, l'analyse des luttes de quartier n'est pas facile à mener.

Leur défaut est d'être souvent polarisée sur certains problèmes, celui du logement par exemple. Elles projettent ainsi, parfois inconsciemment, l'image culturelle dominante du lotissement résidentiel dont toutes les activités productives ont été exclues. L'évolution des quartiers vers ce modèle, sous le prétexte d'éliminer des nuisances, parfois réelles, cause un grand préjudice à la population locale travailleuse.

Il me semble cependant que la rénovation urbaine, si elle peut servir les intérêts de certaines couches sociales favorisées, n'entraîne pas du tout dans les préoccupations des grands groupes financiers et industriels.

Au contraire, elle propose des buts qui ne coïncident pas avec la production de masse pour le profit. Pour reprendre la distinction établie par H. Lefebvre, elle envisage la ville, le quartier comme une œuvre plutôt que comme un produit.

Cela signifie qu'elle ouvre un domaine à des formes nouvelles de communication, d'expressions personnelles, d'engagement bénévole au service d'une communauté. Elle renoue ainsi avec une riche tradition populaire qui se traduit aujourd'hui encore dans certains quartiers par

le soin apporté au jardin, à l'aspect de la maison, aux rideaux, à la décoration des fenêtres, etc.

La quantité de travail volontaire prestée pour ces tâches trouve son prolongement dans la disponibilité des habitants en vue d'embellir leur environnement. Dans la rénovation urbaine, telle qu'elle est apparue en opposition à la réorganisation voulue par le capital, les éléments affectifs ont largement pris le pas sur les intérêts spéculatifs.

Ainsi la rénovation urbaine ne m'apparaît pas, contrairement à l'aménagement entrepris par l'Etat dans les années soixante, comme le résultat d'une action planifiée. Plutôt que de la considérer comme la réponse capitaliste à la crise en opposition à la réponse antérieure à la croissance, je crois qu'il faut y voir encore aujourd'hui un enjeu politique ouvert, mal maîtrisé par le pouvoir en place dont l'organisation et les moyens sont peu adaptés à cette situation mouvante.



# EN REVUES

## CONTRADICTIONS Quel travail social ?

Des traces de pieds qui s'égareront sur fond d'herbe bleue... La couverture du troisième dossier de la revue « Contradictions » consacrée au travail social s'interroge et nous interroge sur la pratique d'un métier pavé de bonnes intentions.

Soyons franc, la partie philosophique du dossier a un cachet de déjà vu. J'irais même plus loin : la revue « Esprit », en avril 1972, avait exprimé plus clairement les angoisses des professionnels du travail social que ne le fait « Contradictions ».

Essoufflement ? A en croire un animateur de la revue, ce numéro 29 est l'enfant naturel du n° 19/20 intitulé « *Travail social alternatif* », lui-même lancé à la suite du premier dossier intitulé « *Travail social, travailleurs sociaux* ». Mille neuf cent septante sept, mille neuf cent septante neuf, mille neuf cent quatre-vingt un... L'ensemble des trois dossiers, publiés en six ans, donne un fameux cocktail d'idées généreuses, de réflexions cinglantes, de théories fumeuses — pour en arriver à un bilan dont le pessimisme aurait plus de valeur s'il s'était nourri de nouvelles réflexions cueillies sur le terrain. Lorsqu'on lit un titre tel que « *Pistes pour pratiques silencieuses : ébauche d'une méthodologie d'analyse — intervention socio-historique en travail social individuel* », l'angoisse vous prend. Et la lecture est d'autant plus lourde à digérer lorsque vous vous souvenez avoir participé, deux ans plus tôt, à une table ronde informelle, censée répondre à un besoin de « pistes idéologiques », et que vous vous retrouvez dans un langage codé, produit par un sociologue sûrement très

compétent mais peu doué pour la communication sociale...

« Les fonctions idéologiques du travail social », autre article théorique, prennent vingt pages pour démontrer l'élémentaire, à savoir que la récupération est au bout du chemin. Que vous soyez un assistant social « alternatif », classique ou même baba-cool, vous êtes un contrôleur social.

Plus impertinent et lié à une réflexion actuelle, l'article de Michel Autes, consacré au travail social et à la pauvreté risque un parallèle audacieux entre le pauvre et l'incarcéré. « Nous ne disons pas que c'est le travail social qui produit les pauvres. De même que la prison ne produit pas la criminalité. Mais, confronté à des modes de vie, à des situations qui sont en écart par rapport à la norme sociale, le travail social gère ces écarts et trouve les accommodements avec le système. » ... « Travail social et pauvreté ne sont donc pas seulement des réalités isolées qui entretiendraient des rapports entre elles. Ils sont les deux faces d'un même phénomène. Si le travail social n'est pas la cause de la pauvreté, c'est pourtant lui qui la met en forme, lui fournit les formes et les cadres de son existence. Changer la pauvreté, c'est donc changer le travail social. »

Malheureusement, nos aînés et nos cadets pourraient arriver à cette conclusion sans lire « Contradictions ». Les années à venir ne demandent plus le plasticage des statues vieillottes consacrées au paternalisme social. Elles exigent davantage. Des projets sérieux, permettant aux travailleurs sociaux, non pas de ne pas contrôler — cela fait partie de leur rôle — mais de le faire sans ambiguïtés. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui en Wallonie, se réunissent des groupes informels de travailleurs sociaux qui évoquent la

possibilité d'une Maison sociale, d'un travail de groupe, d'un travail contractuel avec une entité communale ou un particulier. « Contradictions » n'aurait-il plus l'oreille du petit monde du travail social ?

En retard d'une bataille, il règle ses comptes avec le Comité général d'action des Marolles. L'hypothèse de Luc Carton et Paul Grell : « le CGAM ne veut pas de la participation des habitants car celle-ci est contradictoire avec l'objectif suivi par lui, à savoir : une rénovation urbaine plus proche des couches intellectuelles et techniciennes de la petite bourgeoisie que de la réalité sociale du quartier ».

En confrontant les textes du CGAM (information destinée à l'opinion, rapports d'activité et recherches, rapports internes) dits « discours sur l'action » avec une certaine présentation de l'action réalisée, les auteurs s'efforcent de démontrer qu'un glissement s'opère dans la pratique du CGAM. Glissement de la lutte contre la pauvreté urbaine vers des activités visant à humaniser le quartier. Ce glissement (coupable) s'est produit, selon les auteurs, pour une série de raisons assez diverses — parmi lesquelles figure en bonne place la non-représentativité du comité par rapport à la population réelle. En dérive, selon Carton et Grell, une sous-estimation des capacités politiques et sociales de cette population. Mais, à lire « Le Marollien rénové », on perçoit nettement un effort de conscientisation politique qui est loin d'être négligeable. La « bataille des loyers » a-t-elle vraiment été une opération de technocrates ? Les tentatives de remise au travail ont-elles toutes échoué ? Quant au fonctionnement efficace de la démocratie directe, Carton et Grell connaissent-ils beaucoup d'exemples d'assemblées de base à la foisournies, animées et régulières ? Il y a un certain angélisme (technocratique ?) dans la démonstration des auteurs, par ailleurs lourde et souvent laborieuse.

La critique de Bernard Francq et Joseph Noël sur le CPAS de Charleroi met en cause une réforme mal digérée : celle des Centres publics d'aide sociale. Une gestion lourde, une institution obèse. « Les CPAS pour l'ensemble de la Wallonie et de Bruxelles disposent de onze milliards. Ma foi, onze milliards qui permettent de faire pas mal de choses », écrivent les auteurs.

Demi-vérité dans la mesure où ces mastodontes de l'aide sociale que sont les CPAS gèrent (ou cogèrent) les hôpitaux. L'aide individuelle, « le service des secours », comme l'appellent les gens du métier, sera toujours le parent pauvre de l'aide sociale. 335 F par habitant et par an pour Charleroi.

La dénonciation du manque d'autonomie des travailleurs sociaux et du manque d'imagination sociale des directions triumvirales des CPAS (président, secrétaire, receveur) garde toute son acuité. Jouant les conseillers à la Cour des comptes, les auteurs critiquent les salaires annuels somptueux : 2,4 millions pour le président, 3,5 millions pour le receveur et le secrétaire. Et à côté de cela, on moralisera la « cliente » marginale ayant dépensé sans discernement une avance pécuniaire faite par le CPAS.

Tout cela est vrai, mais ne vaudrait-il pas mieux sensibiliser les travailleurs sociaux pour qu'ils présentent des réformes internes au CPAS en prenant appui sur les demandes de la population locale ? Un des problèmes consiste peut-être, tant pour les travailleurs sociaux que pour l'ensemble du personnel des CPAS, à ne pas voir d'autre chemin que celui qui a été défriché par la bienfaisance catholique du 19<sup>e</sup> siècle, prise en relais par la bonne conscience de la bourgeoisie laïque. On a parfois les tutelles que l'on mérite.

Mais je m'en voudrais de ne pas terminer par une note optimiste.

En cette époque de prépension massive, le travailleur attrape « le bourdon » et tombe dans la déprime, car il



se sent rejeté de ce qui constituait l'essentiel de sa vie. A savoir le lieu de travail, lieu de rencontre et d'exploitation tout à la fois, mais lien vivant. L'expérience menée par Maritza Ivanovic et Myriam Sommer consistant à unir universitaires et prépensionnés pour agir sur le présent et participer à la vie sociale, a permis de retrouver une solidarité que beaucoup croyaient perdue, en bêchant solitairement leur jardin. Ainsi donc, à condition de ne pas être une expérience sans lendemain, le travail social fait partie des vitamines de l'an 2000. Prise de conscience culturelle, nouvelle prise de conscience syndicale ont fait de ces pensionnés FGTB et CSC rassemblés autour de *Canal Emploi* et de l'université de Liège, des pionniers de la reconversion sociale.

Car, en animateurs du troisième âge, ils ont réussi en trois ans à sensibiliser la presse locale, les organisations syndicales, une partie de la population, à leur existence et à leurs revendications. Sans doute y a-t-il là un filon insuffisamment exploité par les travailleurs sociaux. Le débat reste ouvert.

**Jean-Pierre KEIMEUL.**

## CRITIQUE RÉGIONALE

Un an après avoir mis sur pied un colloque sur le thème « De l'innovation technologique à la production industrielle », le centre régional wallon de l'ULB à Nivelles récidive et approfondit sa réflexion en s'attaquant au thème « *Du mode de production des sciences : finalisation/autonomie de la recherche* ». Le numéro 6 de « Critique Régionale » (novembre 81) est consacré aux actes de ce colloque qui s'est tenu en mai 81.

Thème ambitieux s'il en est!

D'abord parce que difficile et multiple : sciences humaines et sciences exactes (ou sciences molles et sciences dures, comme le dit le document de présentation du colloque), recherche

fondamentale et recherche appliquée, sciences nobles et sciences subalternes, l'analyse doit évidemment tenir compte de ces coupures, qui, réelles ou illusives, imposent une approche différenciée du sujet.

Ensuite parce que l'issue de ce débat conditionne plus l'avenir scientifique. La vision la plus classique du fonctionnement de la science n'est que très modérément dialectique : ainsi, on entend souvent parler d'interface science/société, ce qui situe l'interaction avant tout au niveau d'éventuelles applications, et l'effet en retour de la vie sociale sur les progrès des sciences au niveau de l'influence de la technologie sur l'instrumentation. Ici, c'est de tout autre chose qu'il s'agit : au-delà de l'ancienne séparation fondamentale/appliquée, ce sont les déterminations sociales de la formation et de la maturation des sciences elles-mêmes qui sont visées. Cette problématique conduit en droite ligne à se demander s'il est possible de définir une politique de la science, au sens fort du terme, capable d'orienter l'évolution des sciences et pas seulement d'utiliser leurs retombées.

Enfin parce que ce thème est devenu tabou après l'affaire Lyssenko et les passions qu'elle a suscitées il y a une trentaine d'années. Mettre en cause le pouvoir des communautés scientifiques quand on définit des objectifs de recherche (surtout fondamentale), cela sent le soufre : chat échaudé craint l'eau froide.

L'affaire Lyssenko a brutalement interrompu un débat qui avait été bien lancé, notamment par Nikolai Boukharine lors de ses dernières interventions importantes, au « Second congrès international d'histoire de la science et de la technologie » durant l'été 1931, à Londres. Il y affirmait fortement l'apport potentiel d'une production scientifique rationalisée au développement d'une économie planifiée.

La tenue d'un colloque comme celui de Nivelles contribue d'une part à renouer les fils de notre histoire intellectuelle, et d'autre part à mettre en contact des spécialistes de différentes disciplines, généralement soumis au cloisonnement de l'institution universitaire : le mérite est donc double.

Comme souvent dès qu'un projet est réellement ambitieux, les actes du colloque montrent que le programme a été inégalement réalisé.

Les sciences humaines — encore que, comme l'affirme dans son introduction Jean Michot, recteur de l'ULB, il n'y ait science qu'humaine! — telles qu'elles sont pratiquées dans les institutions universitaires ou de recherche, se définissent sans doute plus aisément comme des techniques d'intervention sociale que comme des sciences constituées. On n'y trouve pas d'énoncé homogène qui s'impose à l'évidence, pas de normalité. C'est ce qu'ont tenté de montrer, pour la sociologie et la linguistique, Patrice Bergheaud et Pierre Tripier. Dans des domaines comme ceux-là, les choix opérés par le pouvoir apparaissent plus clairement comme déterminants pour l'évolution de la discipline que dans les sciences dures, où les interventions directes sont souvent perçues comme favorisant ou bloquant un développement dont la potentialité préexiste à ces interventions.

C'est précisément ce type de représentation que la contribution du physicien Marcelo Cini met à mal, en montrant comment les *critères d'acceptabilité* d'une théorie ont évolué au cours du 20<sup>e</sup> siècle : selon lui, les théories qui ont actuellement cours en physique des particules élémentaires se seraient probablement vu refuser ce statut il y a une cinquantaine d'années. On peut constater que le caractère prédictif des théories (« ça marche? ») a été valorisé, au détriment de leur cohérence et de leur pouvoir explicatif. Pour Cini, les raisons de cette évolution sont sociales ; elles sont extérieures à la physique, et

tiennent à un bouleversement du mode de production capitaliste qui a fait une marchandise de l'information elle-même. Bien que ne coulant pas de source, cette thèse a pour elle de mettre le doigt sur un des mécanismes de la détermination sociale de l'expansion scientifique.

Il serait sans doute présomptueux de nier que la France a joué dans l'histoire des sciences un rôle plus important que la Belgique, et que, dans la perspective globalisante du colloque de Nivelles, l'étude de grandes écoles françaises (Terry Shinn) et des programmes français de recherche en sciences sociales (Michael Pollak) soit éclairante. Mais il me paraît regrettable que les institutions belges de recherche et d'enseignement supérieur n'aient fait l'objet d'aucun exposé. C'est sans doute révélateur de l'état embryonnaire de la recherche en sociologie des sciences dans notre pays ; témoigne d'ailleurs du même phénomène le fait que les organisateurs du colloque n'aient trouvé que le cadre spécial temporaire pour mener à bien leur projet ! Sans commentaire...

A lire le compte-rendu des discussions qui suivent les exposés, il apparaît qu'un thème hante l'esprit des participants : celui de l'interdisciplinarité, ou a contrario, de la légitimité de la constitution d'un champ de connaissances en science (l'accès au stade paradigmatique, comme disent les spécialistes). On peut ainsi questionner l'histoire de la chimie, que sa situation expose particulièrement à ce type d'examen. C'est ce qu'a fait Baudoin Jurdat, dans une contribution qui tente d'unifier les différentes parties de la chimie (organique, physique, spectroscopique, etc.) autour de l'idée de style. C'est à raison, me semble-t-il, que plusieurs participants se sont élevés contre le caractère vaseux ou métaphysique d'une telle proposition. Ce qui ne règle toutefois pas le problème : si la chimie a une spécificité

autre que celle que lui tolère l'impérialisme intellectuel de la physique (à savoir la mise au point de techniques instrumentales sophistiquées et l'approfondissement d'énoncés théoriques partiels, construits sur des données de la physique), elle est probablement à reconstituer à partir de filières oubliées lors de sa soumission à l'industrie au XIX<sup>e</sup> siècle, comme le suggère Isabelle Stengers. Mais je ne connais pas d'exemple d'un tel travail, et il n'est pas évident qu'il soit encore possible...

Cette volonté de dé-hiérarchiser les sciences est nettement affirmée dans les réponses qu'Isabelle Stengers apporte à la question : comment parler de la science dans la société ? Elle y mène une navigation difficile entre deux écueils : l'un consiste à ratifier le réel et à en faire le critère d'une normalité ; l'autre consiste à se laisser tenter par une illusoire réécriture de l'histoire d'une discipline en imaginant d'éventuelles bifurcations qui n'ont pas fait l'objet d'exploration dans le passé. Au delà de ces écueils, c'est sous la forme d'une stimulante provocation intellectuelle qu'Isabelle Stengers met en lumière le rapport dialectique qui lie autonomie et finalisation de la production scientifique, rapport qui interdit d'opposer abruptement ces deux moments d'un même processus.

C'est dire qu'il n'y a certainement pas de réponse simple à la question que se posent les animateurs du Centre de sociologie et d'économie régionale de L'ULB, et que cette question (est-il possible de maîtriser peu ou prou les déterminations sociales de la production scientifique, et si oui, comment ?) reste largement ouverte.

**Pierre GILLIS.**

Critique Régionale, numéro 6 (novembre 1981),  
rue des Canoniers, 12, B-1400 Nivelles. Prix du  
numéro : 200 FB.

Du (bon) pain sur la planche dans le numéro de novembre-décembre 1981 du « Bulletin de la F.A.R. » (\*). Le texte du manifeste du Front commun syndical wallon du 25 septembre. Une étude d'Yvette Lauwers et Jean-Claude Bodson sur « La réparation des accidents du travail ». Une autre (à suivre) de Jacques Gennen sur « Le régime des amendes et retenues sur la rémunération. Responsabilité du travailleur ». Dans un exposé de Marcelle Hoens, l'attitude de la FGTB devant l'interruption volontaire de grossesse, toujours sanctionnée chez nous par une législation des plus répressives alors que la Belgique est parmi les pays les plus avancés socialement. Répression qu'exerce au mépris de la liberté de convictions et va de pair avec une vieille méfiance de nos pouvoirs publics devant tout ce qui touche à la sexualité (l'éducation sexuelle et la contraception sont aujourd'hui pénalisées par les compressions budgétaires et l'information en la matière laisse toujours à... désirer). Tout cela sur fond d'hypocrisie sociale, alors que 93,1 % des cas d'avortement sont motivés par des raisons socio-économiques.

Jean-Marie Chauvier apporte un copieux complément à son ouvrage sur l'économie soviétique, « L'URSS au second souffle », publié en 1976 par la F.A.R. Si l'indignation est légitime devant maints aspects de la politique intérieure et extérieure de l'URSS, il ne s'agit pas pour autant, fait observer l'auteur, de cautionner certaines idées vraiment trop caricaturales qui ont cours sur la société soviétique dans beaucoup de media occidentaux, particulièrement au plan économique. En matière agricole par exemple, sait-on que l'Ukraine a des rendements supérieurs, dans des conditions naturelles analogues, à ceux des États céréaliers des USA ? On apprend aussi au passage que l'URSS est à l'avant-garde, entre

autres, en ce qui concerne les méthodes de protection biologique des plantes, contre l'usage intempestif des produits phytosanitaires.

Les difficultés sont certes nombreuses et l'étude de J.M. Chauvier, basée notamment sur une lecture des statistiques qui se veut attentive, permet de mieux les évaluer et en déceler les causes à travers le bilan des années septante, une analyse des questions agricoles et des problèmes de l'entreprise, une appréciation des réformes dans la planification et la gestion depuis 1965. A cet égard, l'auteur se demande si des tentatives de stimulation économique telle que la « méthode Zlobin » (brigades autogérées passant des contrats avec la direction), qui se révèlent fructueuses dans des entreprises d'avant-garde, ne sont pas vouées au total à s'enliser dans le « marécage bureaucratique ». Il note que, si le plein emploi est souvent un « suremploi » qui va de pair avec les bas salaires et les migrations fréquentes de main-d'œuvre, l'URSS ne connaît pas le dépérissement industriel de régions entières comme on y assiste chez nous. En matière de niveau de vie, il faut au demeurant tenir compte de la part du « salaire social » (35 %) dans le revenu réel. L'indice des prix officiel est remarquablement stable, mais « il n'y a pas d'organisation syndicale ni de presse indépendantes des pouvoirs, susceptibles de le contrôler ».

J.M. Chauvier nuance donc utilement une série de jugements trop clichés sur le système économique soviétique, qui apparaît ici avec ses avantages et ses désavantages. Les dilemmes rencontrés ne semblent pas insurmontables mais posent d'autres problèmes, d'ordre idéologique et politique. Dans ses conclusions l'auteur souligne en effet le contraste entre le potentiel productif et social de la société soviétique, et le conservatisme répressif du système politique; entre le niveau d'instruction moyen et la « langue de

bois » de la propagande. Autre poids mort, les dépenses d'armement, entraînées par la compétition avec les USA et qui n'ont pas les mêmes retombées technologiques que dans le « complexe militaro-industriel » occidental. J.M. Chauvier s'inquiète d'ailleurs du rôle accru de l'armée dans la vie politique. Il prend acte de changements sociologiques importants : une certaine mobilité sociale se ralentit, on assisterait à une « autoreproduction des couches dirigeantes » alors même que la classe ouvrière devenue plus instruite et plus exigeante, exprime sous des formes diverses des aspirations démocratiques malgré les barrières du système. Peut-être y a-t-il là en germe « l'événement social des années à venir? ».

### DE LA « NOUVELLE GAUCHE » A LA GAUCHE NOUVELLE

On ne manquera pas non plus l'article de Mark Bijvoet, « Autour de " L'Après-socialisme " d'Alain Touraine ». La critique de gauche n'a pas ménagé cet ouvrage du sociologue français qui remise parmi les accessoires idéologiques de la société industrielle en déclin l'idée de socialisme, jugée par lui en faillite historique et vidée de son sens, exténuée par le goulag, et qui plaide en faveur des « nouveaux mouvements sociaux » — écologistes, féministes, régionalistes, ... — comme seuls ferments de renaissance. M. Bijvoet s'efforce de faire la part des choses et de retenir ce qui lui paraît fécond dans la démarche d'un Touraine, et qu'il rapproche de thèses chères à Roger Garaudy ou à l'est-allemand Rudolf Bahro. Un point de vue qui ne laisse pas d'être intéressant voire séduisant et qui en tout cas force à la réflexion.

Si pour Touraine « il n'y a pas d'Etat socialiste », parce que « le socialisme est totalitaire ou il n'est pas », Garaudy pour sa part affirme que « le socialisme sera d'autogestion ou ne sera pas ». Et Régis Debray ou Jean-Pierre Chevènement reprochent à Touraine d'opposer

irréductiblement le social et le pouvoir alors qu'il s'agit plutôt de « penser les deux ensemble ». Pourtant, remarque M. Bijvoet, Touraine a raison de souligner que « dans le monde où nous entrons, qui est un monde d'Etats et d'empires, un monde de menaces et de peur, un monde de guerre, il est extraordinairement tentant de dire : ne nous occupons plus de nos problèmes sociaux, c'est un luxe... » Il s'agit donc de savoir si, au lieu de rejeter l'idée socialiste avec le pouvoir qui la dénature, il n'y a pas de place précisément pour un autre modèle de « socialisme », un socialisme « dont le centre de gravité soit dans le social et non dans l'Etat » (R. Debray).

Pour Touraine encore, le danger technocratique est une « maladie des deux systèmes » (capitaliste et socialiste), et l'on est en passe d'assister, au seuil de la société informatisée, à « l'extinction de la classe ouvrière », de plus en plus fragmentée, qui ne sera plus quantitativement ni qualitativement ce qu'elle était : l'« ancienne gauche » devrait donc céder la place à la « nouvelle gauche ». Garaudy, « dont les livres ont été plus souvent critiqués que lus » (M. Bijvoet), a conclu pour sa part à la convergence croissante des intérêts de la classe ouvrière et des intellectuels, convergence qui trace la perspective d'un « bloc historique nouveau ». « La révolution technologique abolit la révolution sociale ou, au contraire, elle l'introduit » (M. Bijvoet).

Réflexions encore sur l'écologie, sur l'alternative à l'aliénation où les sociétés industrielles enferment l'homme par la destruction frénétique de son patrimoine naturel au nom d'une croissance économique considérée comme un but en soi. C'est la question des finalités de la production et non plus seulement de ses moyens et de la possession de ces moyens. L'enjeu posé ici n'est plus seulement de renverser (ou de démocratiser) les rapports de production, mais d'élaborer un autre

« modèle de civilisation » qui dépasserait ce qu'ont en commun les deux systèmes actuels : une perspective industrielle issue du 19<sup>e</sup> siècle, axée sur la croyance en un Progrès rectiligne. Cela ne revient-il pas à dépasser les limites actuelles du socialisme, les structures qui le figent ?

Si Pierre Mauroy ou Régis Debray reprochent encore à l'auteur de « L'Après-socialisme » son manque d'alternatives concrètes, M. Bijvoet prend au sérieux le... retour à Marx que préconise Alain Touraine, lequel ne s'affirme pourtant pas marxiste. Retour à la démarche de pensée de Marx plus exactement. D'après Touraine, les nouveaux mouvements sociaux suivent un chemin analogue à celui du mouvement ouvrier après 1848, lorsqu'il est passé d'un stade utopiste et spontané à un stade organisé et scientifiquement élaboré. Le rôle de l'analyse de Marx fut selon Touraine de « découvrir ce qu'il y avait de commun dans toutes les luttes et de les aider à se transformer en éléments d'un vaste mouvement social » ; « Il est grand temps de faire revivre l'apport principal de la pensée marxiste en le replantant dans une nouvelle terre ». Or, se demande M. Bijvoet, est-il si certain dans cette optique que le socialisme soit une « idéologie du passé » ? « On peut penser au contraire que le fondement théorique peut être donné à une gauche socialiste et autogestionnaire qui évite les écueils à la fois du capitalisme et du "socialisme réel". »

Il est impossible de faire ici le tour des problèmes soulevés. Et notamment : ne sommes-nous pas ici en pleine utopie, en plein idéalisme, face aux contraintes économiques et sociales existantes, quand par exemple Garaudy déclare que « changer nos rapports avec le tiers monde et avec la nature c'est en définitive changer nos rapports avec nous-mêmes » ? Objection courante dans les milieux de gauche, note M. Bijvoet. Pourtant, dit-il,

si l'on a en vue la totalité des problèmes qui se posent tous ensemble au monde d'aujourd'hui, il est permis de penser que c'est vers une crise générale de l'humanité que nous allons, et ceci à bref délai. On est déjà plus loin que l'avenir de la gauche, mais on passe par celui-ci... Rudolf Bahro met en garde contre « une mauvaise conception de l'utopie » et en appelle, par exigence de survie, à faire d'une certaine idée du devenir humain « un pouvoir matériel décisif ». En tout état de cause, considère M. Bijvoet, « l'utopie qui s'impose à nous » n'est pas du genre fantaisiste.

« Notre propre expérience au sein d'une organisation non-gouvernementale de coopération au développement nous inspire en effet les réflexions suivantes », explique M. Bijvoet : « La collaboration informelle et occasionnelle avec d'autres mouvements " nouveaux ", qu'ils soient écologistes, pacifistes, etc. ne résulte pas en définitive d'une simple sympathie subjective ou d'un avantage passager. Il nous apparaît de plus en plus clairement combien tous nos problèmes respectifs sont profondément liés et combien il serait permis de parler d'un fondement objectif d'une action commune. (...) Qui lit le programme fédéral du Grünen Partei en RFA — qui est aussi un mouvement pour la paix — sera frappé par la place qui y est faite à la question du sous-développement. Que par ailleurs, il y ait une néfaste division des mouve-

ments de la nouvelle gauche dans bien des lieux, nous ne voulons pas le nier ». Et de se référer à Touraine soulignant que « les nouveaux mouvements sociaux ne reconnaissent pas encore eux-mêmes ce qui les unit et définit leur champ d'action principal ». Au delà même de cette « nouvelle gauche », M. Bijvoet appelle de ses vœux une « gauche nouvelle » qui en échappant aussi bien aux schémas sclérosés qu'au verbalisme apolitique stérile, apporterait une alternative à l'aliénation actuelle de la politique. Il observe que des orientations socialistes sont bien vivantes à la base dans les nouveaux mouvements sociaux et plaide pour une étroite association de ceux-ci et du mouvement ouvrier, dans le sens d'une « fusion du socialisme et des thèmes majeurs du féminisme et de l'écologie, retrouvant ainsi l'inspiration première du marxisme ».

Sans doute pourra-t-on faire à Mark Bijvoet une série d'objections, souhaiter que les articulations de sa réflexion se précisent, que des prolongements l'illustrent pratiquement. Je ne suis pas sûr que sous les « confusions » qu'on peut reprocher à une telle démarche ne s'opèrent pas en fait des liaisons nécessaires. Il est stimulant de voir paraître cet article dans une revue syndicale.

**Pierre ERGO.**

---

*N° 118-119. Place St-Paul 9-11, 4000 Liège. Tél. (041)23.79.40. Le numéro double : 180 F.*

**Les « Cahiers marxistes » sont déposés dans les librairies suivantes :**

**DU MONDE ENTIER**

rue du Midi 162  
1000 Bruxelles

**CERCLE D'ÉDUCATION  
POPULAIRE**

rue des Deux Eglises 128  
1040 Bruxelles

**ARCHITECTURE ET POLITIQUE**

chaussée d'Ixelles 331  
1050 Bruxelles

**LA RABOUILLEUSE**

chaussée d'Ixelles 221  
1050 Bruxelles

**PRESSES UNIVERSITAIRES  
DE BRUXELLES**

av. Paul Héger 42  
1050 Bruxelles

**LIBRAIRIE MISTRAL**

rue de l'Eglise Saint-Gilles 7  
1060 Bruxelles

**LE LIVRE ROUGE**

av. Jean Volders 41  
1060 Bruxelles

**LIBRAIRIE CORMAN**

rue Ravenstein 28-30  
1000 Bruxelles

**LIBRAIRIE LEFÈVRE**

rue des Colonies 7-9  
1000 Bruxelles

**MACONDO**

Galerie Bortier 8-10  
1000 Bruxelles

**LIBRIS - 44**

Passage 44 (bd. Botanique)  
1000 Bruxelles

**LIBRAIRIE**

**DE LA COMMUNE**  
rue des Grands Carmes 9  
1000 Bruxelles

**LIBRAIRIE L'AUTRE RIVE**

rue Sœur de Hasque 11  
4000 Liège

**LIBRAIRIE BIBLIO**

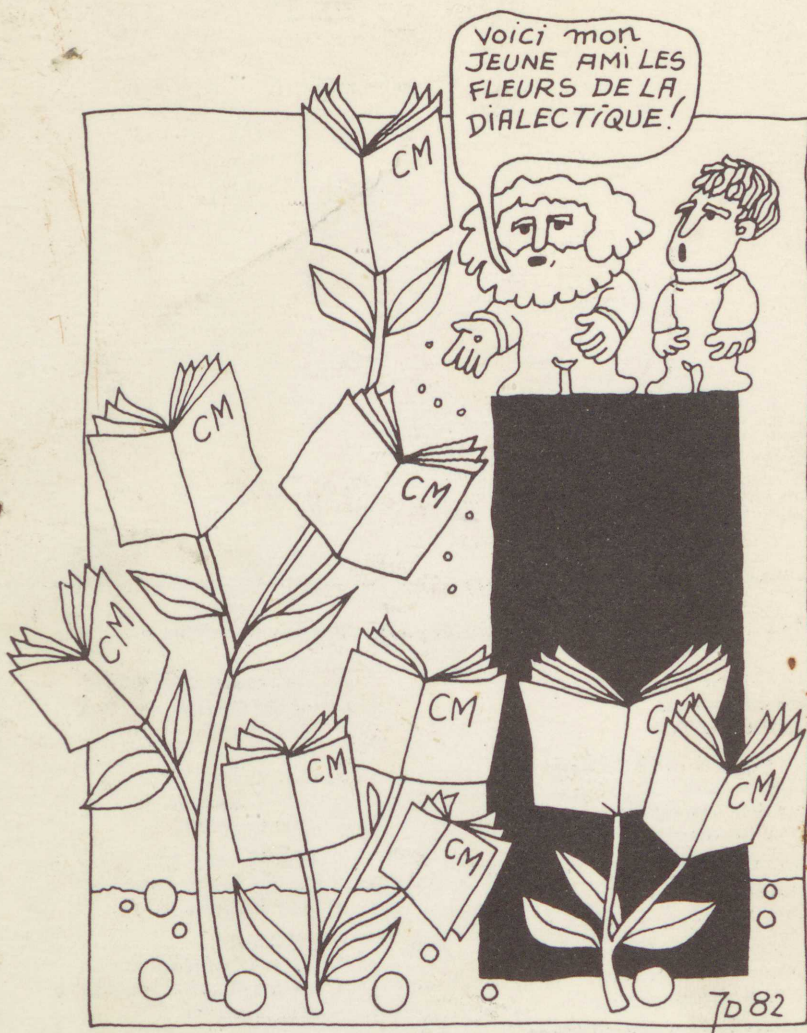
rue de la Régence 53  
4000 Liège

**KRITAK**

Vesaliusstraat 1  
3000 Leuven

**LIBRAIRIE DÉRIVE**

rue Sous le Château 46  
5200 Huy



L'abonnement annuel (10 livraisons) : 600 F  
L'abonnement « jeunes » (moins de 25 ans) : 300 F  
Etranger : 700 F  
Soutien : ..... F.

ADRESSE : 20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles  
Téléphone : (02)512.90.12  
CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte.



# cahiers marxistes

Revue fondée en 1969

Index  
récapitulatif  
pour 1981

QUESTIONS POLITIQUES GÉNÉRALES (*)	N°	Mois
Rosine Lewin — PS-FGTB : un dangereux affrontement ...	90	janvier
Pierre Gillis, Marc Rayet — Misère et incohérence de la politique scientifique .....	90	janvier
Marcello Ossandon — Education-emploi : l'approche néo-libérale .....	91	février
R. Lewin, M. Guisse, A. Herscovici — Chômeuses-profiteuses : un mythe à détruire .....	91	février
Serge Govaert — Les socialistes flamands après la scission .....	92	mars
Pierre Joye — Une crise sans précédent .....	92	mars
Jacques Moins — le statut des étrangers .....	92	mars
Pierre Joye — Les néo-libéraux contre l'Etat ? .....	93-94	avril-mai
Jacques Moins — Droits politiques des immigrés .....	93-94	avril-mai
Jean-Claude Bodson — Chômage de longue durée .....	95	juin
Marcello Ossandon — Education-emploi : les théories de segmentation .....	95	juin
Piere Ergo — Informatique et vie privée : Big Brother, connais pas ? .....	95	juin
J. Varda — Les travailleurs et l'automatisation .....	96	septembre
Rosine Lewin — La France et nous .....	96	septembre
Claude Renard, Jan Debrouwere — Depuis 60 ans, le PCB	97	octobre
François Houtart — Marxisme et foi chrétienne .....	97	octobre
Istvan Felkaï — Psychiatrie : « petite dimension » et grande politique .....	97	octobre
Pierre Joye — Informatisation de la société et marche vers le socialisme .....	98-99	nov.-déc.
Pierre Ergo — Statut des artistes et combat d'identité ....	98-99	nov.-déc.
Jacques Moins — Terrorisme, pouvoir, démocratie .....	98-99	nov.-déc.
Ainsi que dans la rubrique « En diagonale » :		
— Affaire Chomsky : quel est le sexe de la liberté d'expression ? .....	91	février
— Grève de la faim et lutte ouvrière .....	92	mars
— 200.000 .....	98-99	nov.-déc.

## POLITIQUE INTÉRIEURE ET PROBLÈMES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Rosine Lewin — PS-FGTB : un dangereux affrontement ...	90	janvier
Pierre Gillis, Marc Rayet — Misère et incohérence de la politique scientifique .....	90	janvier
Jean Lemaitre — Médecine sociale au Tivoli : autopsie d'un échec .....	90	janvier
Anne Morelli — Les sectes religieuses .....	91	février
Marcello Ossandon — Education-emploi : l'approche néo-libérale .....	91	février
Rosine Lewin — Cumuls .....	91	février
R. Lewin, M. Guisse, A. Herscovici — Chômeuses-profiteuses : un mythe à détruire .....	91	février
Serge Govaert — Les socialistes flamands après la scission .....	92	mars
Pierre Joye — Une crise sans précédent .....	92	mars
Jacques Moins — Le statut des étrangers .....	92	mars
Pierre Joye — Les néo-libéraux contre l'Etat ? .....	93-94	avril-mai
Jacques Moins — Droits politiques des immigrés .....	93-94	avril-mai
Jean-Claude Bodson — Chômage de longue durée .....	95	juin

(\*) Pour cette rubrique et les suivantes, voir aussi « Dossiers, débats, rencontres ».

	N°	Mois
Rosine Lewin — On demande des contre-pressions.....	95	juin
Jean-Claude Bodson — Accidents du travail.....	95	juin
Marcello Ossandon — Education-emploi : les théories de segmentation.....	95	juin
Pierre Ergo — Informatique et vie privée : Big Brother, connais pas ? .....	95	juin
J. Varda — Les travailleurs et l'automatisation.....	96	septembre
Rosine Lewin — Pourquoi une Fondation travail/santé mentale ? .....	96	septembre
Rosine Lewin — La double impuissance.....	97	octobre
Claude Renard, Jan Debrouwere — Depuis 60 ans, le PCB	97	octobre
Istvan Felkai — Psychiatrie : « petite dimension » et grande politique .....	97	octobre
Pierre Joye — Informatisation de la société et marche vers le socialisme.....	98-99	nov.-déc.
Pierre Ergo — Statut des artistes et combat d'identité .....	98-99	nov.-déc.
Ainsi que dans la rubrique « En diagonale » :		
— Grève de la faim et lutte ouvrière .....	92	mars
— Thérapie familiale, santé mentale et lutte de classes	93-94	avril-mai

## CULTURE ET ÉDUCATION

Jean-Marie Simon — La formation en péril (réflexions pour une journée d'étude).....	90	janvier
Anne Morelli — Les sectes religieuses.....	91	février
Marcello Ossandon — Education-emploi : l'approche néo-libérale .....	91	février
Didier Dupont — Langage et idéologie : positions théori- ques et conséquences pédagogiques.....	93-94	avril-mai
Rosine Lewin — Peinture murale : Edmond Dubrunfaut ou la recherche du dialogue.....	96	septembre
Roland Nijns — A propos de « langage et idéologie ».....	97	octobre
Istvan Felkai — Psychiatrie : « petite dimension » et grande politique .....	97	octobre
Pierre Ergo — Statut des artistes et combat d'identité .....	98-99	nov.-déc.
Nicole Crombez — Culture et éducation .....	98-99	nov.-déc.

## POLITIQUE INTERNATIONALE

Jules Lemmens — l'action syndicale au Zaïre.....	92	mars
Jan Debrouwere — La présidence de Reagan et le fac- teur Europe.....	95	juin
Alain Goussot — Le terrorisme en Italie.....	95	juin
Rosine Lewin — La France et nous.....	96	septembre
Jean-Paul Vankeerberghen — La Pologne à l'épreuve de la maturité.....	96	septembre
Susa Nudelhoie — Avant le 25 octobre.....	97	octobre
Jacques Moins — Terrorisme, pouvoir, démocratie.....	98-99	nov.-déc.
Ainsi que dans la rubrique « En diagonale » :		
— Le test du Salvador.....	92	mars
— 200.000.....	98-99	nov.-déc.

**QUESTIONS D'HISTOIRE**

Jean-Jacques Heirwegh (CHEMa) — Pour une histoire de Belgique sans mythes nationalistes et sans parcellisations dissolvantes .....	90	janvier
Pierre Joye — Le Congo léopoldien .....	91	février
Claude Renard, Jan Debrouwere — Depuis 60 ans, le PCB .....	97	octobre

**DOSSIERS, DÉBATS, RENCONTRES**

Document — Bruxelles, une région pour deux communautés .....	91	février
Document — Sidérurgie : proposition de loi .....	92	mars
Dossier — PS-FGTB : éléments pour un débat .....	93-94	avril-mai
Table ronde — Temps nouveaux... « Art nouveau » ? (autour de l'exposition des Beaux-Arts de Bruxelles).....	93-94	avril-mai
Dossier — « Le grand choix », par Frank Moulaert (membre de « Polekar »), suivi de : Appel du Front commun syndical wallon .....	98-99	nov.-déc.

*N.B. Sous cette rubrique, dans l'index pour 1980, a été oublié :*

Table ronde — Nouvelles techniques, luttes nouvelles .....	n° 86	septembre 80
--	-------	--------------

**LIVRES RECENSÉS**

Lexique économique du GEM (Jacques Nagels).....	90	janvier
Dossier Bruxelles-Auschwitz (Maxime Steinberg).....	91	février
La Belgique et ses populations (H. et P. Willemart).....	92	mars
Pour une démocratie culturelle (écrits et discours de Marcel Hicter) .....	95	juin
Enseignement de la morale et philosophie .....	95	juin
L'ontologie de Marx (Guy Haarscher).....	97	octobre
Le défi pédagogique (« Le Grain »).....	98-99	nov.-déc.
Le dossier des euromissiles (GRIP).....	98-99	nov.-déc.

*N.B. Les revues recensées ne sont pas répertoriées.*

**DESSINS ET ILLUSTRATIONS**

Jo Dustin, Philippe Moins et Marcelle Lavachery (janvier), Marianne Dock (février), photos de Jo Clauwaert (mars), Art nouveau (avril-mai), Chantal Maskens (juin), Edmond Dubrunfaut (septembre), Daniel Pelletti (octobre), André Aubry (nov.-déc.).